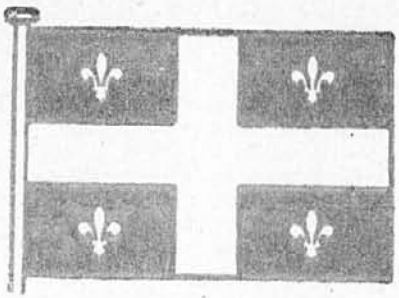

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 février 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 5th, 1955

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 13254-54)

Amos Lithium Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, Harry Closner, gérant de crédit, Ray Caplin et Sylvia Teitlebaum, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Amos Lithium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Letters Patent

(A.G. 13254-54)

Amos Lithium Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1954, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, Harry Closner, credit manager, Ray Caplin and Sylvia Teitlebaum, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Amos Lithium Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13245-54)

Au Foyer des Laveuses Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des letrres patentes, en date de vingt-huit décembre 1954, constituant en corporation: Gaston Tremblay, marchand, Marie-Blanche Jean, sténographe, et René Baby, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de lessiveuses, réfrigérateurs, radios et tous autres meubles meublants, sous le nom de "Au Foyer des Laveuses Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13043-54)

Bar-O-Lay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1954, constituant en corporation: Albert Fournier, industriel, de Sorel, Étienne Chapdelaine, entrepreneur, et Maurice Cloutier, notaire, ces deux derniers de St-Ours, tous du district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits laitiers et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Bar-O-Lay Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12940-54)

Blainville Acceptance Corporation Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt décembre 1954, constituant en corporation: Rosaire Fournier, garagiste, André Fauteux, avocat, et Guy Blanchard, notaire, tous de Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de prêt et de finance, sous le nom de "Blainville Acceptance Corporation Ltd", avec un capital total de $250,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13245-54)

Au Foyer des Laveuses Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December 1954, incorporating: Gaston Tremblay, merchant, Marie-Blanche Jean, stenographer, and René Baby, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in washing machines, refrigerators, radios and any other household furniture, under the name of "Au Foyer des Laveuses Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13043-54)

Bar-O-Lay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1954, incorporating: Albert Fournier, industrialist, of Sorel, Étienne Chapdelaine, contractor, and Maurice Cloutier, notary, the latter two of St-Ours, all of the judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To carry on the industry and deal in dairy products and by-products thereof, under the name of "Bar-O-Lay Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12940-54)

Blainville Acceptance Corporation Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1954, incorporating: Rosaire Fournier, garage-keeper, André Fauteux, advocate, and Guy Blanchard, notary, all of Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate a loan and finance company under the name of "Blainville Acceptance Corporation Ltd", with a total capital stock of $250,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $5 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13259-54)

Breuvages Radnor Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1954, constituant en corporation: Pierre-Alfred Boisvert, manufacturier, Albert Boisvert, commis, et Roger Boisvert, comptable, tous de Saint-Maurice, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et/ou l'industrie de liqueurs douces, sous le nom de "Breuvages Radnor Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Maurice, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13259-54)

Breuvages Radnor Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1954, incorporating: Pierre-Alfred Boisvert, manufacturier, Albert Boisvert, clerk, and Roger Boisvert, accountant, all of Saint-Maurice, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of, or the industry of dealing in soft drinks, under the name of "Breuvages Radnor Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Maurice, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 12956-54)

B & L Stampings Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1954, constituant en corporation: Guy Hamel Lamy, notaire, Madeleine Crête Lamy, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Hamel Lamy, tous deux de Verdun, et André Corneille, comptable, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles en métal, caoutchouc, plastique, bois et fibre, sous le nom de "B & L Stampings Company Limited", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12956-54)

B & L Stampings Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1954, incorporating: Guy Hamel Lamy, notary, Madeleine Crête Lamy, housewife, wife separate as to property of Guy Hamel Lamy, both of Verdun, and André Corneille, accountant, of Saint Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal, rubber, plastic, wood and fibrous articles, under the name of "B & L Stampings Company Limited", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at the town of Saint Michel, juducial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13191-54)

Carter & Coull Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois décembre 1954, constituant en corporation: Henry Edmund Carter, courtier d'assurances, David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire, tous de Montréal et Reginald Chester Coull, courtier d'assurances, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtiers, courtiers à commission, agents, agents à commission et vendeurs d'assurances d'aucune sorte et description, sous le nom de "Carter & Coull Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13191-54)

Carter & Coull Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1954, incorporating: Henry Edmund Carter, insurance broker, David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, unmarried, all of Montreal, and Reginald Chester Coull, insurance broker, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of brokers, commission brokers, agents, commission agents and dealers in insurance of every kind and description, under the name of "Carter & Coull Limited", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 1,400 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13233-54)

Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1954, constituant en corporation: Antoine Tremblay, comptable, Jacques Pagé, vendeur, tous deux de Saint-Bruno, et Claude Bordeleau, comptable, de Dolbeau, tous du district judiciaire de Roberval, pour les bojets suivants:

Établir et maintenir des centres de couture, sous le nom de "Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13116-54)

Champre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1954, constituant en corporation: Lucien Thouin, avocat, Jacqueline Matte et Thérèse Rousseau, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Champre Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 175, Boulevard Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12945-54)

Charles Dusablon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation: Fernand Jodoin, comptable, Gaston Bouchard, agent d'assurances, tous deux de la cité de Jacques-Cartier, et Victor Duhamel, notaire, de Boucherville, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles de lingerie, de mercerie, de quincaillerie, de ferronnerie, vaisselles, brimborions, jouets, tabacs, meubles meublants, articles de ménage, accessoires électriques, matériaux de construction, sous le nom de "Charles Dusablon Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13233-54)

Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1954, incorporating: Antoine Tremblay, accountant, Jacques Pagé, salesman, both of Saint Bruno, and Claude Bordeleau, accountant, of Dolbeau, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To establish and maintain sewing centres, under the name of "Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Bruno, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13116-54)

Champre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December 1954, incorporating: Lucien Thouin, advocate, Jacqueline Matte and Thérèse Rousseau, stenographer, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business under the name of "Champre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 175 Boulevard Notre Dame, Repentigny, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12945-54)

Charles Dusablon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Fernand Jodoin, accountant, Gaston Bouchard, insurance agent, both of the city of Jacques-Cartier, and Victor Duhamel, notary, of Boucherville, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles of lingerie, haberdashery, hardware, ironware, china, baubles, toys, tobaccos, house furnishings, household articles, electrical accessories, building materials, under the name of "Charles Dusablon Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the city of Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13269-54)

Chevalier Gaz Propane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1954, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil de la Reine, Lorraine Côté et Hélène St-Denis, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gaz propane, gaz naturel et de leur sous-produits, sous le nom de "Chevalier Gaz Propane Inc.", avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12793-54)

Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Tessier, épicier-boucher, Alphonse Lalonde, chef de police, Gérard Comtois, Ernest Morin, marchands, et Laurier Boutet, médecin, tous de Saint-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Grouper et diriger des membres dans le but de les intéresser au bien-être et à la culture morale, intellectuelle et physique des enfants et de promouvoir la prévention de la délinquance juvénile, sous le nom de "Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13167-54)

David & Bélanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Fernand Rheault, comptable agréée, Gontran Daoust, comptable, tous deux de Saint-Vincent-de-Paul, et Elizabeth Moosmann, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13269-54)

Chevalier Gaz Propane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, incorporating: Lucien Roux, advocate and Queen's Counsel, Lorraine Côté and Hélène St-Denis, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in propane gas, natural gas and their by-products, under the name of "Chevalier Gaz Propane Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and into 20,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12793-54)

Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond-Tessier, grocer-butcher, Alphonse Lalonde, chief of police, Gérard Comtois, Ernest Morin, merchants, and Laurier Boutet, physician all of Saint-Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To group and direct members for the purpose of interesting them in the intellectual and physical, moral culture and welfare of children and to promote the prevention of juvenile delinquency under the name of "Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13167-54)

David & Bélanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Fernand Rheault, chartered accountant, Gontran Daoust, accountant, both of Saint-Vincent-de-Paul, and Elizabeth Moosmann, secretary, spinster in use of her rights, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de ferronnerie et de quincaillerie, sous le nom de "David & Bélanger Ltée", avec un capital total de $70,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur aupair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

To carry on the business of ironware and hardware, under the name of "David & Bélanger Ltée", with a total capital stock of $70,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each, and into 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13055-54)

Do-It-Yourself Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze décembre 1954, constituant en corporation: John DiMassino, James Topping, surintendants, Toshiko Nakatsuka, dactylo, et Hyman Eric Feigelson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir, établir, diriger et aménager des lieux pour effectuer les opérations commerciales d'une entreprise s'occupant d'un atelier dit "do it-yourself", sous le nom de "Do-It-Yourself Centre Inc." avec un capital total de $40,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13055-54)

Do-It-Yourself Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1954, incorporating: John DiMassino, James Topping, Superintendents, Toshiko Nakatsuka, typist, and Hyman Eric Feigelson, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide, establish, conduct and equip premises for the commercial operation of a "do-it-yourself" workshop enterprise, under the name of "Do-It-Yourself Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13170-54)

Espege Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation: Ben Shafferman, Ludwig Guth, marchands, tous deux d'Outremont et Victor Perry, marchand, de New-York, U.S.A., pour les objets suivants:

Négocier des immeubles, sous le nom de "Espege Ltd.", avec un capital total de $115,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et 6,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13170-54)

Espege Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Ben Shafferman, Ludwig Guth, merchants, both of Outremont, and Victor Perry, merchant, of New York, U.S.A., for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Espege Ltd.", with a total capital stock of $115,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 6,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13257-54)

Essex Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, Harry Closner, gérant de crédit et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 13257-54)

Essex Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1954, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, Harry Closner, credit manager, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Essex Investment Corporation", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 12861-54)

Fortcrest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois décembre 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou des intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent y être érigées, sous le nom de "Fortcrest Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 340 édifice Carré Dominion, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 12825-54)

Fourrures Ostiguy Inc
Ostiguy Furs Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1954, constituant en corporation: Gaston Ostiguy, marchand, Judith Ostiguy, ménagère, épouse dudit Gaston Ostiguy et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Claude Gendron, commis, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements en fourrure ou en imitation de fourrure, sous le nom de "Fourrures Ostiguy Inc — Ostiguy Furs Inc", avec un capital totall de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13234-54)

Garage Almas Tremblay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1954, constituant en corporation: Antoine Tremblay, comptable, Léo Tremblay, Paul-Armand Tremblay, Marcel Tremblay, mécaniciens, tous de Saint-Bruno, et

To carry on the business of an investment company, under the name of "Essex Investment Corporation", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12861-54)

Fortcrest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, spinsters, all of Montreal; and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be erected thereon, under the name of "Fortcrest Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 340 Dominion Square Bldg., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12825-54)

Fourrures Ostiguy Inc
Ostiguy Furs Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1954, incorporating: Gaston Ostiguy, merchant, Judith Ostiguy, housekeeper, wife of the said Gaston Ostiguy, and duly authorized by him for these present purposes, and Jean-Claude Gendron, clerk, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To manufacture and deal in fur or imitation fur garments under the name of "Fourrures Ostiguy Inc — Ostiguy Furs Inc", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13234-54)

Garage Almas Tremblay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December 1954, incorporating: Antoine Tremblay, accountant, Léo Tremblay, Paul-Armand Tremblay, Marcel Tremblay, mechanics, all of Saint Bruno, and Claude Bordeleau, ac-

Claude Bordeleau, comptable, de Dolbeau, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, de machinerie agricole et industrielle et de machinerie en général, sous le nom de "Garage Almas Tremblay Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13224-54)

Garage Marieville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Mérineau et Rita Dufresne, secrétaire, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de garagistes, de vendeurs d'automobiles et accessoires, sous le nom de "Garage Marieville Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13247-54)

Gaudreau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1954, constituant en corporation: Gérard-A. Piché, ingénieur, Antoinette V. Piché, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard-A. Piché, et Arthur Piché, contremaître, tous d'Asbestos, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de denrées comestibles, d'articles de ferronnerie, de plomberie et d'électricité, de quincaillerie, de meubles, d'appareils électriques, de peintures, machines aratoires, engrais et semences, d'articles de sport, de jouets, sous le nom de "Gaudreau Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN,

(P.G. 13111-54)

Grand Boulevard Realties Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

countant, of Dolbeau, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, agricultural and industrial machinery, and machinery in general, under the name of "Garage Almas Tremblay Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Bruno, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13224-54)

Garage Marieville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December 1954, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérineau and Rita Dufresne, secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all their branches the business of garage-keepers and salesmen dealing in automobiles and parts thereof, under the name of "Garage Marieville Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13247-54)

Gaudreau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1954, incorporating: Gérard-A. Piché, engineer, Antoinette V. Piché, merchant, wife contractually separate as to property of Gérard-A. Piché, and Arthur Piché, foreman, all of Asbestos, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To manufacture and deal in foodstuffs, ironware, plumbery, electrical appliances, hardware, furniture, electrical apparatus, paints, farming implements, fertilizers, seeds, sporting goods and toys, under the name of "Gaudreau Limitée", with a total capital of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13111-54)

Grand Boulevard Realties Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept décembre 1954, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, avocats, et Elie M. Solomon, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et disposer de lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles ou de tous intérêts en iceux, sous le nom de "Grand Boulevard Realties Co. Ltd.", aved un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13174-54)

Henri Bellefeuille Inc.

Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1954, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, and Elie M. Solomon, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and dispose of lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, under the name of "Grand Boulevard Realties Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 St. James St. West., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13174-54)

Henri Bellefeuille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Blanche Raymond Bellefeuille, veuve non remariée de Henri Bellefeuille, Laurent Bellefeuille et Paul Bellefeuille, ces deux derniers entrepreneurs-plombiers, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général en plomberie, sous le nom de "Henri Bellefeuille Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13134-54)

H. Trudel & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December 1954, incorporating: Blanche Raymond Bellefeuille, unremarried widow of Henri Bellefeuille, Laurent Bellefeuillle, and Paul Bellefeuille, the two latter plumbing contractors, all of the city and judicial district of Trois Rivières, for the following purposes:

To act as general plumbing contractors, under the name of "Henri Bellefeuille Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13134-54)

H. Trudel & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1954, constituant en corporation: Hervé Trudel, Arthur Trudel, entrepreneurs de pompes funèbres, et Jean-Paul Léonard, notaire, tous de la cité de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur de pompes funèbres, sous le nom de "H. Trudel & Fils Inc.", avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair et en 990 actions privilégiées d'une valeur de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 425, rue Labelle, en la cité de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13150-54)

Imperial Fur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1954, incorporating: Hervé Trudel, Arthur Trudel, undertakers, and Jean-Paul Léonard, notary, all of the city of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate an undertaking business under the name of "H. Trudel & Fils Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares of no par value and into 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 425 Labelle Street, in the city of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13150-54)

Imperial Fur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1954, constituant en corporation: Charles Brownstein, Irving Halperin, avocats et John Liberman, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de manteaux de fourrures et accessoires, sous le nom de "Imperial Fur Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172 C. E. CANTIN.

---

province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1954, incorporating: Charles Brownstein, Irving Halperin, advocates, and John Liberman, student at law, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fur coats and accessories, under the name of "Imperial Fur Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and into 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12850-54)

Imprimerie Pilon, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Raymond Pilon, Alexis GrandJean, imprimeurs, et Marcel Mauron, restaurateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'exploitation de l'imprimerie dans toutes ses branches, sous le nom de "Imprimerie Pilon, Limitée", avec un capital total de $30,000, divisé en 30,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12850-54)

Imprimerie Pilon, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Raymond Pilon, Alexis GrandJean, printers, and Marcel Mauron, restaurateur, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of printing in all its branches, under the name of "Imprimerie Pilon, Limitée", with a total capital stock of $30,000, divided into 30,000 of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 12560-54)

J. N. Donais Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1954, constituant en corporation: Joseph-N. Donais, Reynald Donais et Jean Donais, tous entrepreneurs de pompes funèbres, de Drummondville, district judicaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur de pompes funèbres, sous le nom de "J. N. Donais Limitée", avec un capital total de $80,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à 445, rue Brock, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12560-54)

J. N. Donais Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1954, incorporating: Joseph-N. Donais, Reynald Donais and Jean Donais, all of whom are undertakers, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "J. N. Donais Limitée", with a total capital stock of $80,000, divided into 600 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 445 Brock Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13151-54)

John Eltes Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1954, constituant en corporation: Nathan Fish, notaire public, de Mont-

---

(A.G. 13151-54)

John Eltes Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1954, incorporating: Nathan Fish, notary public, of Montreal, Michael Char-

réal, Michael Charles Herman, avocat et John Eltes, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier, exercer le commerce et manufacturer des marchandises sèches, jouets, nouveautés, articles électriques, vêtements, tissus et articles de mode, sous le nom de "John Eltes Incorporated", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13090-54)

Lachance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, tous deux de Montréal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des préparations pour les toitures et des bardeaux de toutes sortes; exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Lachance Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 12794-54)

La Cie Foncière Cadrumont Inc
Cadrumont Real Estate Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1954, constituant en corporation: Paul-Émile Blain, avocat, Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Amédée Monet, avocat, de Saint-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir tous fonds de terre et les exploiter; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Cie Foncière Cadrumont Inc — Cadrumont Real Estate Inc", avec un capital total de $45,000, divisé en 450 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12947-54)

La Compagnie "Aristocrate Merceries" Limitée
The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

les Herman, advocate, and John Eltes, merchant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade, deal in and manufacture dry goods, toys, novelties, electrical goods, wearing apparel, fabrics and millinery, under the name of "John Eltes Incorporated", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13090-54)

Lachance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1954, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, advocates, both of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture roofing preparations and shingles of all kinds; to carry on the business of contractors and builders, under the name of "Lachance Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12794-54)

La Cie Foncière Cadrumont Inc
Cadrumont Real Estate Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1954, incorporating: Paul-Émile Blain, advocate, Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, both of Montreal, and Amédée Monet, advocate, of Saint Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire any piece of land and develop same; deal in real estate, under the name of "La Cie Foncière Cadrumont Inc — Cadrumont Real Estate Inc", with a total capital stock of $45,000, divided into 450 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12947-54)

La Compagnie "Aristocrate Merceries" Limitée
The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt décembre 1954, constituant en corporation: Jules Fontaine, bourgeois-rentier, Marie-Anne Morvan Fontaine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jules Fontaine, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jean-Guy Simard, commerçant, et Thérèse Mayrand Simard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Guy Simard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements d'hommes et d'enfants, de bijouterie, de chapeaux et de tous autres articles de vêtements d'hommes et d'enfants, sous le nom de "La Compagnie "Aristocrate Merceries" Limitée — The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited", avec un capital total de $49,500, divisé en 495 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13201-54)

Laduboro Oil Ltd
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation: Elizabeth Ann Pennington, secrétaire, fille majeure, de Québec, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, et Gilles de Billy, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Laduboro Oil Ltd", (No Personal Liability) avec un capital total de $5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 84 Bon-Air, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 12289-54)

L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la ville des Sept-Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Morin, Lauréat Arsenault et Raoul Otis, tous camionneurs, de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Promouvoir et protéger les intérêts généraux des camionneurs-propriétaires de la municipalité de la ville des Sept-Iles, membres de l'Association, sous le nom de "L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la ville des Sept-Iles Inc.".

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1954, incorporating: Jules Fontaine, gentleman-annuitant, Marie-Anne Morvan Fontaine, housekeeper, wife contractually separate as to property of Jules Fontaine, and duly authorized by him for these present purposes, Jean-Guy Simard, dealer, and Thérése Mayrand Simard, housekeeper, wife contractually separate as to property of Jean-Guy Simard, and duly authorized by him for these present purposes, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's and children's clothing, jewellery, hats and in all other articles of clothing for men and children, under the name of "La Companie "Aristocrate Merceries" Limitée— The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited", with a total capital stock of $49,500, divided into 495 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13201-54)

Laduboro Oil Ltd
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Elizabeth Ann Pennington, Secretary, spinster, of Quebec, Charlotte Risi, secretary, spinster, and Gilles de Billy, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Laduboro Oil Ltd" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 84 Bon-Air, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12289-54)

L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la ville des Sept-Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been isued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Morin, Lauréat Arsenault and Raoul Otis, all carriers of Sept-Iles, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To promote and protect the general interests of transport-owners of the municipality of the town of Sept-Iles, members of the Association, under the name of "L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la ville des Sept-Iles Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12810-54)

Laster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Jack Laster, Bernard Rubenstein, tous deux d'Outremont et Myer Hersh, de Montréal, tous marchands, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et exercer les affaires d'une compagnie de constructeurs et d'entrepreneurs en général, sous le nom de "Laster Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13012-54)

Laurentian Seeds Inc.
Les Semences Laurentiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1954, constituant en corporation: Gérard de Maisonneuve, industriel, de Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois, Wellington Byron, industriel, et Germain Bourgault, commis, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de graines, bulbes, arbres, plantes, arbustes, grains, fruits, légumes, fleurs, fourrage, engrais et autres produits de la terre et denrées, nourriture pour bestiaux et volailles, sous le nom de "Laurentian Seeds Inc. — Les Semences Laurentiennes Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 1,900 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12926-54)

Laurier Fashions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1954, constituant en corporation: J.-Maurice Hamel, gérant, Ernest Camiré et Henri-Paul Fouquette, ces deux derniers couturiers, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12810-54)

Laster Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1954, incorporating: Jack Laster, Bernard Rubenstein, both of Outremont, and Myer Hersh, of Montreal, all merchants, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property and to carry on the business of a general construction and contracting company, under the name of "Laster Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13012-54)

Laurentian Seeds Inc.
Les Semences Laurentiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1954, incorporating: Gérard de Maisonneuve, industrialist, of Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois, Wellington Byron, industrialist, and Germain Bourgault, clerk, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in seeds, bulbs, trees, plants, bushes, grains, fruits, vegetables, flowers, forage, fertilizer and other products of the earth and foodstuffs, feed for cattle and fowl, under the name of "Laurentian Seeds Inc. — Les Semences Laurentiennes Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and into 1,900 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12926-54)

Laurier Fashions Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1954, incorporating: J.-Maurice Hamel, manager, Ernest Camiré and Henri-Paul Fouquette, the two latter couturiers, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Laurier Fashions Limited" avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Laurier Fashions Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 12267-54)

Le Comité des Loisirs de Val St-Pierre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Papineau, contrôleur, J.-Norman Fortier, Joseph Boucher, vendeurs, Raymond Beulence, gérant de banque, Gérard Brodeur, André Desperrier, employés civils, et Ernest Gravel, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Former une corporation pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit des résidants du lot 131, de la paroisse Saint-Eustache, connu et désigné sous le nom de Val St-Pierre, sous le nom de "Le Comité des Loisirs de Val St-Pierre".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la compagnie sera à 39, rue Paquin, en la paroisse de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12267-54)

Le Comité des Loisirs de Val St-Pierre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-Émile Papineau, controller, J.-Norman Fortier, Joseph Boucher, salesmen, Raymond Beulence, bank manager, Gérard Brodeur, André Desperrier, civil servants, and Ernest Gravel, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To form a corporation for recreative and diverting activities for the refreshment of the body and spirit of the residents of lot 131, of the parish of Saint-Eustache, known and designated under the name of Val St-Pierre, under the name of "Le Comité des Loisirs de Val St-Pierre".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 39 Paquin Street, in the parish of Saint Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13156-54)

Le Dimanche Matin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation: Jacques Francœur, éditeur, Roland-A. Diamond, notaire, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Robert Allard, éditeur, de Bois-des-Filions, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, de libraires, de papetiers, de graveurs, de dessinateurs, de relieurs et de propriétaires de journaux, sous le nom de "Le Dimanche Matin Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13156-54)

Le Dimanche Matin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Jacques Francœur, editor, Roland-A. Diamond, notary, both of the city and judicial district of Montreal, and Robert Allard, editor, of Bois-des-Filions, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of printers, booksellers, stationers, engravers, designers, bookbinders and newspaper owners, under the name of "Le Dimanche Matin Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13204-54)

Le Fonds de Recherches Forestières de L'Université Laval
Laval University Forest Research Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13204-54)

Le Fonds de Recherches Forestières de L'Université Laval
Laval University Forest Research Foundation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Zéphirin Rousseau, arpenteur géomètre et ingénieux forestier, Omer Lussier, Georges Maheux, ingénieurs forestiers, Louis Joncas, arpenteur géomètre et ingénieur civil, tous de Québec, André Lafond, ingénieur forestier, Louis-Philippe Amiot, chimiste, de Sillery, et Roger Gosselin, ingénieux forestier, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir et assurer, en collaboration avec la Faculté de Génie Forestier de l'Université Laval, la continuité des recherches et de l'enseignement forestier au degré universitaire à la dite Faculté, sous le nom de "Le Fonds de Recherches Forestières de L'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la compagnie sera à la Faculté de Génie Forestier, Université Laval, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13128-54)

Lemrac Placements Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1954, constituant en corporation: Jules Dupré, C.R., avocat, d'Outremont, Raymond Lette, clerc, de Hampstead, et Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de gestion, sous le nom de "Lemrac Placements Ltée", avec un capital total de $250,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 24,870 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13266-54)

Les Immeubles Linfort Limitée
Linfort Real Estate Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Edgar Armand, comptable agréé, d'Outremont, Joseph-Adélard Fillion, comptable agréé, et Marc Fillion, comptable, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Linfort Limitée — Linfort Real Estate Limited", avec un capital total de $250,000, divisé en 500 actions ordinaires

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December 1954, to incorporate as a corporation whitout share capital: Louis-Zéphirin Rousseau, land surveyor and forestry engineer, Omer Lussier, Georges Maheux, forestry engineers, Louis Joncas, land surveyor and civil engineer, all of Quebec, André Lafond, forestry engineer, Louis-Philippe Amiot, chemist, of Sillery, and Roger Gosselin, forestry engineer, of St. Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To promote and ensure, jointly with the Forestry Engineering Faculty of the University of Laval, the continuity of forest research and teachings, in accordance with the academical requirements of said Faculty, under the name of "Le Fonds de Recherches Forestières de l'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at the Faculty of Forest Engineering, University of Laval, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13128-54)

Lemrac Placements Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1954, incorporating: Jules Dupré, Q.C., advocate, of Outremount, Raymond Lette, clerk, of Hampstead, and Jeanne-Françoise Raymond, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as an administration company under the name of "Lemrac Placements Ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 300 common shares of a par value of $1 each and into 24,870 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13266-54)

Les Immeubles Linfort Limitée
Linfort Real Estate Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Edgar Armand, chartered accountant, of Outremont, Joseph Adélard Fillion, chartered accountant, and Marc Fillion, accountant, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Linfort Limitée — Linfort Real Estate Limited", with a total capital stock of $250,000, divided into 500 common shares of a

d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13075-54)

Lew Kozlov & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, sous le nom de "Lew Kozlov & Co. Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13102-54)

Linwood Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze décembre 1954, constituant en corporation: Daniel Freedman, Philip Pressman, marchands et Ralph Lazar, constructeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier des immeubles, sous le nom de "Linwood Realties Ltd.", avec un capital total de $69,000 divisé en 210 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 480 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 12966-54)

L. Thibault & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1954, constituant en corporation: Léandre Thibault, garagiste, Élisa Cantin Thibault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léandre Thibault et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Thibault, comptable, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, de moteurs et accessoires, sous le nom de

par value of $100 each and 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13075-54)

Lew Kozlov & Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Lew Kozlov & Co. Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and into 400 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13102-54)

Linwood Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1954, incorporating: Daniel Freedman, Philip Pressman, merchants, and Ralph Lazar, builder, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Linwood Realties Ltd.", with a total capital stock of $69,000, divided into 210 common shares of a par value of $100 each and into 480 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12966-54)

L. Thibault & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1954, incorporating: Léandre Thibault, garage-keeper, Élisa Cantin Thibault, housekeeper, wife contractuelly separate as to property of the said Léandre Thibault and duly authorized by him for these present purposes, and Jean Thibault, accountant, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, motors and accessories, under the name of "L. Thibault & Fils

"L. Thibault & Fils Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12907-54)

Manning Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1954, constituant en corporation: Édouard Duquette, marchand, de Verdun, Paul Trépanier, avocat, de Lachine, et François Auclair, avocat, de Saint-Vincent de Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, d'articles de sport, d'accessoires électriques, d'articles d'ameublement, sous le nom de "Manning Hardware Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 5,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13214-54)

M. Gensiuk & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Myer Gensiuk, marchand, Ann Shenker, ménagère, épouse séparée de biens de Myer Genziuk et dûment autorisée par lui, tous deux de la cité de Montréal, et Max Sternfeld, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et chaussures, sous le nom de "M. Genziuk & Sons Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13073-54)

Niagara Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1954, constituant en corporation: Samuel Hertz Shriar, Abraham Jacob Rosenstein et Jacques Cantin, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12907-54)

Manning Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, incorporating: Édouard Duquette, merchant, of Verdun, Paul Trépanier, advocate, of Lachine, and François Auclair, advocate, of Saint-Vincent de Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, articles of sport, electrical accessories, household furnishings, under the name of "Manning Hardware Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,500 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13214-54)

M. Gensiuk & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Myer Genziuk, merchants, Ann Shenter, housewife, wife separate as to property of Myer Genziuk, and duly authorized by him, both of the city of Montreal, and Max Sternfeld, merchant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and footwear, under the name of "M. Genziuk & Sons Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13073-54)

Niagara Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, incorporating: Samuel Hertz Shriar, Abraham Jacob Rosenstein and Jacques Cantin, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, sous le nom de "Niagara Realties Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1453 rue Bishop, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13219-54)

Parksite Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Frank Hubscher, avocat, Donald Kujan, étudiant et Leona Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Parksite Development Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13268-54)

Photographie Moderne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Bernard Bourdon, C.R., avocat, André Bourdon, avocat, tous deux d'Outremont, et Léo Limoges, comptable, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'art de la photographie sous toutes ses formes, sous le nom de "Photographie Moderne Limitée", avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions privilégiées classe A d'une valeur au pair de $100 chacune, 350 actions classe B d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13190-54)

Pierre E. Laberge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1954, constituant en corporation: Pierre-E. Laberge, courtier, Pierre Bergeron, avocat, et Janine Tremblay, sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Niagara Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1453 Bishop St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13219-54)

Parksite Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1954, incorporating: Frank Hubscher, advocate, Donald Kujan, student, and Leona Green, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Parksite Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13268-54)

Photographie Moderne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Bernard Bourdon, Q.C., advocate, André Bourdon, advocate, both of Outremont, and Léo Limoges, accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the art of photography in all its froms, under the name of "Photographie Moderne Limitée", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 preferred class A shares of a par value of $100 each, 350 class B shares of a par value of $100 each and into 1,500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13190-54)

Pierre E. Laberge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1954, incorporating: Pierre E. Laberge, broker, Pierre Bergeron, advocate, and Janine Tremblay, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

Exercer toutes fonctions de courtier d'assurances, sous le nom de "Pierre E. Laberge Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 369, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12287-54)

Plast Ukrainian Youth Association of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1954, constituant en corporation: sans capital-actions: Eugène Dowhan, restaurateur, Mykola Plawiuk, démouleur en lithographie, Bohdan Melnyk, opérateur de machine, Mykola Andruchiw, presseur, Adolf Hladylowytsch, commis, Prokip Taraschuk, marchand, Bohdan Biloszewsky, sculpteur, L. G. Wynnyckyj, assistant-gérant, Mykola Switucha, technicien de laboratoire, et Bohdan Turczeniuk, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer la force physique, mentale et morale de la jeunesse canadienne de descendance ukrainienne et former cette jeunesse dans le but d'atteindre un bon esprit de civisme, sous le nom de "Plast Ukrainian Youth Association of Canada".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à 4301 avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vint et un décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P.G. 13235-54)

Pouliot Automobile Limitée
Pouliot Automobile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1954, constituant en corporation: Marcel René de Cotret, marchand, de ville Saint-Laurent, Pierre Pouliot, marchand, de ville Mont-Royal, Gérard Lamarche, réalisateur, de Montréal, et Alphonse Gravel, agent d'affaires, de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, pièces et accessoires d'iceux, en faire le service, réparations et entreposage, sous le nom de "Pouliot Automobile Limitée — Pouliot Automobile Limited", avec un capital total de $200,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7144, Chemin de la Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

To carry on all the operations of an insurance broker, under the name of "Pierre E. Laberge Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 369 Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12287-54)

Plast Ukrainian Youth Association of Canada

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Dowhan, restaurateur, Mykola Plawiuk, litho. stripper, Bohdan Melnyk, machine operator, Mykola Andruchiw, presser, Adolf Hladylowytsch, clerk, Prokip Taraschuk, store keeper, Bohdan Biloszewsky, sculptor, L. G. Wynnychyj, ass't manager, Mykola Switucha, laboratory technicien, and Bohdan Turczeniuk, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop the physical, mental and moral strength of Canadian Youth of Ukrainian descent and to train such youth for good citizenship, under the name of "Plast Ukrainian Youth Association of Canada".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 4301 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13235-54)

Pouliot Automobile Limitée
Pouliot Automobile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December 1954, incorporating: Marcel René de Cotret, merchant, of the town of Saint Laurent, Pierre Pouliot, merchant, of the town of Mount Royal, Gérard Lamarche, producer, of Montreal, and Alphonse Gravel, business agent, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, and parts and accessories thereof, servicing, repairing and storing same, under the name of "Pouliot Automobile Limitée — Pouliot Automobile Limited", with a total capital stock of $200,000, divided into 200 common shares of $100 each and 1,800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7144 Côté des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 13255-54)

Preville Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Athur I. Bronstein, avocats, Frances Herscovitz et Mildred Brown, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, transformer des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Preville Construction Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Préville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13255-54)

Preville Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1954, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, Frances Herscovitz and Mildred Brown, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter buildings and deal in building materials, under the name of "Preville Construction Limited", with a total stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Preville, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13145-54)

Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Frank F. Hubscher, avocat, Donald Kujan, étudiant, et Leona Green, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce ou le négoce de chapeaux, casquettes et articles vestimentaires, pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.". avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13145-54)

Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1954, incorporating: Frank F. Hubscher, advocate, Donald Kujan, student, and Leona Green, spinster, of the age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with mens, womens and childrens hats, caps, and wearing apparel, under the name of "Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares having a par value of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12842-54)

Quebec Home Knitting Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1954, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de ville Mont-Royal, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, de Montréal et Douglas Cohen, étudiant en droit, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à tricoter et négocier des textiles, sous le nom de "Quebec Home Knitting Co.", avec un capital total de $5,000 divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 12842-54)

Quebec Home Knitting Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, incorporating: Nathan Levitsky advocate, of the town of Mount Royal, Rose Markis, secretary, fille majeure, of Montreal, and Douglas Cohen, law student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the knitting or textile business, under the name of "Quebec Home Knitting Co.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13094-54)

Quincaillerie Eugène Roy, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1954, constituant en corporation: Eugène Roy, quincaillier, de la ville de L'Assomption, Édouard Roy, industriel, et Louis Roy, bourgeois, tous deux de la paroisse de L'Assomption, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, d'appareils domestiques, de machinerie et d'équipement de ferme et de laiterie, de matériaux de construction; agir comme entrepreneur général et spécialement comme entrepreneur en plomberie et chauffage, sous le nom de "Quincaillerie Eugène Roy, Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13189-54)

Roy Assurances Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1954, constituant en corporation: Léonidas Roy, courtier d'assurances, Eugène Roy, quincaillier, tous deux de la ville de l'Assomption, et Édouard Roy, industriel, de la paroisse de l'Assomption, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Transiger tous genres d'assurance, sous le nom de "Roy Assurances Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13146-54)

Samuel Grossman Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1954, constituant en corporation: Samuel Grossman, manufacturier, Leona Green, secrétaire, fille majeure, et Michael Ettinger, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, vêtements, produits en fourrures, textiles, nouveautés et accessoires, sous le nom de "Samuel Grossman Furs Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valuer au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13094-54)

Quincaillerie Eugène Roy, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1954, incorporating: Eugène Roy, hardware merchant, of the town of L'Assomption, Édouard Roy, industrialist, and Louis Roy, gentleman, both of the parish of L'Assomption, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in hardware, household apparatus, machinery and farm and dairy equipment, building materials; to act as a general contractor and more particularly as that of plumbing and heating, under the name of "Quincaillerie Eugène Roy, Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13189-54)

Roy Assurances Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December 1954, incorporating: Léonidas Roy, insurance broker, Eugène Roy, hardware merchant, both of the town of l'Assomption, Édouard Roy, industrialist, of the parish of l'Assomption, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in insurance of every nature and kind, under the name of "Roy Assurances Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at l'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 13146-54)

Samuel Grossman Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1954, incorporating: Samuel Grossman, manufacturer, Leona Green, secretary spinster, and Michael Ettinger, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, garments, fur products, textiles, novelties and accessories, under the name of "Samuel Grossman Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P. G. 13209-54)

Spencer Electric Alarms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Percival Robert Spencer, gérant, Robert A. Archer-Shee, administrateur et Isidor Raymond Hart, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de signaux d'alarme contre le cambriolage et l'incendie, soit mécaniques ou électriques, sous le nom de "Spencer Electric Alarms Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P. G. 10034-54)

Sud Ltée
South Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1954, constituant en corporation: Philippe Ferland, avocat, Isabelle Beaubien, célibataire majeure, tous deux de Québec, et Yolande Sanfaçon, célibataire majeure, de Charlesbourg-Ouest, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Sud Ltée — South Ltd", avec un capital total de $100,000, divisé en 90 actions ordinaires de $100 chacune et en 910 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12280-54)

The Fair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats, Raymonde Doyle et Gloria Williams, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, vendeurs en articles de mode et accessoires connexes, sous le nom de "The Fair Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiclaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A. G. 13209-54)

Spencer Electric Alarms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Percival Robert Spencer, manager, Robert A. Archer-Shee, executive, and Isidor Raymond Hart, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of Burglary and fire alarm, mechanical or electrical, under the name of "Spencer Electric Alarms Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10034-54)

Sud Ltée
South Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1954, incorporating: Philippe Ferland, advocate, Isabelle Beaubien, spinster, both of Quebec, and Yolande Sanfaçon, spinster, of Charlesbourg-West, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Sud Ltée — South Ltd", with a total capital stock of $100,000, divided into 90 common shares of $100 each and into 910 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A.G. 12280-54)

The Fair Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1954, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, Raymonde Doyle and Gloria Williams, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, dealers in millinery and incidental supplies, under the name of "The Fair Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13142-54)

The Pampered Pup Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1954, constituant en corporation: David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire, et Joseph Chenoy, restaurateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme restaurateurs, sous le nom de "The Pampered Pup Company", avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P. G. 12860-54)

Towercrest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaire, filles majeures, de Montréal et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Towercrest Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 340 édifice Dominion Square, Montréal, district judiaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(P. G. 13192-54)

Trois-Rivières Isolation Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1954, constituant en corporation: Gilbert Moffet, entrepreneur, des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, Vincent Masson, avocat, et Yolande Jobidon, secrétaire, ces deux derniers des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général, constructeur et fournisseur de matériaux de toutes sortes, sous le nom de "Trois-Rivières Isolation Limitée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 526, rue des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN,

(A.G. 13142-54)

The Pampered Pup Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1954, incorporating: David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, unmarried, and Joseph Chenoy, restaurateur, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant owners, under the name of "The Pampered Pup Company", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and into 800 preferred shares of the par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A. G. 12860-54)

Towercrest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, filles majeures, of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Towercrest Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 340 Dominion Square Bldg., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(A. G. 13192-54)

Trois-Rivières Isolation Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1954, incorporating: Gilbert Moffat, contractor, of the city and judicial district of Trois-Rivières, Vincent Masson, advocate, and Yolande Jobidon, secretary, the latter two of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate as a general contractor, builder and supplier of materials of all kinds, under the name of "Trois-Rivières Isolation Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 526, des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(P.G. 12858-54)

Underwear Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Joe Kramer, Carl Grekin, manufacturiers, tous deux de Ville Mont-Royal et Carmen Lalonde, sténographe, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Underwear Mills Limited", avec un capital total de $150,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 12858-54)

Underwear Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1954, incorporating: Joe Kramer, Carl Grekin, manufacturers, both of the town of Mount Royal, and Carmen Lalonde, stenographer, single female of the age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in woll, cotton, fabrics, woollens silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Underwear Mills Limited", with a total capital stock of $150,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13143-54)

Val Royal Shopping Centre Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de décembre 1954, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal et Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir un terrain avec ou sans bâtisses dessus construites dans Ville St-Laurent et y construire un ou des édifices devant être occupés comme centre commercial, sous le nom de "Val Royal Shopping Centre Ltd", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172 C. E. CANTIN.

(A.G. 13143-54)

Val Royal Shopping Centre Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1954, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, and Jean McFarlane, typist, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire land with or without buildings in Ville St. Laurent, and to construct thereon building to be occupied as a shippong centre, under the name of "Val Royal Shopping Centre Ltd", with a capital stock divided into 500 common shares having no nominal or par value and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172-o Deputy Attorney General.

(P. G. 13129-54)

Vendôme Placements Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1954, constituant en corporation: Jules Dupré, C.R., avocat, d'Outremont, Raymond Lette, clerc, de Hampstead, and Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de gestion, sous le nom de "Vendôme Placements Ltée", avec un capital total de $350,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 34,860 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A. G. 13129-54)

Vendôme Placements Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1954, incorporating: Jules Dupré, Q.C. advocate, of Outremont, Raymond Lette, clerk, of Hampstead, and Jeanne-Françoise Raymond, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Vendôme Placements Ltée", with a total capital stock of $350,000, divided into 400 common shares of a par value of $1 each and 34,860 Class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 1,000 Class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 13079-54)

William Durocher & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1954, constituant en corporation: William Durocher, entrepreneur général, Albertine Morin Durocher, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de William Durocher, tous deux de Montréal-Est, et Lucien Durocher, commerçant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "William Durocher & Cie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

39172-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 13079-54)

William Durocher & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1954, incorporating: William Durocher, general contractor, Albertine Morin Durocher, housekeeper, wife contractually separate as to property of William Durocher, both of Montreal-East, and Lucien Durocher, dealer of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "William Durocher & Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1954.

C. E. CANTIN,

39172 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Luc Prud'homme sénior, gentilhomme, du village de Côte St-Luc, Luc Prud'homme junior, cultivateur, du même lieu, Dame Juliette Prud'homme, de la cité de Montréal, veuve d'Alphonse Cardinal en son vivant gentilhomme de la cité de Montréal, Dame Marie Prud'homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien de Repentigny, jardinier, de la ville de Montreal-West, de ce dernier dûment autorisée, Dame Antoinette Prud'homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel de Repentigny, employé civil de la ville de St-Laurent, de ce dernier dûment autorisée, Hector Prud'homme, médecin, de la cité de Montréal, et ledit Lucien de Repentigny en sa qualité d'administrateur et d'exécuteur testamentaire de la succession de Joseph Prud'homme, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, la passation d'une loi spéciale aux fins de faire confirmer leur droit de vendre et autrement aliéner la propriété immobilière composée de diverses parties du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-quinze (95) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal avec la bâtisses dessus érigées, ladite propriété immobilière plus amplement décrite dans l'acte de vente consenti à Saul Kaplan et Norman Holdings Corporation par les requérants devant Me Barnet Buckman, notaire, le 29 décembre 1952, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le N° 992,430, de faire disparaître tous doutes qui pourraient exister quant au droit des requérants de vendre et aliéner définitivement la susdite propriété immobilière, de confirmer, ratifier, valider et déclarer définitive l'aliénation de la susdite

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Luc Prud'homme senior, gentleman, of the village of Côte St. Luc, Luc Prud'homme junior, farmer, of the same place Dame Juliette Prud'homme, of the city of Montreal, widow of Alphonse Cardinal in his lifetime gentleman of the city of Montreal, Dame Marie Prud'homme, wife contractually separate as to property of Lucien de Repentigny, gardener of the town of Montreal-West, by the latter duly authorized, Dame Antoinette Prud'homme wife contractually separate as to property of Lionel de Repentigny, civil employee, of the town of St. Laurent, by the latter duly authorized, Hector Prud'homme physician, of the city of Montreal and the said Lucien de Repentigny, in his quality of administrator and testamentary executor of the estate of Joseph Prud'homme, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at tis present session for the passing of a special Act for the purpose of confirming their right to sell and otherwise alienate the immovable property composed of several parts of the lot of land known and designated as number ninety-five (95) on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal with the buildings thereon erected, the said immovable property being more fully described in the deed of sale from the Petitioners to Saul Kaplan and Norman Holdings Corporation, passed before Mtre. Barnet Buckman, Notary, on December 29th, 1952, registered in the Registry Office for the registration division of Montreal under No. 992,430, to resolve any doubts as to the right of the petitioners to sell and alienate definitively the said immovable property, to confirm, ratify, validate and declare definitive the alienation of the said

propriété immobilière par les requérants par et en vertu de l'acte de vente précité, de confirmre, ratifier et valider les aliénations subséquentes à ce dit acte de vente, et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, 7 janvier 1955.

Les Procureurs des Requérants,
DUSSAULT, DUSSAULT
& VADBONCOEUR.

39020-2-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Drummondville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, le Loi 2 George VI (1938) chapitre 113 et les lois qui la modifient, (spécialement 3 George VI (1939) Chapitre III, articles 48 et 49) dans le but d'amender sa charte dans le sens suivant:

1° Prolonger de deux à trois ans le terme du maire et des échévins;

2° D'autoriser la cité de Drummondville à exproprier la Southern Canada Power;

3° D'accorder une exemption de taxes partielle à L'Ametex Limited de Drummondville.

Drummondville, 17 janvier 1955.

Le Procureur de la cité de
Drummondville,
RENÉ MARCEAU.

39089-3-4-o

immovable property by the petitioners by and in virtue of the aforesaid deed of sale, to ratify and validate the alienations made subsequently to the said deed of sale, and other necessary or usefull purposes.

Montreal, January 7th, 1955.

DUSSAULT, DUSSAULT,
& VADBONCOEUR,
Attorneys for the petitioners.

39020-2-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Drummondville will address the Provincial Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for adoption of a law amending its chapter, the law 2 George VI (1938) chapter 113 and the laws amending it, (specially 3 George VI (1939) chapter III, articles 48 and 49) so that the charter be amended as follows:

1. Extend from two to three years the term of office of the mayor and the alderman;

2. Authorize the city of Drummondville to expropriate the Southern Canada Power;

3. To grant a partial exemption of taxes to the Ametex Limited of Drummondville;

Durmmondville, January 17th, 1955.

RENÉ MARCEAU,
Attorney for the city of
Drummondville.

39089-3-4-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1063

Québec, le 3 novembre 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le règlement au sujet des renseignements qui doivent être fournis au Ministère des finances sous la Loi de l'impôt sur le revenu.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des Finances:

Que le règlement comprenant les articles de I à VIII inclusivement, qui porte la date du 24 septembre 1954, et qui est signé par l'honorable Ministre des finances, et qui est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté ministériel, soit autorisé et approuvé.

(signé) L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1063

Quebec, November 3rd, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation relative to the information which must be furnished under the Income Tax Act to the Minister of Finance.

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Honourable Minister of Finance:

THAT the regulation including sections I to VIII inclusively, dated September 24th, 1954, signed by the Honourable Minister of Finance, and which is annexed to the recommendation upon which is based the present Order in Council, be authorized and approved.

(Signed) L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

RAPPORT AU CONSEIL

RÈGLEMENT concernant les renseignements qui doivent être fournis au ministre des finances sous la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.

ARTICLE I
Rémunération

Toute personne, société ou corporation, qui a fait un ou plusieurs des paiements mentionnés au premier paragraphe de l'article 58 de la loi,

REPORT TO COUNCIL

REGULATION concerning the information to be furnished the Minister of Finance under the Provincial Income Tax Act.

SECTION I
Remuneration

Every person, partnership or corporation, which has made one or several of the payments mentioned in the first paragraph of section 58 of

doit produire une déclaration sur les formules TP-4 Sommaire et TP-4 Supplémentaire dont des exemplaires sont annexés aux présentes pour en faire partie.

ARTICLE II
Revenu de placement

1° Toute personne, société ou corporation, qui a fait un ou plusieurs des paiements mentionnés ci-après à des personnes ou sociétés résidant ou ayant une place d'affaires dans la Province, doit produire une déclaration sur les formules TP-5 Sommaire et TP-5 Supplémentaire dont des exemplaires sont annexés aux présentes pour en faire partie.

Les paiements dont il est ici fait mention comprennent:

a) Les dividentes et les montants que la loi considère être l'équivalent d'un dividende;

b) Les intérêts:

i. sur des obligations ou débentures inscrites au nom du possesseur, propriétaire ou de toute autre personne ou société, résidant ou ayant une place d'affaires dans la Province;

ii. sur des dépôts entre les mains de personnes, sociétés ou corporations légalement autorisées à recevoir des dépôts;

iii. sur des comptes chez des banquiers de placement ou des courtiers, et,

c) Les redevances pour l'usage d'un ouvrage, d'une invention ou du droit de prendre des ressources naturelles.

2° Toute personne, société ou corporation, qui reçoit un paiement, tel que mentionné au premier paragraphe du présent article, pour le compte d'une autre personne ou société résidant ou ayant une place d'affaires dans la Province ou à titre de mandataire d'une telle personne ou société, doit produire la déclaration mentionnée au premier paragraphe du présent article.

ARTICLE III
Successions ou Fiducies

1° Toute personne, société ou corporation, qui reçoit ou a sous sa dépendance directe ou indirecte, à titre de fiduciaire, un revenu, des gains ou bénéfices destinés à une personne résidant dans la Province, à une société ayant une place d'affaires dans la Province ou à une corporation personnelle dont l'actionnaire principal réside dans la Province, doit produire une déclaration sur les formules TP-3 et TP-3 Supplémentaire dont des exemplaires sont annexés aux présentes pour en faire partie.

2° La déclaration requise en vertu du présent article doit être produite dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de l'année d'imposition et doit concerner l'année d'imposition.

ARTICLE IV
Annuités

Toute personne, société ou corporation qui a versé une annuité à une personne résidant dans la Province doit produire une déclaration sur les formules TP-5 Annuités Sommaire et TP-5 Annuités Supplémentaire dont des exemplaires sont annexés aux présentes pour en faire partie.

ARTICLE V
Date de production des déclarations

1° Toutes les déclarations requises en vertu des articles I, II et IV du présent règlement doivent être transmises au ministre, sans qu'il soit

the act, shall file a return on forms TP-4 Summary and TP-4 Supplementary, copies of which are annexed to these presents to form part thereof.

SECTION II
Investment Income

1. Every person, partnership or corporation, which has made one or several of the payments hereinafter mentioned, to persons or partnerships residing or having a place of business in the Province, shall file a return on forms TP-5 Summary and TP-5 Supplementary, copies of which are annexed to these presents to form part thereof.

The payments herein mentioned include:

a) Dividends and payments which are considered by the act to be the equivalent of a dividend;

b) Interest:

i. on bonds or debentures registered in the name of the owner, proprietor or any other person or partnership residing or having a place of business in the Province;

ii. on deposits with persons, partnerships or corporations legally authorized by law to receive deposits;

iii. on accounts with investment dealers or brokers, and,

c) Royalties in respect of the use of a work, invention or the right to take natural resources.

2. Every person, partnership or corporation, which receives a payment such as is mentioned in the first paragraph of this section, as nominee or agent of another person or partnership residing or having a place of business in the Province, shall file the return mentioned in the first paragraph of this section.

SECTION III
Estates or Trusts

1. Every person, partnership or corporation having the control of or receiving, in a fiduciary capacity, income, gains or profits intended for a person residing in the Province, a partnership having a place of business in the Province or a personal corporation, the principal shareholder of which resides in the Province, shall file a return on forms TP-3 and TP-3 Supplementary, copies of which are annexed to these presents to form part thereof.

2. The return required under this section shall be filed within ninety days from the end of the taxation year and shall be in respect of the taxation year.

SECTION IV
Annuities

Every person, partnership or corporation, which has paid an anuity to a person resident in the Province, shall file a return on forms TP-5 Annuities Summary and TP-5 Annuities Supplementary, copies of which are annexed to these presents to form part thereof.

SECTION V
Date on which returns are to be filed

1. All returns required under sections I, II and IV of the present regulation shall be filed with the Minister, without prior notice or demand, on or

besoin de l'envoi d'un avis ou d'une mise en demeure, au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente; quant aux déclarations requises en vertu de l'article III, elles doivent être produites, sans avis ni mise en demeure, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de l'année d'imposition et doivent concerner cette dernière.

2° Lorsqu'une personne, société ou corporation tenue de produire une déclaration en vertu du présent règlement discontinue son entreprise, ses fonctions ou son occupation, la déclaration doit être produite dans les trente jours qui suivent la date de la discontinuation de l'entreprise, des fonctions ou de l'occupation et doit viser la période entière pour laquelle une déclaration n'a pas déjà été produite.

ARTICLE VI
Décès et faillite

1° Lorsqu'une personne tenue de produire une déclaration en vertu de présent règlement est décédée, cette déclaration doit être produite par ses ayants-droit dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date du décès et doit se rapporter à toute la période précédant le décès pour laquelle une déclaration n'a pas déjà été produite.

2° Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre, syndic ou conseil d'administration et tout mandataire ou autre personne, société ou corporation, qui, de quelque manière que ce soit, administre, gère, liquide, contrôle les biens, l'entreprise, la succession ou le revenu d'une personne qui n'a pas produit la déclaration requise en vertu du présent règlement doit produire cette déclaration.

ARTICLE VII
Information communiquée au contribuable

Toute personne, société ou corporation tenue de produire une déclaration en vertu du présent règlement doit transmettre à chaque contribuable dont la déclaration fait mention, deux copies de la partie de la déclaration qui le concerne; ces copies doivent être expédiées à la dernière adresse connue du contribuable ou lui être remises de main à main au plus tard à la date où la déclaration doit être produite au ministre.

ARTICLE VIII
Cessation ou omission de faire remise des retenues d'impôt

Lorsqu'une personne, société ou corporation qui faisait remise de montants déduits ou retenus suivant les dispositions ou suivant son interprétation des dispositions de l'article 58 de la loi cesse ou omet de faire une remise à l'époque prescrite, cette personne doit produire une déclaration sur la formule TP-4-D au plus tard le vingtième jour du mois qui suit le mois durant lequel le remise a été faite; un exemplaire de la formule TP-4-D est annexé aux présentes pour en faire partie.

Le présent règlement à prendre effet le premier janvier, mil neuf cent cinquante-quatre.

(signé) O. GAGNON,
Ministre des Finances.

Bureaux du revenu,
Québec, le 24 septembre 1954.

before the last day of February in each year in respect of the preceding calendar year; as to those returns which are required under section III, they shall be filed, without notice or demand, within ninety days of the end of the taxation year and shall relate to the latter.

2. Where a person, partnership or corporation, required to file a return under the present regulation, discontinues his or its business, functions or activity, the return shall be filed within thirty days of the day of the discontinuance of the business, functions or activity and shall be in respect of the entire period for which a return has not already been filed.

SECTION VI
Death or Liquidation

1. Where a person required to file a return under the present regulation has died, such return shall be filed by his legal representatives within ninety days of the date of death and shall be in respect of the entire period prior to the date of death for which a return has not previously been filed.

2. Every trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, curator, receiver, trustee or committee and every agent or other person, partnership or corporation administering, managing, winding-up, controlling or otherwise dealing in any manner whatsoever with the property, business, estate or income of a person who has not filed a return, as required by this regulation, shall file such return.

SECTION VII
Information to be furnished the taxpayer

Every person, partnership or corporation required to file a return under the present regulation shall forward to each taxpayer, whose name appears on such return, two copies of the portion thereof which concerns him; these copies shall be sent to the taxpayer at his last known address or be delivered to him in person, on or before the date on which the return is required to be filed with the Minister.

SECTION VIII

Ceasing or failing to remit tax deductions

Where a person, partnership or corporation, which has been remitting amounts deducted or withheld in compliance or purported compliance with section 58 of the act, ceases or fails to remit at the time prescribed, such person, shall file a return on form TP-4-D on or before the twentieth day of the month following the month in which the remittance was made; a copy of form TP-4-D being annexed to these presents to form part thereof.

The present regulation to take effect as from January 1st, 1954.

(Signed) O. GAGNON,
Minister of Finance.

Revenue Offices,
Quebec, September 24th, 1954.

TP4 - 1954
Sommaire

PROVINCE DE QUÉBEC

MINISTÈRE DES FINANCES
BUREAU DU REVENU

Déclaration de la rémunération payée

- A remplir par toute personne, société ou corporation, ayant des fonctionnaires ou employés résidant ou exerçant un emploi dans Québec, laquelle personne, société ou corporation, durant l'année civile 1954 .
  (i) a fait ou aurait dû faire des déductions d'impôt provincial sur le revenu, ou
  (ii) a versé, à un fonctionnaire ou employé résidant ou exerçant un emploi dans Québec, plus de $750 à titre de traitement, salaire ou autre rémunération, ou à titre de prestation de pension ou d'allocation de retraite, ou
  (iii) a fait, à une personne résidant ou exerçant un emploi dans Québec, un paiement de plus de $100 à titre de commissions ou autres paiements semblables, jetons de présence d'administrateur ou de paiements globaux sur une caisse de pension à l'occasion de retraite, de décès ou de retrait.
- La présente déclaration (Sommaire et Supplémentaire) doit être remise ou expédiée par la poste au plus tard le dernier jour de FÉVRIER 1955 au SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU, HÔTEL DU GOUVERNEMENT. QUÉBEC.
- Le défaut de produire la présente déclaration au plus tard à la date indiquée ci-dessus ou de remettre les feuillets supplémentaires aux employés au plus tard le dernier jour de février 1955 entraîne des peines.

NOM DE L'EMPLOYEUR _____
(Nom de l'entreprise en lettres moulées)

ADRESSE _____
(Numéro, Rue, C.P. N° ou R.R. N°, ville ou village, comté ou municipalité rurale, province)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE OU DES ASSOCIÉS _____

GENRE D'AFFAIRES _____

Indications

1. Remplissez, par ordre alphabétique, des formules supplémentaires distinctes pour chacun des deux groupes ci-dessous:
   a) Toutes les personnes (y compris les personnes non-résidantes) qui ont subi la déduction d'impôt provincial et toutes les personnes résidant ou exerçant un emploi dans Québec qui sans subir la déduction d'impôt provincial à cet égard, ont reçu plus de $250 à titre de traitement, salaire ou pension. Il n'est nécessaire de signaler dans la TP4 Supplémentaire les montants de $250 à $750 payés sous forme de traitement, salaire ou pension et dont l'impôt n'a pas été déduit, que dans le cas où la formule TP4 Sommaire doit être produite selon les indications figurant au haut de la présente formule.
   b) Toutes les personnes résidant ou exerçant un emploi dans Québec qui n'ont pas subi la déduction d'impôt provincial mais ont reçu plus de $100 à titre de commissions ou autres paiements semblables, jetons de présence d'administrateur ou des paiements globaux à l'occasion de la retraite, décès ou retrait, que ceux-ci aient été effectués en vertu d'une caisse de pension ou non. Le genre de paiement doit être clairement indiqué sur chaque feuillet.
2. Si un employé n'a pas produit de formule TPD1 et a par conséquent été assujetti aux déductions d'impôt à titre de célibataire sans charges de famille, inscrivez $1500 sous le titre "Total des exemptions personnelles, de la TPD1" dans la partie supplémentaire de la présente déclaration.
3. Indiquez à titre de rémunération sur la partie supplémentaire de la présente déclaration tous les montants crédités durant l'année civile 1954 au compte d'un fonctionnaire ou employé résidant ou exerçant un emploi dans Québec, si celui-ci avait le droit d'en recevoir le paiement en vertu de son contrat d'emploi.
4. NE faites PAS entrer la "valeur de l'entretien et du logement fournis gratuitement etc." dans la "rémunération" mais signalez-la séparément à l'endroit voulu dans la partie supplémentaire de la présente déclaration.
5. Sous le titre "Impôt provincial déduit" dans la partie supplémentaire de la présente déclaration, inscrivez "Néant" s'il n'a pas été déduit d'impôt.
6. Si une succursale a remis des déductions d'impôt directement au bureau de l'impôt provincial, la déclaration TP4 (Sommaire et Supplémentaire) de cette succursale doit être produite séparément mais la formule TP4 Sommaire du bureau principal doit indiquer la rémunération totale qu'ont versée toutes les succursales et l'impôt total qu'elles ont déduit et remis.

Sommaire

	Rémunération payée	Impôt provincial déduit
7. Rémunération totale et déductions totales d'impôt provincial sur le revenu signalées dans la partie supplémentaire de la présente déclaration pour le groupe 1 *a)* ci-dessus. - - -	$	$ .....
8. Rémunération totale signalée dans la partie supplémentaire de la présente déclaration pour le groupe 1 *b)* ci-dessus. - -	$	
9. Rémunération totale non signalée dans la partie supplémentaire de la présente déclaration. - - - - - - -	$	
10. Rémunération totale et déductions totales d'impôt provincial sur le revenu signalées séparément par les succursales. - -	$ _____	$ _____
TOTAUX	$ _____	$ _____
11. Montant total de vos remises de déductions d'impôt provincial sur le revenu durant l'année civile 1954. - - - - - - - - - - - - - -		$ _____

- Le montant total de vos remises afférentes à 1954 doit correspondre aux déductions totales d'impôt provincial sur le revenu opérées durant l'année et signalées dans la partie supplémentaire de la présente déclaration. Ce montant doit également correspondre au "Total à date" indiqué sur votre dernière "Formule de remise concernant la déduction d'impôt" (formule TPD7A) pour 1954.
- Si vous n'avez pas remis le plein montant de l'impôt retenu de vos employés, vous devez envoyer immédiatement ce qui manque.

Certificat

Je, _____
(Nom en lettres moulées)

de _____
(Adresse)

CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES:

QUE les renseignements donnés dans la présente déclaration (Sommaire et Supplémentaire) sont vrais, exacts et complets sous tous rapports;
QUE là où l'impôt doit être déduit à la source ainsi que l'exigent la Loi et les Règlements de l'impôt provincial sur le revenu, cet impôt a été déduit et remis au Service de l'Impôt provincial sur le Revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Date _____ 19____ _____
Signature de l'employeur ou d'un fonctionnaire autorisé

Téléphone N° _____ _____
Titre du signataire

Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec.

TP4 - 1954
Summary

PROVINCE OF QUEBEC
DEPARTMENT OF FINANCE
REVENUE BRANCH

Return of Remuneration Paid

- To be completed by every person, partnership or corporation, having officers or employees resident or employed in Quebec, which person, partnership or corporation, during the calendar year 1954
  (i) made or should have made provincial income tax deductions or
  (ii) paid to an officer or employee resident or employed in Quebec more than $750 as salary, wages or other remuneration, or as a superannuation or pension benefit or as a retiring allowance or
  (iii) made to any person resident or employed in Quebec payment of more than $100 in respect of commissions or other similar payments, director's fees or lump sum payments on retirement, death or withdrawal from a superannuation or pension fund.
- This return (Summary and Supplementary) is to be delivered or mailed not later than the last day of FEBRUARY 1955 to the PROVINCIAL INCOME TAX SERVICE, PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC.
- Penalties will be imposed if this return is not filed by the above date or if the supplementary slips are not delivered to the employees by the last day of February 1955.

NAME OF EMPLOYER _____
(Print Name of Business)

ADDRESS _____
(Number, Street, P.O. Box No. or R.R. No., City or Town, County or Rural Municipality, Province)

NAME AND ADDRESS OF OWNER OR PARTNERS _____

NATURE OF BUSINESS _____

Instructions

1. Complete in alphabetical order separate supplementary forms for each of the two groups below:
   (a) All persons (including non-residents) from whom provincial tax was deducted and all persons resident or employed in Quebec who were paid more than $250 as salary, wages or pension from which tax was not deducted. The reporting on TP4 Supplementary of amounts paid between $250 and $750 as salary, wages or pension from which tax was not deducted is required only when form TP4 Summary must be filed as indicated at the top of this form.
   (b) All persons (resident or employed in Quebec) from whom provincial tax was not deducted but who were paid more than $100 as commissions or other similar payments, director's fees, or lump sum retirement, death, or withdrawal payments whether or not made under a superannuation or pension fund plan. The type of payment is to be clearly indicated on each slip.
2. Where an employee has not filed Form TPD1 and has, therefore, been subject to tax deductions as a single person without dependents, enter $1500 under the item "Total of Personal Exemptions per TPD1" appearing on the supplementary portion of this return.
3. Include as remuneration on the supplementary portion of this return, all amounts credited in the calendar year 1954 to the account of an officer or employee resident or employed in Quebec if the officer or employee was entitled to receive payment under his contract of employment.
4. Do NOT include the "Value of Free Board and Lodging etc." in "Remuneration" but report it separately in the space provided on the supplementary portion of this return.
5. With respect to the item "Provincial Tax Deducted", on the supplementary portion of this return, enter "Nil" if no tax has been deducted.
6. If a branch office has remitted tax deductions directly to the Provincial Income Tax Office, the TP4 return (Summary and Supplementary) of that particular branch is to be filed separately but the Head Office TP4 Summary is to include the total remuneration paid by all branches and the total tax deducted and remitted.

Summary

	Remuneration Paid	Provincial Tax Deducted
7. Total remuneration and total Provincial Tax deductions reported on the supplementary portion of this return for Group 1(a) above	$	$
8. Total remuneration reported on the supplementary portion of this return for Group 1(b) above	$	
9. Total remuneration not reported on the supplementary portion of this return	$	
10. Total remuneration and total Provincial Tax deductions reported separately by branches	$	$
Totals	$	$
11. Total amount of your remittances relating to Provincial Income Tax deducted during the calendar year 1954.		$

- The total amount of your remittances relating to 1954 should agree with the total Provincial Income Tax deducted during the year and reported on the supplementary portion of this return. This amount should also agree with the "total to date" as shown on your final "Tax Deduction Remittance Form", (form TPD7A) for 1954.
- If you have not remitted the full amount of the tax withheld from your employees, the balance should be forwarded immediately.

Certification

I, _____
(Print Name)

of _____
(Address)

HEREBY CERTIFY:

THAT the information given in this return (Summary and Supplementary) is true, correct and complete in every respect;

THAT where tax is deductible at the source as required by The Provincial Income Tax Act and Regulations such tax has been deducted and remitted to the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.

Date _____ 19____ _____
Signature of Employer or Authorized Officer

Telephone No _____ _____
Position or Office

Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP4-1954
Supplémentaire

QUÉBEC

TP4-1954
Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION PAYÉE

Donnez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Consultez les indications portées à la formule TP4-1954 Sommaire.

PREMIÈRE COPIE: Est remise avec la deuxième copie à l'employé, au plus tard le dernier jour de février 1955.

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF REMUNERATION PAID

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP4-1954 Summary.

FIRST COPY: To be delivered with Second Copy to Employee, not later than the last day of February 1955.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

1

À annexer à la déclaration TPI-1954. Attach to 1954-TPI Return.	Numéro d'assurance-chômage. Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, de la TPD1. Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi. Months Employed	Rémunération avant déductions. Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension. Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit. Provincial Tax Deducted

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'impôt provincial. — Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service.

Formule autorisée et prescrite par le ministre des Finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP4-1954
Supplémentaire

QUÉBEC

TP4-1954
Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION PAYÉE

Donnez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Consultez les indications portées à la formule TP4 1954 Sommaire.

DEUXIÈME COPIE: Est remise avec la première copie à l'employé, au plus tard le dernier jour de février 1955.

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF REMUNERATION PAID

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP4-1954 Summary.

SECOND COPY: To be delivered with First Copy to Employee, not later than the last day of February 1955.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

2

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, dela TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

Feuillet à conserver.
Keep this slip for your records.

TP4-1954
Supplémentaire

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION PAYÉE

Donnez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler.
Consultez les indications portées à la formule TP4 1954 Sommaire.

TROISIÈME COPIE: Est conservée par l'employeur.

QUÉBEC

TP4-1954
Supplementary

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF REMUNERATION PAID

List alphabetically the names of all persons required to be reported.
See instructions on form TP4-1954 Summary.

THIRD COPY: To be retained by Employer.

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

3

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954 Supplémentaire

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION PAYÉE

Donnez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Consultez les indications portées en la formule TP4-1954 Sommaire.

QUATRIÈME COPIE: *Est remise avec la formule TP4-1954 Sommaire au service de l'impôt provincial sur le revenu.*

QUÉBEC

TP4-1954 Supplementary

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF REMUNERATION PAID

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP4-1954 Summary.

FOURTH COPY: *To be delivered with form TP4-1954 Summary to the Provincial Income Tax Service.*

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP4-1954

EMPLOYÉ (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province)
EMPLOYEE (Mr., Mrs., Miss; Surname last; Address with Province)

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF EMPLOYER (must appear on each slip)

4

Numéro d'assurance-chômage Unemployment Insurance Number	Total des exemptions personnelles, delà TPD1 Total of Personal Exemptions per TPD1	Mois d'emploi Months Employed	Rémunération avant déductions Remuneration before Deductions	Valeur de l'entretien, du logement gratuits, etc. Value of Free Board, Lodging, etc.	Déductions pour fonds approuvé de pension Deductions for Approved Pension Fund	Impôt provincial déduit Provincial Tax Deducted

TP5
SOMMAIRE

PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTÈRE DES FINANCES
BUREAU DU REVENU

Déclaration du revenu de Placement

POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 19____

- A remplir par—
  a) Toutes les personnes, sociétés ou corporations qui ont payé, crédité ou distribué à des résidents du Québec, des intérêts, dividendes ou redevances, durant l'année civile à l'égard de laquelle la présente déclaration est produite.
  b) Les personnes interposées et autres personnes, sociétés ou corporations recevant un tel revenu pour le compte d'une tierce personne, société ou corporation résidant dans Québec.
- Remplissez la TP5 Supplémentaire à l'égard de tous les résidents du Québec auxquels des montants de $100 ou plus ont été payés. Utilisez la formule supplémentaire prescrite pour l'année civile qui fait l'objet de la déclaration.
- Produisez la présente déclaration (Sommaire et Supplémentaire) au Service de l'impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec, au plus tard le dernier jour de février qui suit l'année civile à l'égard de laquelle la présente déclaration est requise.

NOM DU PAYEUR OU DU PAYEUR INTERPOSÉ _____
(En lettres moulées)

ADRESSE _____
(Numéro, rue, ville ou village, comte ou province)

LA PERSONNE FAISANT LE PAIEMENT INSCRIT CI-DESSUS LE NOM DU MANDANT

Indications

1. Des formules supplémentaires distinctes peuvent être préparées à l'égard de chaque source ou genre de revenu de placement. Il n'est nécessaire de déclarer que les montants de $100 ou plus.
2. Aux fins de la présente déclaration—
   a) L'intérêt à signaler comprend: l'intérêt sur les dépôts, l'intérêt sur les débentures ou sur les obligations nominatives, l'intérêt payé ou crédité par les courtiers en valeurs ou banquiers de placement.
   b) Les dividendes comprennent tous les dividendes en espèces ou en nature. Dans des formules supplémentaires distinctes convenablement marquées, signalez la proportion imposable des montants qui sont réputés un dividende en cas de liquidation, de cessation ou de réorganisation de l'entreprise; du rachat ou de la conversion d'actions ordinaires; ou de la capitalisation du revenu non distribué.
   c) Les redevances comprennent les paiements concernant le droit d'utiliser un ouvrage ou une invention ou le droit de prendre des ressources naturelles.

Etat

3. Indiquez le genre de paiement signalé dans la présente déclaration _____
4. Indiquez tout autre genre de revenu que vous êtes tenu de signaler dans une déclaration TP5 mais que vous ne signalez pas dans la présente déclaration _____
5. Indiquez le nombre de feuillets TP5 supplémentaires ci-annexés____ Total du revenu y signalé. $_____
6. Indiquez le total des montants payés ou crédités à des non-résidents du Québec que vous n'êtes pas tenu de signaler dans la présente déclaration $_____

Certificat

Je, _____
(Nom en lettres moulées)

de _____
(Adresse)

CERTIFIE PAR LES PRESENTES que la présente déclaration (Sommaire et Supplémentaire) est vraie, exacte et complète sous tous rapports.

_____
Signature du fonctionnaire autorisé

Date_____19____ _____
Poste ou titre

Le défaut de produire la présente déclaration à la date prescrite entraîne des peines

Formule autorisée et prescrite par le ministre des Finances de Québec

PROVINCE OF QUEBEC
DEPARTMENT OF FINANCE
REVENUE BRANCH

Return of Investment Income

FOR YEAR ENDING DECEMBER 31, 19____

- To be completed by—
  a) All persons, partnerships or corporations who paid, credited or distributed to residents of Quebec interest, dividends or royalties, during the calendar year for which this return is filed.
  b) Nominees and other persons, partnerships or corporations receiving such income for or on behalf of a third person, partnership or corporation resident in Quebec.
- Complete the TP5 Supplementary with respect to all residents of Quebec to whom amounts of $100 or more were paid. Use the supplementary form which is prescribed for the calendar year being reported.
- File this return (Summary and Supplementary) with the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec on or before the last day of February following the calendar year for which this return is required.

NAME OF PAYOR OR NOMINEE _____
(Print)

ADDRESS _____
(Number, Street, City or Town, County or Province)

DISBURSING AGENT TO ENTER NAME OF PRINCIPAL AS PAYOR

Instructions

1. Separate Supplementaries may be prepared for different types or sources of investment income. Only amounts of $100 or more need be reported.
2. For the purposes of this return—
   a) Interest to be reported consists of: deposit interest, registered bond or debenture interest, interest paid or credited by stock brokers or investment dealers.
   b) Dividends include all dividends in cash or kind. Report on separate Supplementaries appropriat ly identified, the taxable portion of amounts deemed to be a dividend in the event of winding-up, discontinuance or reorganization of the business; the redemption or conversion of common shares; or the capitalizing of undistributed income.
   c) Royalties include royalty payments in respect of the use of a work or invention or the right to take natural resources.

Statement

3. Specify type of payment reported on this return _____
4. Specify any other type of income required to be reported by you on a TP5 return but not reported herein _____
5. State number of TP5 Supplementary slips attached _____. Total income reported thereon $_____
6. State total amounts paid, credited or distributed to non-residents of Quebec and not required to be reported herein $_____

Certification

I, _____
(Name in block letters)

of _____
(Address)

HEREBY CERTIFY that this return (Summary and Supplementary) is true, correct, and complete in every respect.

_____
Signature of Authorized Officer

Date _____ 19____

_____
Position or Office

There are penalties for failure to file this return by the prescribed date

Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec

TP5-1954
Supplémentaire

Province de Québec

TP5-1954
Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DU REVENU DE PLACEMENT

Enumérer par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Voir les indications que renferme la formule TP5 Sommaire. Rendez compte des paiements effectués pour l'année 1954 seulement.

PREMIÈRE COPIE: Est remise avec la deuxième copie au bénéficiaire au plus tard le dernier jour de février 1955.

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF INVESTMENT INCOME

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP5 Summary. Report payments made for the year 1954 only.

FIRST COPY: To be delivered with Second Copy to the Recipient not later than the last day of February, 1955.

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

A annexer à votre déclaration d'impôt provincial de 1954.—Attach to your 1954 Provincial Tax Return.

1

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	*Intérêt—Interest*	*Redevances—Royalties*	*Revenu étranger brut Gross Foreign Income*	*Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country*

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au bureau de l'impôt provincial. — Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Office.

Formule autorisée et prescrite par le ministre des Finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP5-1954
Supplémentaire

Province de Québec

TP5-1954
Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DU REVENU DE PLACEMENT

Enumérer par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à inscrire. Voir les instructions que contient la formule TP5 Sommaire. Inscrire comptes des paiements effectués pour l'année 1954 seulement.

DEUXIÈME COPIE: est remise avec la première copie au bénéficiaire au plus tard le dernier jour de février 1955.

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF INVESTMENT INCOME

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP5 Summary. Report payments made for the year 1954 only.

SECOND COPY: To be delivered with First Copy to the Recipient not later than the last day of February, 1955.

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Conservez le présent feuillet pour vos registres personnels.—Keep this slip for your personal records.

2

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties | Revenu étranger brut Gross Foreign Income | Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954 Supplémentaire

Province de Québec

TP5-1954 Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

Department of Finance—Revenue Branch

DÉCLARATION DU REVENU DE PLACEMENT

Énumérez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Voir les indications que renferme la formule TP5 Sommaire. Rendez compte des paiements effectués pour l'année 1954 seulement.

TROISIÈME COPIE: Est conservée par le payeur.

RETURN OF INVESTMENT INCOME

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP5 Summary. Report payments made for the year 1954 only.

THIRD COPY: To be retained by Payor.

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

3

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends	Intérêt—Interest	Redevances—Royalties	Revenu étranger brut Gross Foreign Income	Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954 Supplémentaire

Province de Québec

TP5-1954 Supplementary

Ministère des Finances—Bureau du Revenu

DÉCLARATION DU REVENU DE PLACEMENT

Enumérez par ordre alphabétique les noms de toutes les personnes à signaler. Voir les indications que renferme la formule TP5 Sommaire. Rendez compte des paiements effectués pour l'année 1954 seulement.

QUATRIÈME COPIE: est envoyée avec la formule TP5 Sommaire au bureau de l'impôt provincial sur le revenu.

Department of Finance—Revenue Branch

RETURN OF INVESTMENT INCOME

List alphabetically the names of all persons required to be reported. See instructions on form TP5 Summary. Report payments made for the year 1954 only.

FOURTH COPY: To be delivered with form TP5 Summary to the Provincial Income Tax Office.

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP5-1954

NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE (Nom de famille en dernier)
NAME AND ADDRESS OF RECIPIENT (Surname last)

4

NOM ET ADRESSE DU PAYEUR (à inscrire sur chaque feuillet)
NAME AND ADDRESS OF PAYOR (must appear on each slip)

Numéraire si non canadien
Currency if not Canadian

Pour payeurs interposés seulement—For use by Nominees only

Dividendes—Dividends | Intérêt—Interest | Redevances—Royalties

Revenu étranger brut
Gross Foreign Income

Impôt payé à une subdivision politique d'un pays étranger
Tax paid to a political subdivision of a Foreign Country

TP3-1954

PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTÈRE DES FINANCES
BUREAU DU REVENU

Déclaration de renseignements et déclaration d'impôt sur le revenu
D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

pour l'année d'imposition du _____ au _____ 1954

- A remplir par tout exécuteur testamentaire, fiduciaire, administrateur, mandataire, cessionnaire, séquestre ou toute personne qui, à titre fiduciaire, contrôle ou reçoit des revenus, gains ou bénéfices:
  - *a*) si le revenu total de la succession ou fiducie dépasse $300, ou
  - *b*) si le revenu distribuable à un bénéficiaire quelconque dépasse $100, ou
  - *c*) si une partie du revenu est capitalisée ou accumulée entre les mains du fiduciaire, ou
  - *d*) si une partie du revenu est distribuable à un bénéficiaire non résidant.
- UN EXEMPLAIRE SIGNÉ de la présente déclaration accompagné de deux exemplaires de la formule TP3-1954 Supplémentaire doit être transmis par la poste ou remis dans les 90 jours de la fin de l'année d'imposition de la succession ou fiducie, au SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Nom de la succession ou fiducie _____

Nom de la personne, compagnie ou mandataire qui produit la présente déclaration _____

Adresse au complet _____

Agissant en qualité d _____

Succession—date du décès _____ Fiducie—date de création _____

S'il y a eu liquidation de la succession ou fiducie et libération des exécuteurs testamentaires ou fiduciaires, veuillez indiquer la date de la libération _____

Indications et renseignements

Signalez dans la formule TP3-1954 Supplémentaire tous les montants payés ou payables aux bénéficiaires ou aux autres personnes ayant un intérêt bénéficiaire, durant la période visée par la présente déclaration.

Annexez une copie du testament ou de l'acte de fiducie s'il n'en a pas déjà été produit.

La peine imposée pour négligence à produire la présente déclaration dans le délai prescrit est de $10 par jour et, s'il y a lieu, 5 p. 100 de l'impôt impayé sur le revenu à la date prescrite.

Certificat

Je _____
(nom en lettres moulées)

de _____
(adresse)

CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES:

QUE les renseignements donnés dans la présente déclaration et sa supplémentaire ainsi que dans tout document ci-annexé sont vrais, exacts et complets et qu'ils révèlent fidèlement le revenu de toutes provenances pour la période visée,

Date _____ 19__ _____
Signature d'une personne autorisée

N° de téléphone _____ _____
Poste ou titre

Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec.

TP3-1954

PROVINCE OF QUEBEC
DEPARTMENT OF FINANCE
REVENUE BRANCH

ESTATE OR TRUST

Information Return and Income Tax Return

For Taxation Year from _____ to _____ 1954

- To be completed by every Executor, Trustee, Administrator, Agent, Assignee, Receiver, or person having the control of, or receiving, income, gains or profits in a fiduciary capacity if:
  - (a) the "TOTAL INCOME" of the Estate or Trust exceeds $300, or
  - (b) the income distributable to any single beneficiary exceeds $100, or
  - (c) any portion of the income is capitalized or accumulated in the hands of the fiduciary, or
  - (d) any portion of the income is distributable to a non-resident beneficiary.
- ONE SIGNED return together with two copies of form TP3-1954 Supplementary are to be mailed or delivered within 90 days from the end of the taxation year of the Estate or Trust, to the PROVINCIAL INCOME TAX SERVICE, Parliament Buildings, Quebec.

Name of Estate or Trust _____

Name of Person, Company or Agent Filing this Return _____

Address in Full _____

Acting in Capacity of _____

Estate—Date of death _____ Trust—Date originated _____

If the Estate or Trust has been wound up and the Executors or Trustees have been discharged, please give date of discharge _____

Instructions and Information

Report on form TP3-1954 Supplementary all amounts paid or payable during the period covered by this return to beneficiaries or other persons beneficially interested.

Attach a copy of the will or trust instrument if not previously filed.

Late filing penalty for failure to file this return within the prescribed period, is $10 per day and, if applicable, 5% of the tax unpaid at the due date.

Certification

I, _____
(Print Name)

of _____
(Address)

HEREBY CERTIFY:

THAT the information given in this return and supplementary and in any documents attached hereto is true, correct and complete and fully discloses the income from all sources for the period covered;

Date _____ 19__ _____
Signature of authorized person

Telephone No. _____ _____
Position or Office

Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

Revenus et déductions

Si l'espace est insuffisant, annexez des états.

REVENU NET PROVENANT DES AFFAIRES OU DE L'AGRICULTURE AVANT DÉDUCTION DE L'ALLOCATION DU COÛT EN CAPITAL (annexez un état détaillé des revenus et dépenses) - - $.....

LOYERS

Adresse de la propriété — Montant brut

_____ $.....

_____ $_____ $.....

Dépenses contractées pour gagner ce revenu

Taxes foncières - - - - - - - - - - - $.....
Réparations - - - - - - - - - - - - $.....
Intérêts - - - - - - - - - - - - - $.....
Assurance - - - - - - - - - - - - $.....
Autres dépenses à l'exclusion de l'allocation du coût en capital (spécifiez-les) - - - - - - - - - - $.....

_____ $.....
_____ $.....
_____ $.....
_____ $_____ $_____ $.....

DIVIDENDES: Y compris les montants crédités par l'intermédiaire de banques, compagnies de fiducie et courtiers

De corporations canadiennes imposables	Montant brut	Moins l'épuisement s'il y a lieu	Dividende net	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$_____	$.....

D'autres corporations canadiennes et étrangères

	Montant net reçu	Ajoutez impôt déduit à la source	Montant brut	Moins l'épuisement s'il y a lieu	
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$_____	$_____	$_____	$_____	$.....

INTÉRÊTS SUR OBLIGATIONS

Obligations canadiennes

_____ $.....
_____ $.....
_____ $.....

Obligations étrangères	Montant net reçu	Ajoutez impôt déduit à la source	
_____	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....
_____	$_____	$_____	$.....

AUTRES INTÉRÊTS

Sur dépôts en banque - $.....
Sur hypothèques, billets et autres titres r

_____ $.....
_____ $.....

AUTRES SUCCESSIONS ET FIDUCIES

Succession ou fiducie _____ $.....
Exécuteur testamentaire ou fiduciaire _____
Adresse _____

TOUS AUTRES REVENUS (spécifiez-le

_____ $.....
_____ $.....
_____ $_____

DÉDUCTIONS — REVENU TOTAL $.....

Total des honoraires payés aux exécuteurs testamentaires ou aux fiduciaires (si une ordonnance judiciaire a été rendue, annexez-en une copie) - - - $_____

Nom _____
Adresse _____

Portion des honoraires susmentionnés applicable au revenu - - - - - $.....
Frais incidents sur actions ou obligations - - - - - - - - - - $.....
Autres déductions applicables au revenu (spécifiez-les) _____ $.....
_____ $.....
_____ $_____ $_____

REVENU AVANT L'ALLOCATION DU COÛT EN CAPITAL $_____

REMARQUE: A-t-on déduit du revenu ci-dessus établi un montant quelconque pour impense, entretien et taxes à l'égard d'une propriété utilisée ou occupée par quelque bénéficiaire? (Oui ou non)

Si "oui" donnez les noms et les montants _____

Income and Deductions

If space is insufficient attach statements

NET INCOME FROM BUSINESS OR FARMING BEFORE DEDUCTION OF CAPITAL COST ALLOWANCE— Attach a detailed statement of income and expenses - - - - $.....

RENTS

Address of Property | Gross

_____ $.....

_____ $..... $.....

Expenses Incurred in Earning this Income

Taxes (Property) - - - - - - - - - - $.....

Repairs - - - - - - - - - - - - $.....

Interest - - - - - - - - - - - - $.....

Insurance - - - - - - - - - - - - $.....

Other Expenses excluding Capital Cost Allowance (Specify) $.....

_____ $.....

_____ $.....

_____ $.....

_____ $..... $..... $.....

DIVIDENDS—Include amounts credited through banks, trust companies and brokers

From taxable Canadian corporations	Gross	Less Depletion if Applicable	Net Dividend	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	
_____	$.....	$.....	$.....	$.....

From other Canadian and Foreign corporations

	Net Received	Add Tax Deducted at Source	Gross	Less Depletion if Applicable	
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....

BOND INTEREST

Canadian Bonds

_____ $.....

_____ $.....

_____ $.....

Foreign Bonds	Net Received	Add Tax Deducted at Source	
_____	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....
_____	$.....	$.....	$.....

OTHER INTEREST

Bank Deposits - $.....

Mortgages, Notes and Other Securities, received from:

_____ $.....

_____ $.....

OTHER ESTATES AND TRUSTS

Estate or Trust _____ $.....

Executor or Trustee _____

Address _____

ALL OTHER INCOME (Specify)

_____ $.....

_____ $.....

_____ $.....

TOTAL INCOME $.....

DEDUCTIONS

Total fees paid to Executors or Trustees (If Court Order was issued, attach copy) - - $_____

Name _____

Address _____

Portion of above fees applicable to income - - - - - - - - - $.....

Carrying charges on stocks or bonds - - - - - - - - - - - $.....

Other deductions applicable to income (Specify) _____ $.....

_____ $.....

_____ $..... $_____

INCOME BEFORE CAPITAL COST ALLOWANCE $_____

NOTE: Has any amount been deducted from income as determined above for upkeep, maintenance and taxes of any property used or occupied by any beneficiary? (Yes or No).....

If "yes" give names and amounts _____

Revenu étranger reçu

Revenu net de sources étrangères (reporté de la page 2) - - - - - - - - - - - $.....

Déduisez: Frais incidents applicables à ce revenu - - - - - - - - - $.....

Portion applicable à ce revenu des honoraires et autres déductions sur le revenu (Annexez un état faisant voir le mode d'attribution) - - - - - - $_____ $_____

Revenu net étranger à attribuer sous la rubrique Sommaire des répartitions dans la même proportion que le revenu payé ou payable - - - - - - - - - - - - - - - - - - - $_____

Allocation du coût en capital sur les biens susceptibles de dépréciation

Le mode de réclamer l'allocation du coût en capital, selon les dispositions de la Partie XI des Règlements de l'impôt fédéral sur le revenu, doit être suivi, à moins que la réclamation ne concerne des éléments d'actif servant à l'agriculture ou à la pêche; dans ce cas, le mode prescrit par les dispositions de la Partie XVII des règlements fédéraux peut être suivi pourvu qu'aucune réclamation n'ait été faite auparavant aux termes de la Partie XI des dits règlements fédéraux.

- Lorsque vous réclamez l'allocation du coût en capital selon les dispositions de la Partie XI des règlements fédéraux, remplissez le tableau ci-après et annexez un état comportant le détail des montants inscrits dans les colonnes 3 et 4, y compris la nature de l'élément d'actif, le coût et la date de chaque addition, et le produit de chaque disposition.
- Le montant à inscrire dans la colonne 4 à l'égard de tout élément d'actif aliéné ne doit pas dépasser le coût en capital de cet élément d'actif.
- Si le montant de la colonne 4 dépasse la somme des montants dans les colonnes 2 et 3 pour cette catégorie, l'excédent en doit être ajouté au revenu.
- Le coût en capital des biens acquis par legs ou héritage est la juste valeur marchande à la date d'acquisition des biens.

(1) Numéro de catégorie	(2) A Coût en capital non déprécié au début de 1954	(3) A Coût des additions pendant 1954	(4) Produit des dispositions pendant 1954	(5) A Coût en capital non déprécié avant allocation pour 1954 (Col. 2 plus 3, moins 4)	(6) Taux %	(7) Allocation du A coût en capital pour 1954	(8) A Coût en capital non déprécié après allocation pour 1954 (Col. 5 moins col. 7)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
			TOTAL À ATTRIBUER AU SOMMAIRE DES RÉPARTITIONS				

Sommaire des répartitions

Les répartitions totales aux bénéficiaires doivent s'accorder avec les totaux des articles correspondants des formules TP3-1954 Supplémentaire.

	Revenu avant allocation du coût en capital	Déduisez l'allocation du coût en capital	Revenu payé ou payable	Revenu étranger reçu	Impôt étranger payé (1)
Bénéficiaires non résidants - - - -	$.....	NÉANT	$.....	$.....	$.....
Bénéficiaires résidants: Participant au capital - - - -	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
Ne participant pas au capital - -	$_____	$ NÉANT	$_____	$_____	$_____
Total à signaler dans la TP3 Supplémentaire	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
† Répartition au fiduciaire ou exécuteur testamentaire - - - - - -	$_____	$_____	$_____	$_____	$_____
TOTAL	$_____	$_____	$_____	$_____	$_____

† Le montant déclaré sur cette ligne sous "Revenu payé ou payable" constitue le revenu imposable entre les mains de l'exécuteur testamentaire ou du fiduciaire. Calculez à la page 4 l'impôt à payer sur ce revenu.

(1) Vous ne pouvez réclamer que les impôts sur le revenu payés à des subdivisions politiques de pays étrangers c'est-à-dire assimilables à des impôts provinciaux.

Foreign income received

Net income from foreign sources (from page 2) . . . . . $.....

Deduct: Carrying charges applicable to this income . . . . . $.....

Portion of fees and other deductions from income applicable to this income $_____ $_____
(Attach a statement showing the method of apportionment).

Net foreign income received to be apportioned under Summary of Allocations in the same proportion as income paid or payable . . . . . $_____

Capital Cost Allowance on Depreciable Property

The method of claiming Capital Cost Allowance as prescribed under Part XI of the Federal Income Tax Regulations must be followed, unless the claim is in respect of assets used in farming or fishing, in which case the method prescribed under Part XVII of the Federal Regulations may be followed, provided no claim was made previously under Part XI of the said regulations.

- When claiming Capital Cost Allowance under Part XI of the Federal Regulations, complete the Schedule below, and attach a statement showing details of the amounts entered in Columns 3 and 4, including the kind of asset, the cost and date of each addition and the proceeds of each disposal.
- The amount to be included in Column 4 in respect of any asset disposed of should not exceed the capital cost of that asset.
- If the amount in Column 4 is greater than the sum of the amounts in Columns 2 and 3, for that class, the excess must be added to income.
- The capital cost of property acquired by bequest or inheritance is the fair market value at the date the property was acquired.

(1) Class Number	(2) Undepreciated Capital Cost at Beginning of 1954	(3) Cost of Additions During 1954	(4) Proceeds from Disposals During 1954	(5) Undepreciated Capital Cost Before 1954 Allowance (Col. 2 plus 3, less 4)	(6) Rate %	(7) Capital Cost Allowance for 1954	(8) Undepreciated Capital Cost after 1954 Allowance (Col. 5 less Col. 7)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
			TOTAL TO BE APPORTIONED UNDER SUMMARY OF ALLOCATIONS				

Summary of Allocations

The total allocations to beneficiaries must agree with the totals for corresponding items on forms TP3-1954 Supplementary.

	Income before Capital Cost Allowance	Deduct Capital Cost Allowance	Income Paid or Payable	Foreign Income Received	Foreign Tax Paid (1)
Non-Resident Beneficiaries	$.....	NIL	$.....	$.....	$.....
Resident Beneficiaries:					
With an interest in the capital	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
With no interest in the capital	$_____	NIL	$_____	$_____	$_____
Total to be reported on TP3 Supplementary	$.....	$.....	$.....	$.....	$.....
† Allocations to Executor or Trustee	$_____	$_____	$_____	$_____	$_____
TOTAL	$_____	$_____	$_____	$_____	$_____

† The amount reported under "Income Paid or Payable" on this line constitutes the income taxable in the hands of the Executor or Trustee. Calculate on page 4 the tax payable on this income.

(1) Only income taxes paid to political subdivisions of foreign countries and comparable to provincial income taxes may be claimed.

Impôt sur le revenu imposable entre les mains de l'exécuteur testamentaire ou fiduciaire

- Si la totalité du revenu de la succession ou de la fiducie est distribuable aux bénéficiaires, il n' est pas nécessaire de calculer l'impôt ci-après.
- Lorsque le revenu est imposable entre les mains de l'exécuteur testamentaire ou du fiduciaire, l'impôt est calculé sans déduction des exemptions personnelles.

IMPÔT SUR

LE REVENU—Revenu imposable entre les mains du fiduciaire ou de l'exécuteur testamentaire d'après Sommaire des répartitions, page 3 $.....

Sur les premiers $..... l'impôt est (voir taux d'impôt ci-après) $.....

Sur les autres . $..... l'impôt à .....% est $_____ $.....

DÉGRÈVEMENT POUR IMPÔTS ÉTRANGERS SUR LE REVENU

Vous ne pouvez réclamer que les impôts sur le revenu payés à des subdivisions politiques de pays étrangers c'est-à-dire assimilables à des impôts provinciaux.

A. Portion afférente au fiduciaire de l'impôt payé à un pays étranger sur un revenu imposable dans Québec . . . . . $_____

B. Portion afférente au fiduciaire du revenu étranger $ _____ × Impôt total comme ci-dessus $ _____ = $_____

Revenu imposable entre les mains du fiduciaire $

Déduisez le moindre de A ou B ci-dessus ▶ $_____

IMPÔT À PAYER $.....

MOINS: Paiements à compte . . . . . $_____

SOLDE D'IMPÔT À PAYER $.....

PEINE POUR RETARD À PRODUIRE LA PRÉSENTE DÉCLARATION . . . . . $_____

SOLDE D'IMPÔT ET PEINE À PAYER . . . . . $_____

PAIEMENT CI-JOINT $_____

PAIEMENT DE L'IMPÔT

L'impôt est exigible dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition. Faites le chèque à l'ordre du Ministre des Finances de Québec. Les impôts impayés à l'échéance portent intérêt à 6 p. 100 l'an.

Taux d'impôt

Revenu imposable	Impôt	Revenu imposable	Impôt	Revenu imposable	Impôt
$1,000 ou moins	2.3%	$10,000	$ 341+5.3% sur les $2,000 suivants	$ 90,000	$ 6,792+ 9.8% sur les $35,000 suivants
1,000	$ 23+2.6% sur les $1,000 suivants	12,000	447+6.0% sur les 3,000 suivants	125,000	10,222+10.5% sur les 100,000 suivants
2,000	49+2.9% sur les 2,000 suivants	15,000	627+6.8% sur les 10,000 suivants	225,000	20,722+11.3% sur les 175,000 suivants
4,000	107+3.3% sur les 2,000 suivants	25,000	1,307+7.5% sur les 15,000 suivants	400,000	40,497+12.0% sur le reste
6,000	173+3.9% sur les 2,000 suivants	40,000	2,432+8.3% sur les 20,000 suivants		
8,000	251+4.5% sur les 2,000 suivants	60,000	4,092+9.0% sur les 30,000 suivants		

Tax on Income Taxable in Hands of Executor or Trustee

- If the total income of the Estate or Trust is distributable to the beneficiaries, no calculation of tax is required below.
- Where income is taxable in the hands of the Executor or Trustee, the tax is to be calculated without allowance for personal exemptions.

INCOME TAX—Income taxable in the hands of Executor or Trustee per "Summary of Allocations" on page 3 $.....

On the first - - $_____ tax is (See "Rates of Tax" below) $.....

On the remaining - $..... tax at .....% is ..... $_____ $.....

CREDIT FOR FOREIGN INCOME TAXES

Only income taxes paid to political subdivisions of foreign countries and comparable to provincial income taxes may be claimed.

A. Trustee's portion of income tax paid to a foreign country on income taxable in Quebec - - - - - - - - - - $_____

B. Trustee's portion of Foreign Income $ _____ / Income taxable in hands of Trustee $ _____ × Total Tax as above $ _____ = $_____

Deduct the lesser of "A" or "B" above ▶$_____

TAX PAYABLE $.....

LESS: Payments on account - - - - - - - - - - - - - - - - - - $_____

BALANCE OF TAX PAYABLE $.....

PENALTY FOR LATE FILING - - - - - - - - - - - - - - - - - - $_____

BALANCE OF TAX AND PENALTY PAYABLE - - - - - - - - - - - - - $_____

PAYMENT HEREWITH $_____

PAYMENT OF TAX

Tax is payable within 90 days from the end of the taxation year. Make cheque payable to the Minister of Finance of Quebec. Taxes unpaid at due date bear interest at 6% per annum.

Rates of Tax

Taxable Income	Tax	Taxable Income	Tax	Taxable Income	Tax
$1,000 or less	2.3%	$10,000	$ 341+5.3% on next $2,000	$90,000	$ 6,792+ 9.8% on next $35,000
1,000	$ 23+2.6% on next $1,000	12,000	447+6 % on next 3,000	125,000	10,222+10.5% on next 100,000
2,000	49+2.9% on next 2,000	15,000	627+6.8% on next 10,000	225,000	20,722+11.3% on next 175,000
4,000	107+3.3% on next 2,000	25,000	1,307+7.5% on next 15,000	400,000	40,497+12.% on remainder.
6,000	173+3.9% on next 2,000	40,000	2,432+8.3% on next 20,000		
8,000	251+4.5% on next 2,000	60,000	4,092+9.0% on next 30,000		

TP3-1954 Supplémentaire

PROVINCE de QUEBEC
Ministère des Finances—Bureau du Revenu
DÉCLARATION DE DISTRIBUTION D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

Remplissez un feuillet TP3 Supplémentaire pour chaque bénéficiaire résidant et non résidant. Les totaux des montants signalés dans les feuillets supplémentaires doivent correspondre aux mêmes totaux figurant sous le " Sommaire des répartitions" dans la déclaration TP3 pour 1954.

PREMIÈRE COPIE : est remise avec la deuxième copie au bénéficiaire.

PROVINCE of QUEBEC
Department of Finance—Revenue Branch
RETURN OF ESTATE OR TRUST DISTRIBUTION

Complete a TP3 Supplementary slip for each resident and non-resident beneficiary. The totals of amounts reported on the Supplementary slips must agree with the corresponding totals under "Summary of Allocations" on the TP3 Return for 1954.

FIRST COPY : To be delivered with Second Copy to the Beneficiary.

TP3-1954 Supplementary

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

1

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	A annexer à votre déclaration d'impôt de 1954. Attach to your 1954 Income Tax Return

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

1

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	A annexer à votre déclaration d'impôt de 1954. Attach to your 1954 Income Tax Return

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

1

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	A annexer à votre déclaration d'impôt de 1954. Attach to your 1954 Income Tax Return

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

1

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	A annexer à votre déclaration d'impôt de 1954. Attach to your 1954 Income Tax Return

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'Impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.
Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.
Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP3-1954 Supplémentaire

PROVINCE de QUEBEC
Ministère des Finances—Bureau du Revenu
DÉCLARATION DE DISTRIBUTION D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

Remplissez un feuillet TP3 Supplémentaire pour chaque bénéficiaire résidant et non résidant. Les totaux des montants signalés dans les feuillets supplémentaires doivent correspondre aux mêmes totaux figurant sous le " Sommaire des répartitions" dans la déclaration TP3 pour 1954.

DEUXIÈME COPIE : est remise avec la première copie au bénéficiaire.

PROVINCE of QUEBEC
Department of Finance—Revenue Branch
RETURN OF ESTATE OR TRUST DISTRIBUTION

Complete a TP3 Supplementary slip for each resident and non-resident beneficiary. The totals of amounts reported on the Supplementary slips must agree with the corresponding totals under "Summary of Allocations" on the TP3 Return for 1954.

SECOND COPY : To be delivered with First Copy to the Beneficiary.

TP3-1954 Supplementary

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

2

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	Conservez ce présent feuillet pour vos registres personnels. Keep this slip for your personal records.

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

2

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	Conservez ce présent feuillet pour vos registres personnels. Keep this slip for your personal records.

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

2

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	Conservez ce présent feuillet pour vos registres personnels. Keep this slip for your personal records.

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier, adresse y compris province)
BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province)

2

NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE
NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	Conservez ce présent feuillet pour vos registres personnels. Keep this slip for your personal records.

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'Impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.
Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.
Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP3-1954 Supplémentaire

PROVINCE de QUEBEC
Ministère des Finances—Bureau du Revenu
DÉCLARATION DE DISTRIBUTION D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

Remplissez un feuillet TP3 Supplémentaire pour chaque bénéficiaire résidant et non résidant. Les totaux des montants signalés dans les feuillets supplémentaires doivent correspondre aux mêmes totaux figurant sous le " Sommaire des répartitions" dans la déclaration TP3 pour 1954.

TROISIÈME COPIE : est conservée par l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire.

PROVINCE of QUEBEC
Department of Finance—Revenue Branch
RETURN OF ESTATE OR TRUST DISTRIBUTION

TP3-1954 Supplementary

Complete a TP3 Supplementary slip for each resident and non-resident beneficiary. The totals of amounts reported on the Supplementary slips must agree with the corresponding totals under "Summary of Allocations" on the TP3 Return for 1954.

THIRD COPY : To be retained by Executor or Trustee.

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 3		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 3		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 3		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 3		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'Impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.
Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.
Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP3-1954 Supplémentaire

PROVINCE de QUEBEC
Ministère des Finances—Bureau du Revenu
DÉCLARATION DE DISTRIBUTION D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

Remplissez un feuillet TP3 Supplémentaire pour chaque bénéficiaire résidant et non résidant. Les totaux des montants signalés dans les feuillets supplémentaires doivent correspondre aux mêmes totaux figurant sous le " Sommaire des répartitions" dans la déclaration TP3 pour 1954.

QUATRIÈME COPIE : est envoyée avec la déclaration TP3 pour 1954 au Service de l'impôt provincial sur le Revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.

PROVINCE of QUEBEC
Department of Finance—Revenue Branch
RETURN OF ESTATE OR TRUST DISTRIBUTION

TP3-1954 Supplementary

Complete a TP3 Supplementary slip for each resident and non-resident beneficiary. The totals of amounts reported on the Supplementary slips must agree with the corresponding totals under "Summary of Allocations" on the TP3 Return for 1954.

FOURTH COPY : To be delivered with the TP3 Return for 1954 to the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 4		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 4		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 4		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 4		NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST	
Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'Impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.
Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.
Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

TP3-1954 Supplémentaire

PROVINCE de QUEBEC
Ministère des Finances—Bureau du Revenu
DÉCLARATION DE DISTRIBUTION D'UNE SUCCESSION OU FIDUCIE

Remplissez un feuillet TP3 Supplémentaire pour chaque bénéficiaire résidant et non résidant.
Les totaux des montants signalés dans les feuillets supplémentaires doivent correspondre aux mêmes totaux figurant sous le " Sommaire des répartitions" dans la déclaration TP3 pour 1954.

CINQUIÈME COPIE : est envoyée avec la déclaration TP3 pour 1954 au Service de l'impôt provincial sur le Revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.

PROVINCE of QUEBEC
Department of Finance—Revenue Branch
RETURN OF ESTATE OR TRUST DISTRIBUTION

Complete a TP3 Supplementary slip for each resident and non resident beneficiary.
The totals of amounts reported on the Supplementary slips must agree with the corresponding totals under "Summary of Allocations" on the TP3 Return for 1954.

FIFTH COPY : To be delivered with the TP3 Return for 1954 to the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.

TP3-1954 Supplementary

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 5	NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 5	NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 5	NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

TP3-1954

BÉNÉFICIAIRE (Monsieur, Mme, Mlle; nom de famille en dernier; adresse y compris province) BENEFICIARY (Mr., Mrs., Miss, Surname last; Address with Province) 5	NOM ET ADRESSE DE LA SUCCESSION OU FIDUCIE NAME AND ADDRESS OF ESTATE OR TRUST

Revenu payé ou payable Income Paid or Payable	Revenu étranger reçu Foreign Income Received	Impôt étranger payé Foreign Tax Paid	

On obtient d'autres exemplaires de la présente formule en s'adressant au Service de l'Impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec.
Additional copies of this form may be obtained from the Provincial Income Tax Service, Parliament Buildings, Quebec.
Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec. — Form authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

Province de Québec

SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU
Hôtel du Gouvernement, Québec.
(Formule prescrite et autorisée par le ministre des finances de Québec)

Date reçu par le dir.

TP 5 Annuités
SOMMAIRE
1954

DÉCLARATION DES ANNUITÉS VERSÉES EN VERTU D'UN CONTRAT

INDICATIONS: Une copie de cette formule, dûment complétée et annexée à la formule TP5 Supplémentaire, doit être produite au Directeur de l'impôt provincial sur le revenu, Hôtel du Gouvernement, Québec, au plus tard le 28 février 1955, visant les annuités versées durant l'année civile 1954. Deux copies de la formule supplémentaire doivent être fournies au bénéficiaire.

Nom de la compagnie.....

Adresse..... Signature.....

.....

Date.....195... Titre du signataire.....

Province of Québec

PROVINCIAL INCOME TAX SERVICE
Parliament Buildings, Quebec
(Form prescribed and authorised by the Minister of Finance of Quebec

Date rec'd by Dir.

TP 5 Annuities
SUMMARY
1954

RETURN OF CONTRACTUAL ANNUITIES

INSTRUCTIONS: One copy of this form, completed and attached to Form TP5 Annuities Supplementary, must be filed with the Director of Provincial Income Tax, Parliament Buildings, Quebec, on or before the 28th of February 1955, covering annuities paid during the calendar year 1954. Two copies of the supplementary form must be furnished to the Annuitant.

Name of Issuer.....

Address..... Signature of Official.....

.....

Date.....195... Rank of Official.....

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

RENTES VIAGÈRES, EXEMPTES OU NON, REÇUES EN VERTU D'UN CONTRAT.

FORMULE PRESCRITE ET AUTORISÉE PAR LE MINISTRE DES FINANCES DE QUÉBEC

TP5 Rentes viagères. Supplémentaire

BÉNÉFICIAIRE { M. / Mme / Mlle

ADRESSE

Numéro du contrat	Date de l'émission	Année où la rente a commencé d'être servie	Description du contrat

Année de naissance	Sexe	Montants annuels des versements	(a) Valeur capitalisée	(b) Nombre de versements annuels prévus	*Portion exempte des versements annuels

REMARQUES

NOM DE LA COMPAGNIE	Date d'entrée	* Formule pour la portion exempte des versements annuels =	Item (a) / Divisé par l'Item (b)

PROVINCE DE QUEBEC

SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, QUÉBEC.

Déclaration de renseignements sur la retenue d'impôt provincial

- A l'usage de tout employeur qui a cessé ou omis de faire remise des retenues d'impôt provincial opérées à la source sur les traitements ou salaires.
- La déclaration, une fois remplie, doit être remise ou expédiée à notre bureau, au plus tard le 20e jour du mois qui suit le mois au cours duquel la dernière remise a été effectuée.

NOM DE L'EMPLOYEUR .....
(Nom de l'entreprise en lettres moulées)

ADRESSE .....
(Numéro, rue, C.P. No ou R.R. No, ville ou village, comté ou municipalité rurale, province)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE OU DES ASSOCIÉS .....

.....

.....

- L'IMPÔT DÉDUIT AU COURS D'UN MOIS DOIT ÊTRE REMIS AU PLUS TARD LE 15 DU MOIS SUIVANT.

1. Si, depuis la période visée par votre dernière remise de retenues d'impôt, vous avez opéré les déductions requises, indiquez ci-après le montant déduit en regard de chaque mois.

MOIS	MONTANT DÉDUIT
.....	$.....
.....	.....
.....	.....

VOUS ÊTES MIS EN DEMEURE DE TRANSMETTRE AVEC LA PRÉSENTE DÉCLARATION LES MONTANTS DUS ET IMPAYÉS AU TITRE DE L'IMPÔT RETENU A LA SOURCE.

2. Si, depuis la période visée par votre dernière remise de retenue d'impôt, vous n'avez PAS déduit l'impôt provincial à la source, pointez (√) ci-dessous la raison pour laquelle vous ne l'avez pas fait.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ont quitté leur emploi.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ne touchent plus un taux de rémunération imposable.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ont réclamé de plus fortes exemptions personnelles dans la formule TPD1.
   - ☐ L'entreprise a été discontinuée le .....
     Date
   - ☐ Autre raison (Précisez) .....

.....

3. Si, depuis la période visée par votre dernière remise, vous avez eu des employés imposables mais n'avez pas retenu l'impôt provincial à la source, comme vous y étiez tenu, remplissez le relevé ci-après pour la période durant laquelle l'impôt n'a pas été retenu à l'égard de ces employés.

Relevé

Période durant laquelle l'impôt n'a pas été déduit

> Du .....195— Au .....195—<

Nom de l'employé	Exemptions personnelles annuelles d'après la TPD1	Nombre de semaines d'emploi	Rémunération globale	Impôt provincial effectivement déduit s'il en est	Impôt provincial total qu'il aurait fallu déduire
	$		$	$	$

Si l'espace est insuffisant annexez un état

Certificat

Je, ...
(Nom en lettres moulées)

de .....
(Adresse)

CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION ET DANS TOUT ÉTAT CI-ANNEXÉ, SONT VRAIS, EXACTS ET COMPLETS SOUS TOUS RAPPORTS.

Date ....
Signature de l'employeur ou d'un fonctionnaire autorisé

Numéro de téléphone ....
Poste ou titre

Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec.

39205-o

TPD

PROVINCE OF QUEBEC
PROVINCIAL INCOME TAX SERVICE
PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC

Information Return concerning the Provincial Tax Deduction

- To be completed by an employer who has ceased or failed to remit provincial tax deductions at the source from salaries or wages.
- One completed Return is to be delivered or mailed to this Office not later than the 20th day of the month following the month in which the last remittance was made.

NAME OF EMPLOYER .....
(Print Name of Business)

ADDRESS .....
(Number, Street, P.O. Box No. or R.R. No., City or Town, County or Rural Municipality, Province)

NAME AND ADDRESS OF OWNER OR PARTNERS .....

.....

.....

- TAX DEDUCTED IN A MONTH IS REQUIRED TO BE REMITTED ON OR BEFORE THE 15TH DAY OF THE FOLLOWING MONTH.

1. If, since the period covered by your last tax deduction remittance, you have deducted tax at source as required, list below by months the amounts that were deducted.

MONTH	AMOUNT DEDUCTED
.....	$ .....
.....	.....
.....	.....

AMOUNTS OF TAX DEDUCTED AT SOURCE WHICH ARE DUE AND UNPAID ARE HEREBY DEMANDED WITH THIS RETURN.

2. If, since the period covered by your last tax deduction remittance, you have NOT deducted the provincial tax at the source, check (√) below the reason for not doing so.
   - ☐ Employees formerly taxable have left.
   - ☐ Employees formerly taxable no longer receive taxable rate of pay.
   - ☐ Employees formerly taxable have claimed increased personal exemptions on Form TPD1.
   - ☐ Business was discontinued as of .....
     Date
   - ☐ Other (Specify) .....

.....

3. If, since the period covered by your last remittance, you had taxable employees but did not deduct the provincial tax at the source as required, complete the Schedule of Information below with respect to these employees for the period during which the tax was not deducted.

Schedule of Information

Period During Which Tax Was Not Deducted
From ..... 195— To ..... 195—

Name of Employee	Annual Personal Exemptions as per TPD1	Number of Weeks Employed	Total Remuneration	Provincial Tax Actually Deducted if any	Total Provincial Tax Required to be Deducted
	$		$	$	$

Attach Statement if Space is Insufficient

Certification

I, ...
(Print Name)

of .....
(Address)

HEREBY CERTIFY THAT THE INFORMATION GIVEN IN THIS RETURN AND IN ANY ATTACHED STATEMENTS IS TRUE, CORRECT AND COMPLETE IN EVERY RESPECT.

Date ....
Signature of Employer or Authorized Officer

Telephone No. ....
Position or Office

From authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

39205-o

Demandes à la Législature

Canada — Province de Québec
District de Montréal

AVIS

Avis est par les présentes donné que Joseph Duhamel et René Duhamel, tous deux contracteurs de la cité de Montréal et y faisant affaires sous les nom et raisons sociale de "Duhamel & Fils Enrg.", feront une demande à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins de faire adopter une loi pour déclarer les propriétés suivantes:

1° Certains lots vacants ayant front sur la rue St-Zotique, à Montréal, et connus et désignés sous les numéros sept cent dix-neuf, huit cent, huit cent six, huit cent quatre-vingt-six, neuf cent soixante et neuf cent soixante-six de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189- 719, 800, 806, 886, 960, 966) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

2° Certains lots vacants ayant front sur la rue St-Zotique, à Montréal, et connus et désignés sous les numéros mille soixante-neuf et mille soixante-treize de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-huit (188, 1069, 1073), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

3° Un lot de terre sis à l'angle sud-ouest de la rue St-Zotique et de la 36e avenue, dans le quartier Rosemont, dans la cité de Montréal, et connu et désigné sous le numéro six cent quarante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-neuf (189, 644) aux plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

non affectées d'une servitude, par suite de la clause ci-après qui apparaît dans les titres auxdites propriétés mentionnées ci-haut:

All buildings erected on said lots shall be built at least ten feet back from the line of the streets and any stable or outhouses at least 60 feet from street line. A servitude is hereby expressly stipulated forever on said lots hereby sold for each of the conditions in above clauses 2, 3 and 4 in favor of Vendor and assigns as owners of the adjoining properties or of properties in the Neighbourhood.

Montréal, ce dix-sept janvier mil neuf cent cinquante-cinq (1955).

Le Procureur des requérants,
39104-3-4-o PHILIPPE FERLAND.

Canada, Province de Québec, district de Québec

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander la ratification du contrat à intervenir entre la cité et Quebec Railway Light and Power Company concernant le service du transport en commun dans la cité de Québec.

Québec, le 25 janvier 1955.

La cité de Québec
Par l'Avocat en chef,
39150-4-2-o BENOIT PELLETIER, C.R.

Applications to Legislature

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

NOTICE

Notice is hereby given that Joseph Duhamel and René Duhamel, both contractors of the city of Montreal, carrying on business threin under the name and style of "Duhamel & Fils Enrg.", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act, in order that the following properties:

1. Certain vacant lots fronting on St. Zotique Street, at Montreal, and known and designated under numbers seven hundred and nineteen, eight hundred, eight hundred and six, eight hundred and eighty-six, nine hundred and sixty-nine and nine hundred and sixty-six of the subdivision of original lot number one hundred and eighty-nine (189, 719, 800, 806, 886, 960, 966) on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte de la Visitation;

2. Certain vacant lot fronting on St. Zotique Street, at Montreal, and known and designated under numbers one thousand and sixty-nine, one thousand and seventy-three of the subdivision of original lot number one hundred and eighty-eight (188, 1069, 1073), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation;

3. A lot of land situated at the southwesterly angle of St. Zotique Street, and 36th. Avenue, in Rosemount, Ward in the city of Montreal, and known and designated under number six hundred and forty-four of the subdivision of original lot number one hundred and eighty-nine (189, 644) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation;

shall be declared unaffected by servitude, in accordance with the clause hereinunder, which clause appears in the titles of the said properties mentioned hereinabove:

All buildings erected on said lots shall be built at least ten feet back from the line of the streets and any stable or outhouses at least 60 feet from street line. A servitude is hereby expressly stipulated forever on said lots hereby sold for each of the conditions in above clauses 2, 3 and 4 in favor of Vendor and assigns as owners of the adjoining properties or of properties in the Neighbourhood.

Montreal, this seventeenth day of January, one thousand nine hundred and fifty-five (1955).

PHILIPPE FERLAND,
39104-3-4 Attorney for the petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature, at its present session, requesting the approval of a contract to be concluded between the city and the Quebec Railway Light and Power Company concerning public means of transportation in the City of Quebec.

Quebec, January 25th, 1955.

The city of Quebec
per: BENOIT PELLETIER, Q.C.,
39150-4-2 Chief Attorney.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Avis est par les présentes donné que la ville de Québec-Ouest, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Ratifier la vente consentie par le Gouvernement du Canada à la ville de Québec-Ouest d'une certaine étendue de terrain;

2° Permettre à la Ville de disposer par simple résolution de son conseil, avec l'approbation de la Commission municipale, des lots vacants qu'elle possède;

3° Le droit d'emprunter annuellement durant les trois prochaines années un montant de $100,000.00 pour travaux permanents et urgents et dépenses urgentes sans autre approbation que celle de la Commission municipale et du ministre des Affaires municipales;

4° Le droit pour la Ville d'accorder une indemnité au maire de $1,200.00 par année et aux échevins de $600.00 par année, pour frais de représentation;

5° Le droit pour la Ville d'adopter un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant le règlement de construction et de zonage actuellement en vigueur.

Le Procureur de la ville de Québec-Ouest,
39128-4-4-o ROBERT PERRON.

NOTICE OF PRESENTATION OF A DRAFT BILL

Notice is hereby given that the town of Québec-Ouest will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of a bill for the following purposes:

1. To ratify the sale agreed upon by the Government of Canada to the town of Québec-Ouest of a certain portion of land;

2. To allow the Town to dispose, by a resolution of its council, with the approval of the Municipal Commission, of the vacant lots of which the Town is the owner;

3. The power to borrow $100,000.00 annually for the three next years for permanent and urgent works and urgent expenses, with the sole approval of the Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs;

4. The power for the Town to grant an indemnity of $1,200.00 a year to the mayor and $600.00 a year to the aldermen for entertainment expenses.

5. The power for the Town to pass a building and zoning by-law to modify or replace the existing building and zoning by-law.

ROBERT PERRON,
39128-4-4-o Attorney for the town of Québec-Ouest.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1134

Québec, le 18 novembre 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'arrêté ministériel N° 1063, du 3 novembre, 1954.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE le règlement concernant les renseignements qui doivent être fournis au ministre des Finances sous la Loi de l'impôt sur le revenu, approuvé par l'arrêté en conseil N° 1063, du 3 novembre 1954, soit modifié en remplaçant l'article VIII par le suivant:

"*Article VIII: Cessation ou omission de faire remise des retenues d'impôt.* Lorsqu'une personne, société ou corporation qui faisait remise de montants déduits ou retenus suivant les dispositions ou suivant son interprétation des dispositions de l'article 58 de la loi cesse ou omet de faire une remise à l'époque prescrite, elle doit produire une déclaration sur la formule TP-4-D au plus tard le vingtième jour du mois qui suit le mois durant lequel la dernière remise a été faite; un exemplaire de la formule TP-4-D est annexé aux présentes pour en faire partie."

ET que ledit ordre en conseil N° 1063 soit amendé en conséquence.

(Signé) L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1134

Quebec, November 18th, 1954.

Present: The Licutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order in Council No. 1063, of November 3rd, 1954.

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Honourable Prime Minister:

THAT the regulation concerning the information to be furnished to the Minister of Finance under the Income Tax Act, approved by Order in Council No. 1063, of November 3rd, 1954, be amended by replacing section 8 by the following:

"*Section VIII: Ceasing or failing to remit tax deductions.* Where a person, partnership or corporation, which has been remitting amounts deducted or withheld in compliance or purported compliance with section 58 of the act, ceases or fails to remit at the time prescribed, such person, partnership or corporation shall file a return on form TP-4-D, on or before the twentieth day of the month following the month in which the last remittance was made: a copy of form TP-4-D being annexed to these presents to form part thereof."

AND that the said Order in Council No. 1063 be amended accordingly.

(Signed) L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

PROVINCE DE QUEBEC

SERVICE DE L'IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, QUÉBEC.

Déclaration de renseignements sur la retenue d'impôt provincial

- A l'usage de tout employeur qui a cessé ou omis de faire remise des retenues d'impôt provincial opérées à la source sur les traitements ou salaires.
- La déclaration, une fois remplie, doit être remise ou expédiée à notre bureau, au plus tard le 20e jour du mois qui suit le mois au cours duquel la dernière remise a été effectuée.

NOM DE L'EMPLOYEUR .....
(Nom de l'entreprise en lettres moulées)

ADRESSE .....
(Numéro, rue, C.P. No ou R.R. No, ville ou village, comté ou municipalité rurale, province)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE OU DES ASSOCIÉS .....

.....

.....

- L'IMPÔT DÉDUIT AU COURS D'UN MOIS DOIT ÊTRE REMIS AU PLUS TARD LE 15 DU MOIS SUIVANT.

1. Si, depuis la période visée par votre dernière remise de retenues d'impôt, vous avez opéré les déductions requises, indiquez ci-après le montant déduit en regard de chaque mois.

MOIS	MONTANT DÉDUIT
.....	$.....
.....	.....
.....	.....

VOUS ÊTES MIS EN DEMEURE DE TRANSMETTRE AVEC LA PRÉSENTE DÉCLARATION LES MONTANTS DUS ET IMPAYÉS AU TITRE DE L'IMPÔT RETENU A LA SOURCE.

2. Si, depuis la période visée par votre dernière remise de retenue d'impôt, vous n'avez PAS déduit l'impôt provincial à la source, pointez (√) ci-dessous la raison pour laquelle vous ne l'avez pas fait.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ont quitté leur emploi.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ne touchent plus un taux de rémunération imposable.
   - ☐ Les employés autrefois imposables ont réclamé de plus fortes exemptions personnelles dans la formule TPD1.
   - ☐ L'entreprise a été discontinuée le ..... (Date)
   - ☐ Autre raison (Précisez) .....

.....

3. Si, depuis la période visée par votre dernière remise, vous avez eu des employés imposables mais n'avez pas retenu l'impôt provincial à la source, comme vous y étiez tenu, remplissez le relevé ci-après pour la période durant laquelle l'impôt n'a pas été retenu à l'égard de ces employés.

Relevé

Période durant laquelle l'impôt n'a pas été déduit

> Du .....195— Au .....195— <

Nom de l'employé	Exemptions personnelles annuelles d'après la TPD1	Nombre de semaines d'emploi	Rémunération globale	Impôt provincial effectivement déduit s'il en est	Impôt provincial total qu'il aurait fallu déduire
	$		$	$	$

Si l'espace est insuffisant annexez un état

Certificat

Je, ...
(Nom en lettres moulées)

de .....
(Adresse)

CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION ET DANS TOUT ÉTAT CI-ANNEXÉ, SONT VRAIS, EXACTS ET COMPLETS SOUS TOUS RAPPORTS.

Date ....
Signature de l'employeur ou d'un fonctionnaire autorisé

Numéro de téléphone ....
Poste ou titre

Formule autorisée et prescrite par le ministre des finances de Québec.

39205-o

PROVINCE OF QUEBEC

PROVINCIAL INCOME TAX SERVICE

PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC

Information Return concerning the Provincial Tax Deduction

- To be completed by an employer who has ceased or failed to remit provincial tax deductions at the source from salaries or wages.
- One completed Return is to be delivered or mailed to this Office not later than the 20th day of the month following the month in which the last remittance was made.

NAME OF EMPLOYER .....
(Print Name of Business)

ADDRESS .....
(Number, Street, P.O. Box No. or R.R. No., City or Town, County or Rural Municipality, Province)

NAME AND ADDRESS OF OWNER OR PARTNERS .....

.....

.....

- TAX DEDUCTED IN A MONTH IS REQUIRED TO BE REMITTED ON OR BEFORE THE 15TH DAY OF THE FOLLOWING MONTH.

1. If, since the period covered by your last tax deduction remittance, you have deducted tax at source as required, list below by months the amounts that were deducted.

MONTH	AMOUNT DEDUCTED
.....	$ .....
.....	.....
.....	.....

AMOUNTS OF TAX DEDUCTED AT SOURCE WHICH ARE DUE AND UNPAID ARE HEREBY DEMANDED WITH THIS RETURN.

2. If, since the period covered by your last tax deduction remittance, you have NOT deducted the provincial tax at the source, check (√) below the reason for not doing so.
   - ☐ Employees formerly taxable have left.
   - ☐ Employees formerly taxable no longer receive taxable rate of pay.
   - ☐ Employees formerly taxable have claimed increased personal exemptions on Form TPD1.
   - ☐ Business was discontinued as of .....
     Date
   - ☐ Other (Specify) .....

.....

3. If, since the period covered by your last remittance, you had taxable employees but did not deduct the provincial tax at the source as required, complete the Schedule of Information below with respect to these employees for the period during which the tax was not deducted.

Schedule of Information

Period During Which Tax Was Not Deducted

From .....195— To .....195—

Name of Employee	Annual Personal Exemptions as per TPD1	Number of Weeks Employed	Total Remuneration	Provincial Tax Actually Deducted if any	Total Provincial Tax Required to be Deducted
	$		$	$	$

Attach Statement if Space is Insufficient

Certification

I, ...
(Print Name)

of .....
(Address)

HEREBY CERTIFY THAT THE INFORMATION GIVEN IN THIS RETURN AND IN ANY ATTACHED STATEMENTS IS TRUE, CORRECT AND COMPLETE IN EVERY RESPECT.

Date ....
Signature of Employer or Authorized Officer

Telephone No. ....
Position or Office

From authorized and prescribed by the Minister of Finance of Quebec.

39205-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 113

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la règlementation de la circulation lourde sur certaines routes de la province.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 40 de la Loi des véhicules automobiles, (Statuts refondus 1941, chapitre 142), modifié par la Loi 14-15, George VI, chapitre 33, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

a) classifier les chemins publics de la province pour les fins de la circulation des véhicules de toutes sortes;

b) déterminer les dimensions et la pesanteur maxima des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

d) règlementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics;

ATTENDU QU'il y a lieu de décréter une règlementation de la circulation lourde sur certaines routes de la province.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des transports et communications:

QUE les règlements soient adoptés:

1. CLASSIFICATION DES CHEMINS

Les chemins publics de la province de Québec, en vue des poids maxima qu'ils peuvent supporter, sont classifiés comme suit:

Classe 1: Chemins pour trafic lourd: a) Les routes mentionnées dans la liste ci-annexée sous le titre des chemins de la classe 1;

b) Les chemins publics dans les limites des cités, villes et villages, sauf ceux que le ministre des transports et communications pourra affecter à une autre classe.

Classe 2: Chemins pour trafic moins lourd: Les routes mentionnées dans la liste ci-annexée sous le titre de chemins de la classe 2.

Classe 3: Chemins pour trafic léger: Tous les autre chemins publics dans la province de Québec non compris dans les classes 1 et 2.

2. DIMENSIONS MAXIMA DES VÉHICULES

Les dimensions maxima de tout autobus, véhicule de commerce ou véhicule de livraison, y compris la charge, circulant sur tout chemin public dans la province, seront les suivantes, pourvu que la nature, l'état et les dimensions des chemins publics et des ponts le permettent:

Longueur en pieds:

a) Autobus et camions..... 35

b) Autobus et remorque, camion et remorque, ou tracteur et semi-remorque..... 50

Toutefois, il est interdit de circuler sur les chemins publics avec plus d'une remorque traînée par un camion et plus d'une remoque ou semi-remorque traînées par un tracteur.

Hauteur en pieds:..... 12½

Largeur en pieds..... 8

La largeur de la charge pourra être portée à huit pieds et demi (8½) pour le bois de chauffage

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 113

Quebec, January 26th, 1955.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING regulations governing the movement of heavy vehicles on Provinciel highways.

WHEREAS in accordance with section 40 of the Motor Vehicles Act, (Revised Statutes 1941, chapter 142), amended by act 14-15, George VI, chapter 33), the Lieutenant-Governor may, by regulation,

a) classify all provincial highways in view of the movement of vehicles of every nature and kind;

b) determine the dimensions and maximum weight of autobuses, commercial and delivery vehicles travelling thereon;

c) fix limits as to weight, including load, and speed of vehicles authorized to travel during thaw or rainy periods;

d) regulate the use of automobiles coupled together and the movement thereof on public roads;

WHEREAS it is expedient to enact regulations concerning the movement of heavy vehicles on certain provincial highways:

CONSEQUENTLY, it is ordained upon the recommendation of the Honourable the Minister of Transport and Communications:

THAT the following regulations be adopted:

1. ROAD CLASSIFICATION

In view of the maximum weight which may be carried thereon, the public highways of the Province of Quebec are classified as follows:

Class 1: Highways for heavy traffic: a) Roads mentioned in the list annexed hereto, entitled Class 1 Highways;

b) Public highways within the limits of cities, towns and villages, save those which the Minister of Transport and Communications may include in another category;

Class 2: Highways for lighter traffic: Highways mentioned in the list annexed hereto, entitled Class 2 Highways.

Class 3: Highways for light traffic: All other highways in the Province of Quebec not included in Classes 1 and 2.

2. MAXIMUM DIMENSIONS OF VEHICLES

The maximum dimensions of any autobus, commercial or delivery vehicles, including load, operating on any public road in the Province shall be as follows, providing that the nature, condition and dimensions of public roads and bridges so permit:

Length in feet:

a) Autobuses and trucks..... 35

b) Autobus and trailer, truck and trailer, and tractor and trailer, or tractor and semi-trailer 50

However, it is forbidden to travel on public highways with more than one trailer drawn by a truck or more than one trailer or semi-trailer drawn by a tractor.

Height in feet:..... 12½

Width in feet..... 8

The width of the load may be extended to 8½ feet for firewood or pulp wood, providing the

ou de pulpe, pourvu que le miroir du camion soit disposé de telle façon que son conducteur puisse voir, de son siège, tout véhicule venant à l'arrière.

3. Poids maximum

Sujet aux restrictions imposées par les autorités compétentes quant à la risistance des ponts, les autobus, véhicules de commerce et véhicule de livraison, circulant sur tout chemin public dans la province, seront soumis aux règles suvantes:

A) *Chemins de la classe 1: pour trafic lourd:* *a*) La pesanteur totale, y compris la charge, de tout véhicule automobile muni de deux (2) essieux, autre qu'un autobus, ne devra pas excéder vingt-quatre mille (24,000) livres.

b) La pesanteur totale, y compris la charge de tout *autobus* à deux (2) essieux espacés à dix-huit (18) pieds au moins ne devra pas excéder vingt-huit mille (28,000) livres, ni vingt-quatre mille (24,000) livres si l'empattement est moindre que dix-huit (18) pieds.

c) La pésanteur totale maximum, y compris la charge, de tout véhicule d'une seule unité muni de trois (3) essieux, sera de vingt-huit mille (28,000) livres, mais, s'il y a une installation sur les deux essieux arrières du camion permettant une répartition plus égale de la charge, la pesanteur totale pourra être de trente-quatre mille (34,000) livres.

d) La pesanteur totale maximum, y compris la charge, d'un tracteur a deux (2) essieux, avec une *semi-remorque*, sera de quarante mille (40,000) livres, et l'empattement minimum de la *semi-remorque* sera de quinze (15) pieds. Mais si l'empattement de la semi-remorque est moindre que quinze (15) pieds, la pesanteur totale maximum permise devra être réduite de 20%.

e) La pesanteur totale maximum, y compris la charge, d'un camion ou d'un tracteur à deux (2) essieux avec une *remorque* à deux (2) essieux ou plus ou une *semi-remorque* à deux (2) essieux ou plus sera de quarante-quatre mille (44,000) livres, et l'empattement minimum de la semi-remorque ou de la *remorque* sera de dix-huit (18) pieds. Mais, s'il y a une installation sur les deux essieux de la semi-remorque permettant une répartition plus égale de la charge, la pesanteur totale pourra être de cinquante mille (50,000) livres.

f) La pesanteur totale maximum, y compris la charge, d'un camion ou d'un tracteur à trois (3) essieux, avec une *remorque* à deux (2) essieux ou plus ou une *semi-remorque* à un (1) essieu ou plus sera de quarante-quatre mille (44,000) livres, et l'empattement minimum de la *remorque* ou de la *semi-remorque* sera de dix-huit (18) pieds. Mais, s'il y a une installation sur les deux essieux de la remorque permettant une répartition plus égale de la charge, la pesanteur totale pourra être de cinquante mille (50,000) livres.

Charge limite par essieu: g) Le poids total par essieu, espacé de huit (8) pieds ou plus de tout essieu, ne devra pas excéder seize mille (16,000) livres et le poids total pour essieux-jumeaux ne devra pas excéder douze mille (12,000) livres par essieu.

h) Les pesanteurs totales mentionnées dans les articles *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, et *g* seront permises si les pneus des essieux, autre que l'essieu avant du camion ou du tracteur, ont des dimensions minima de 900x20. Les pesanteurs totales permises pour les camions auxdits seront de 25% si les pneus n'ont pas les dimensions exigées plus haut.

mirror of the truck is placed in such a position as to afford the driver a clearly reffected view of any vehicle approaching from the rear.

3. Maximum Weight

Subject to the weight restrictions imposed by competent authorities as to the weight resistance of bridges, the autobuses and commercial and delivery vehicles operating on any public highway of the Province, shall comply with the following rules:

A) *Class 1 Highways: For heavy traffic: a*) The total weight, including load, of any two-axled motor vehicle, other than an autobus, shall not exceed twenty-four thousand (24,000) pounds.

b) The total weight, including load, of any *autobus* having two (2) axles spaced at least eighteen inches apart, shall not exceed twenty-eight thousand (28,000) pounds, nor twenty-four thousand (24,000) pounds if the wheel-base is less than eighteen (18) feet.

c) The maximum weight, including load, of any one-unit vehicle having three (3) axles, shall be twenty-eight thousand (28,000) pounds, but should there be a device on the rear axles of the truck to spread the weight more evenly, the total weight may amount to thirty-four thousand (34,000) pounds.

d) The maximum weight, including load, of a two-axled tractor with *semi-trailer*, shall be forty thousand (40,000) pounds, and the minimum wheel-base of aid *semi-trailer* shall be fifteen (15) feet. But, should the wheel-base of said semi-trailer be less than fifteen (15) feet, the total maximum weight permitted shall be reduced by 20%.

e) The total maximum weight, including load, of a two-axled truck or tractor, including a *trailer* with two (2) axles or more, or a *semi-trailer* with two axles (2) or more, shall be forty-four thousand (44,000) pounds, and the minimum wheel-base of the semi-trailer or trailer shall be eighteen (18) feet, but should there be a device on the two axles of the semi-trailer to spread the weight more evenly, the maximum weight may be increased to fifty thousand (50,000) pounds.

f) The total maximum weight, including ldoa, of a truck or tractor having three (3) axles, plus a *trailer* with two (2) axles or more, or a *semi-trailer* having one (1) axle or more, shall be of forty-four thousand (44,000) pounds, and the minimum wheel-base of the *trailer* or *semi-trailer* shall be of eighteen (18) feet. But, should there be a device on the two axles of the trailer to spread the weight more evenly, the total weight may be increased to fifty thousand (50,000) pounds.

Load limit per axle: g) The maximum weight per axle, spaced eight (8) feet or more from any other axle, shall not exceed sixteen thousand (16,000) pounds, and the total weight for twin axles shall not exceed twelve thousand (12,000) pounds per axle.

h) The maximum weights mentioned in articles a, b, c, d, e f and g shall be permitted providing the tires, excepting those on the front axle of the truck or tractor, shall have minimum dimensions of 900 x 20. The maximum weights permitted for the abovementioned trucks shall be reduced by 25% if the tires are not of the required dimensions mentioned hereinabove.

i) Intervalle minimum entre véhicules lourds: Les véhicules automobiles qui *avec ou sans remorque ont une pesanteur totale y compris la charge de vingt mille (20,000) livres ou plus ne devront pas se suivre à intervalle plus rapproché que deux cents (200) pieds d'espace libre et ne devront pas s'arrêter ni se dépasser sur les ponts.*

B) *Chemins de la classe 2: Pour trafic léger:* Sur les chemins de la classe 2, les pesanteurs et les poids maxima susmentionnés pour les chemins de la classe 1 devront être réduits de vingt-cinq (25) pour cent.

C) *Chemins de la classe 3:* Sur les chemins de la classe 3, les pesanteurs et les poids maxima susmentionnés pour les chemins de la classe 1 devront être réduits de quarante (40) pour cent.

D) *Bandages de roues:* Le poids maximum par pouce de largeur de bandage pneumatique ne devra pas excéder cinq cents (500) livres pour les pneus de moins de six (6) pouces, et en devra pas excéder six cents (600) livres pour les pneus de six (6) pouces ou plus. Cette largeur sera celles estampée sur le pneu par le manufacturier.

Pour les véhicules automobiles munis entièrement ou partiellement de bandages solides, toutes les pesanteurs et tous les poids maxima mentionnés dans le présent article devront être réduits de vingt-cinq (25) pour cent.

4. INTERDICTION EN PÉRIODE DE DÉGEL OU DE PLUIE

Pendant les périodes d'interdiction spécifiées par le ministre de la voirie, à cause du dégel ou de la pluie, les pesanteurs et les poids maxima fixés à l'article 3 du présent règlement, pour les chemins de la classe 1, 2 et 3 seront réduits de cinquante (50) pour cent, sauf indication contraire dans le tableau de la classification des chemins.

L. DÉSILETS.
39191-o Greffier du Conseil Exécutif,

CHEMINS PUBLIC DE LA CLASSE 1

Route N°	*Entre*
1	Montréal — Chambly — Granby — Sherbrooke — Thetford — Scott.
2	Fontière d'Ontario — Coteau — Ste-Anne-de-Bellevue — Montréal.
2	Montréal — Repentigny — Trois-Rivières — Ste-Foy — Québec.
2	Québec — Pont de Québec — St-Télesphore — Kamouraska — Rivière-du-Loup.
2	Rivière-du-Loup — Cabano — Ste-Rose (Frontière N.B.).
2A	Ste-Anne-de-la-Pocatière (Route 2) — St-Pascal — Ste-Hélène — St-André (Route 2).
2-B	Dorval (Route 2) — Ville St-Laurent (Route 8— — (via Côté de Liesse).
2-C	Québec — Les Saules — Notre-Dame de Lorrette (Route 2).
3	Dundée (Frontière E.U.) — Valleyfield Caughnawaga — St-Lambert — Montréal.
3	Montréal — Longueuil — Sorel — Ste-Angèle de Laval.
4	Montréal — Caughnawaga — Ste-Martine — Huntingdon — Elgin (Frontière E.U).
5	Victoriaville — Richmond — Sherbrooke (Route 1).
5	Sherbrooke (Route 22) — Waterville — Rock Island (Frontière E.U.—.

i) Minimum distance between heavy vehicles: Motor vehicles *with or without trailers, the weight of which, including load, amounts to twenty thousand (20,000) pounds or more, shall travel at a distance of not less than two hundred (200) feet apart (free space), and they shall not stop, or pass one another on bridges.*

B) *Class 2 Highways; For light traffic:* On Class 2 Highways, the maximum weights and loads hereinabove mentioned for Class 1 Highways shall be reduced by twenty-five (25) per cent.

C) *Class 3 Highways:* On Class 3 Highways, the maximum weights and loads for Class 1 Highways hereinabove mentioned shall be reduced by forty (40) per cent.

D) *Tires:* The maximum weight per inch, in width, of a pneumatic tire shall not exceed five hundred (500) pounds for tires less than six (6) inches wide, and shall not exceed six hundred (600) pounds for tires of six (6) inches or more. Said width shall be in accordance with that which is stamped on the tires by the manufacturer.

With reference to motor vehicles equipped wholly or partly with solid tires, the maximum weights and loads mentioned in this article shall be reduced by twenty-five (25) per cent.

4. INTERDICTION DURING THAW OR RAINY PERIODS

During interdiction periodss pecified by the Minister of Roadsdue to thaw or rain, maximum weights and loads as established by article 3 of the present regulation for roads in Classes 1, 2 and 3, shall be reduced by fifty (50) per cent, unless otherwise indicated in the table of road classification.

L. DÉSILETS,
39191 Clerk of the Executive Council.

CLASS 1 PUBLIC HIGHWAYS

Route No.	*Between*
1	Montreal — Chambly — Granby — Sherbrooke — Thetford — Scott
2	Ontario Border — Coteau — Ste-Anne-de-Bellevue — Montreal
2	Montreal — Repentigny — Trois-Rivières — Ste-Foy — Quebec.
2	Quebec — Quebec Bridge — Ste-Télespho-re — Kamouraska — Rivière-du-Loup.
2	Rivière-du-Loup — Cabano — Ste-Rose (N.B. Border).
2-A	Ste-Anne-de-la-Pocatière (Route 2) — St-Pascal — Ste-Hélène — St-André (Route 2)
2-B	Dorval (Route 2) — Ville St-Laurent (Route 8) — (via Côte de Liesse).
2-C	Quebec — Les Saules — Notre-Dame de Lorette (Route 2).
3	Dundee (U.S. Border) — Valleyfield — Caughnawaga — St-Lambert — Montreal.
3	Montreal — Longueuil — Sorel — Ste-Angèle de Laval.
4	Montreal — Caughnawaga — Ste-Martine — Huntingdon — Elgin (U.S. Border.)
5	Victoriaville — Richmond — Sherbrooke (Route 1).
5	Sherbrooke (Route 22) — Waterville — Rock Island (U.S. Border).

6	Ste-Flavie — Matane — Gros Morne.	6	Ste-Falvie — Matane — Gros Morne.
6	Ste-Flavie — Amqui — Matapédia — Carleton — Maria.	6	Ste-Flavie — Amqui — Matapédia — Carleton — Maria.
7	Montréal — Laprairie — St-Luc — St-Jean — St-Pierre de Véronne — Philipsburg.	7	Montreal — Laprairie — St-Luc — St-Jean — St-Pierre de Vironne — Philipsburg.
8	Montréal — St-Martin — St-Eustache — Lachute — Hull — Campbell's Bay.	8	Montreal — St-Martin — St-Eustache — Lachute — Hull — Campbell's Bay.
8-A	Grenville Village — Grenville et Augmentation (Pont Interprovicial).	8-A	Grenville Village — Grenville et Augmentation (Interprovincial Bridge).
9	Champlain E. U.— Laprairie — Pont Victoria — Pont Jacques-Cartier.	9	Champlain U.S. — Laprairie — Victoria Bridge — Jacques-Cartier Bridge.
9	Montréal-Sud — St-Hilaire — Drummondville — Villeroy — Pont de Québec	9	Montreal-South — St-Hilaire — Drummondville — Villeroy — Quebec Bridge.
9-A	Montréal — Laprairie — Napierville — Lacolle — Frontière E.U. (N.D. Mont-Carmel)	9-A	Montreal — Laprairie — Napireville — Lacolle — U.S. Border — (N.D. Mont-Carmel).
9-B	Montréal — Laprairie — St-Jean — Cantic — Frontière E.U. (Rouses Point).	9-B	Montreal — Laprairie — St-Jean — Cantic — U.S. Border (Rouses Point).
9-C	Pont-Honoré-Mercier — Route N° 9 (St-Constant par.).	9-C	Honoré-Mercier Bridge — Route No. 9 (St-Constant par.).
10	Rivière-du-Loup (Route 2) — Rimouski — Ste-Flavie (Route 6).	10	Rivière-du-Loup (Route 2) — Rimouski — Ste-Flavie (Route 6).
11	Montréal — Pont Viau — Ste-Rose — St-Jérôme — Mont-Laurier.	11	Montreal — Pont Viau — Ste-Rose — St-Jérôme — Mont-Laurier.
11	Hull — Gracefield.	11	Hull — Gracefield.
11-A	Montréal — Cartierville — St-Martin — Ste-Rose (Route 11).	11-A	Montreal — Cartierville — St-Martin — Ste-Rose (Route 11).
12	Rougemont — St-Hyacinthe — St-Denis.	12	Rougemont — St-Hyacinthe — St-Denis.
13	Trois-Rivières — Ste-Angèle — N.D. du Bon Conseil (Route 20).	13	Trois-Rivières — Ste-Angèle — N.D. du Bon Conseil (Route 20).
13	Granby (Route 1) — Roxton Falls.	13	Granby (Route 1) — Roxton Falls.
15	Québec — Pont Ile d'Orléans — Baie St-Paul.	15	Quebec — Island of Orleans Bridge — Baie St-Paul.
15-A	Baie St-Paul (Route 56) — St-Hilarion — La Malbaie (Route 15).	15-A	Baie St-Paul (Route 56))— St-Hilarion — La Malbaie (Route 15).
16	Chicoutimi — St-Bruno (Route 55).	16	Chicoutimi — St-Bruno (Route 55).
16-A	Rond Point de la Route 54-B — Bagotville.	16-A	Point of intersection of Route 54-B — Bagotville.
17	Montréal — Dorion — Rigaud — Pointe Fortune (Frontière Ont.).	17	Montreal — Dorion — Rigaud — Pointe Fortune (Ont. Border).
18	Montréal — Pont Viau — St-Vincent-de-Paul — Terrebonne — Mascouche.	18	Montreal — Pont Viau — St-Vincent-de-Paul — Terrebonne — Mascouche.
19	Trois-Rivières — Cap-de-la-Madeleine — Grand-Mère — La Tuque.	19	Trois-Rivières — Cap-de-la-Madeleine — Grand'Mère — La Tuque.
19-B	St-Georges Village (Route 19) — St-Tite.	19-B	St-Georges Village (Route 19) — St-Tite.
20	Victoriaville (Route 5) — Ste-Clotilde — Drummondville (Route 22).	20	Victoriaville (Route 5) — Ste-Clotilde — Drummondville (Route 22).
21	Sorel — St-Ours — Iberville (Route 40-A).	21	Sorel — St-Ours — Iverbille (Route 40-A).
22	St-Michel de Yamaska (Route 3)—Drummondville — Richmond — Sherbrooke — St-Mathieu (Frontière E.U.).	22	St-Michel de Yamaska (Route 3) — Drummondville — Richmond — Sherbrooke — St-Mathieu (U.S. Border).
23	Lévis — Scott — Beauceville — St-Théophile (Frontière E.U.).	23	Levis — Scott — Beauceville — St-Théophile (U.S. Border).
24	St-Georges (Route 23) — Ste-Rose (Route 53).	24	St-Georges (Route 23) — Ste-Rose (Route 53).
26	St-Jean-Port-Joli (Route 2) — St-Pamphile (Route 24).	26	St-Jean-Port-Joli (Route 2) — St-Pamphile (Route 24).
27	East Angus (Route 1) — Cookshire.	27	East Angus (Route 1) — Cookshire.
29	St-Eustache (Route 8) — Oka.	29	St-Eustache (Route 8) — Oka.
30	St-Agathe — Lanthier — St-Donat.	30	St-Agathe — Lanthier — St-Donat.
31	Lachute — Brownsburg.	31	Lachute — Brownsburg.
32	St-Liboire — Ste-Christine.	32	St-Liboire — Ste-Christine.
35	Masson — Buckingham.	35	Masson — Buckingham.
36	Beauharnois (Route 3) — Ste-Martine (Route 4).	36	Beauharnois (Route 3) — Ste-Martine (Route 4).
37	Beaconsfield — Ste-Anne — Ste-Geneviève — Roxboro — Montréal Nord — Bout de l'Ile — Pointe-aux-Trembles (Tour de l'Ile de Montréal).	37	Beaconfield — Ste-Anne — Ste-Geneviève — Roxboro — Montreal-North — Bout de l'Ile — Pointe-aux-Trembles (Tour of Island of Montreal).
38	Pont-Viau — Laval-sur-le-Lac — Ste-Rose — St-François-de-Sales (Tour de l'Ile Jésus).	38	Pont-Viau — Laval-sur-le-Lac — Ste-Rose — St-François-de-Sales (Tour of Ile Jesus).
39	Waterloo (Route 1) — Knowlton — Highwater (Frontière E.U.)	39	Waterloo (Route 1) — Knowlton — Highwater (U.S. Border).
40	Marieville (Route 1) — Farnham — Cowansville (Route 52)	40	Marieville (Route 1) — Farnham — Cowansville (Route 52).

40-A	Iberville (Route 7) — St-Grégoire (Route 40).	40-A	Iberville (Route 7) — St-Grégoire (Route 40).
44	Louiseville (Route 2) — St-Alexis-des-Monts.	44	Louiseville (Route 2) — St-Alexis-des-Monts.
45	Amos — La Sarre.	45	Amos — La Sarre.
46	Macamic (Route 45) — Rouyn — Beauchastel — N.D. du Nord.	46	Macamic (Route 45) — Rouyn — Beauchastel — N.D. du Nord.
48	Repentigny Par. (Route 2) — Charlemagne — L'Assomption — Joliette — Ste-Émélie de l'Énergie (Route 43).	48	Repentigny Par. (Route 2) — Charlemagne — L'Assomption — Joliette — Ste-Emélie de l'Energie (Route 43).
48-A	St-Sulpice (Route 2) — L'Assomption (Route 48).	48-A	St-Sulpice (Route 2) — L'Assomption (Route 48).
49	Black Lake (Route 1) — Plessisville (Route 5).	49	Black Lake (Route 1) — Plessisville (Route 5).
50	Magog — Ayers Cliff — Coaticook.	50	Magog — Ayers Cliff — Coaticook.
52	Cowansville — Knowlton.	52	Cowansville — Knowlton.
53	St-Henri (Route 23) — Ste-Rose (Route 24).	53	St-Henri (Route 23) — Ste-Rose (Route 24).
54	Québec — Chemin de la Canardière — Charlesbourg — Lac Jacques-Cartier.	54	Quebec — Chemin de la Canardière — Charlesbourg — Lac Jacques-Cartier.
54-B	Lac Jacques-Cartier — Laterrière — Chicoutimi.	54-B	Lac Jacques-Cartier — Laterrière — Chicoutimi.
54-C	Québec — 1ière Avenue — Charlesbourg (Route 54).	54-C	Quebec — 1st Avenue — Charlesbourg (Route 54).
55	St-Bruno — Dolbeau — Roberval — St-Bruno (Tour du Lac St-Jean).	55	St-Bruno — Dolbeau — Roberval — St-Bruno (Tour of Lake St. John).
58	Senneterre (Route 45) — Mont-Laurier.	58	Senneterre (Route 45) — Mont-Laurier.
59	Cheminis — Rouyn — Louvicour (Route 58).	59	Cheminis — Rouyn — Louvicour (Route 58).
60	Amos (Route 45) — Val d'Or (Route 59).	60	Amos (Route 45) — Val d'Or (Route 59—.
63	Deslor (Route 46) — Duparquet — La Sarre.	63	Deslor (Route 46) — Duparquet — La Sarre.

AUTRES CHEMINS PUBLICS DE LA CLASSE 1

ADDITIONAL HIGHWAYS OF CLASS 1

Entre	*Between*
Anse Pleureuse — Murdockville — Gaspé.	Anse Pleureuse — Murdockville — Gaspé.
Ste-Monique des Saules (Route 2-C) — Camp de Valcartier.	Ste-Monique des Saules (Route 2-C) — Valcartier Camp.
Québec ville — Ste-Monique des Saules (Via chemin St-Charles Nord).	City of Quebec — Ste-Monique des Saules (Via Road St. Charles-North).
Deschambault — St-Marc des Carrières.	Deschambault — St-Marc des Carrières.
Grantham Ouest (Route 9) — Drummondville (Via Blvd. Bernard).	Grantham West (Route 9) — Drummondville (Via Blvd. Bernard)
N.D. du Bon Conseil (Route 9) — Route 20 (Via 12ième Rang).	N. D. du Bon Conseil (Route 9) — Route 20 (Via Range 12).
Thetford Mines (Blvd. Pie XI — Rivière Blanche (Nouvelle Route 1). Raccordement.	Thetford Mines (Blvd. Pie XI) — Rivière Blanche (New Route 1). Junction-line.
St-Timothée (Route 3) — Pont Mgr Langlois— Coteau (Route 2).	St-Timothée (Route 3) — Mgr Langlois Bridge — Coteau (Route 2).
Ste-Cécile (Route 3) — Ormston — Franklin (Route 52).	Ste-Cécile (Route 3) — Ormston — Franklin (Route 52).
St-Liboire P. (Route 9) — Route 32 (Via rang Charlotte).	St-Liboire P. (Route 9) — Route 32 (Via Range Charlotte).
St-Félicien — Chibougamou.	St-Félicien — Chibougamou.
Neuville (Route 2) — Pont Rouge — St-Raymond.	Neuville (Route 2) — Pont Rouge — St-Raymond.

CHEMINS PUBLICS DE LA CLASSE 2

CLASS 2 PUBLIC HIGHWAYS

Route N° *Entre*	Route No. *Between*
1 Scott — St-Lambert — St-Étienne (Route 5).	1 Scott — St-Lambert —St-Étienne(Route 5).:
3 St-Angèle-de-Laval — Lotbinière — St-Nicolas Par. (Route 9).	3 St-Angèle-de-Laval — Lotbinière — St-Nicolas — Par. (Route 9).
5 St-Nicolas Sud (Route 9) — Dosquet — Plessisville — Victoriaville.	5 St-Nicolas Sud (Route 9) — Dosquet — Plessisville — Victoriaville.
6 Gros Morne — Gaspé — Maria.	6 Gros Morne — Gaspé — Maria.
11 Robertson et Pope Canton (Route 58) — Maniwaki — Gracefiled.	11 Robertson and Pope Township (Route 58) — Maniwaki — Gracefield.
13 St-Nicéphore (Route 22) — Roxton Falls.	13 St-Nicéphore (Route 22) — Roxton Falls.
13 Granby — Cowansville.	13 Granby — Cowansville.
13 Brome Canton (Route 52) — Sutton — Abercorn (Frontière E.U.).	13 Brome Canton (Route 52) — Sutton — Abercorn (U.S. Border).
15 Baie St-Paul — Tadoussac — Portneuf — Shelter Bay — Sept Iles.	15 Baie St-Paul — Tadoussac — Portneuf — Shelter Bay — Sept Iles.

15	Québec — Beauport — Courville — Ste-Anne-de-Beaupré.	15	Quebec — Beauport — Courville — Ste-Anne-de-Beaupré.
16	St-Siméon (Route 15) — Grande Baie — Chicoutimi.	16	St-Siméon (Route 15) — Grande Baie — Chicoutimi.
18	Mascouche — Rawdon — St-Donat.	18	Mascouche — Rawdon — St-Donat.
19	La Tuque — La Croche.	19	La Tuque — La Croche.
19-A	Ste-Anne-de-la-Pérade (Route 2) — St-Roch de Mékinac (Route 19) — St-Tite.	19-A	Ste-Anne-de-la-Pérade (Route 2) — St. Roch de Mékinac (Route 19) — St-Tite.
19-B	Grand-Mère — St-Tite Par.	19-B	Grand'Mère — St-Tite Par.
20	Drummondville — St-Germain — St-Hughes — Ste-Rosalie — St-Hyacinthe.	20	Drummondville — St-Germain — St-Hughes — Ste-Rosalie — St-Hyacinthe.
24	Ste-Rose) (Route 53) — St-Juste — St-Pamphile.	24	Ste-Rose — (Route 53) — St-Juste — St-Pamphile.
24	St-Georges Par. (Route 23) — St-Gédéon — Mégantic.	24	St-Georges Par. (Route 23) — St-Gédéon — Mégantic.
25	St-Valier (Route 2) — St-Philémon — St-Camille (Route 24).	25	St-Vallier (Route 2) — St-Philémon — St-Camille (Route 24).
25-A	Beaumont (Route 2) — St-Lazarre — St-Philémon (Route 25).	25-A	Beaumont (Route 2) — St-Lazarre — St-Philémon (Route 25).
27	Cookshire — Sawyerville — Hereford (Frontière E.U.).	27	Cookshire — Sawyerville — Hereford (U. S. Border).
27-A	Birchton — East Corner.	27-A	Birchton — East Corner.
28	Beauceville — Stornoway — Cooshire — Lennoxville (Route 5).	28	Beauceville — Stornoway — Cooshire — Lennoxville (Route 5).
29	Charlemagne (Route 48) — Terrebonne — St-Eustache (Route 8).	29	Charlemagne (Route 48) — Terrebonne — St-Eustache (Route 8).
29	Oka — Carillon — Grenville (Route 8).	29	Oka — Carillon — Grenville (Route 8).
30	Lachute (Route 41) — Morin Heights — Ste-Agathe (Route 11).	30	Lachute (Route 41) — Morin Heights — Ste-Agathe (Route 11).
31	St-André (Route 29) — Lachute (Route 8).	31	St-André (Route 29) — Lachute (Route 8).
31	Brownsburg — Huberdeau — St-Jovite (Route 11).	31	Brownsburg — Huberdeau — St-Jovite (Route 11).
32	St-Hyacinthe le Confesseur — St-Liboire.	32	St-Hyacinthe le Confesseur — St-Liboire.
32	Ste-Christine — Melbourne (Route 22).	32	Ste-Christine — Melbourne (Route 22).
33	L'Assomption (Route 48 — St-Esprit — Rawdon (Route 18).	33	L'Assomption (Route 48) — St-Esprit — Rowdon (Route 18).
34	St-Célestin (Route 13) — Ste-Victoire (Route 20).	34	St-Célestin (Route 13) — Ste-Victoire (Route 20).
34	Arthabaska (Route 5) — Garthby (Route 1).	34	Arthabaska (Route 5) — Garthby (Route 1).
34	St-Gérard (Route 1) — St-Augustin de Woburn (Frontière E.U.).	34	St-Gérard (Route 1) — St-Augustin de Woburn (U.S. Border).
35	Buckingham — N.-D.-du-Laus — Robertson et Pope, Canton (Route 11).	35	Buckingham — N.-D.-du-Laus — Robertson and Pope, Township (Route 11).
35	Mont-Laurier (Route 11) — Décarie, Canton.	35	Mont-Laurier (Route 11) — Décarie, Township.
36	Ste-Martine (Route 4) — St-Cyprien (Route 9-A).	36	Ste-Martine (Route 4) — St-Cyprien (Route 9-A).
36	Napierville (Route 9-A) — St-Jean.	36	Napierville (Route 9-A) — St-Jean.
39	Waterloo (Route 1) — Racine — Melbourne (Route 22).	39	Waterloo (Route 1) — Racine — Melbourne (Route 22).
41	Berthierville (Route 2) — St-Thomas — Joliette (Limite Est).	41	Berthierville (Route 2) — St-Thomas — Joliette (Limite East).
41	Joliette (Limite Ouest) — St-Léon — St-Antoine des Laurentides (Route 11).	41	Joliette (Limite West) — St-Léon — St-Antoine des Laurentides (Route 11)
41	St-Antoine des Laurentides (Route 11) — St-Canut — Lachute (Route 8).	41	St-Antoine des Laurentides (Route 11) — St-Canut — Lachute (Route 8).
42	Joliette (Limite Nord) — St-Côme.	42	Joliette (Limite North) — St-Côme.
43	Berthierville (Route 2) — St-Émilie de l'Énergie (Route 48).	43	Berthierville (Route 2) — St-Emélie de l'Énergie (Route 48).
43	Tracy Canton — St-Michel des Saints.	43	Tracy Canton — St-Michel des Saints.
45	Senneterre — Amos.	45	Senneterre — Amos.
45	La Sarre — La Reine (Frontière Ont.).	45	La Sarre — La Reine (Ont. Border).
46	N.-D. du Nord — Ville Marie — Témiscamingue (Ville).	46	N.-D. du Nord — Ville Marie — Témiscamingue (Town).
47	Contrecœur (Route 3) — Chambly Par. (Route 1).	47	Contrecœur (Route 3) — Chambly Par. (Route 1).
47	Chambly Canton (Route 1) — St-Jean Par. (Route 9-B).	47	Chambly Township (Route 1) — St-Jean Par. (Route 9-B).
49	Plessisville (Route 5) — St-Pierre les Becquets (Route 3).	49	Plessisville (Route 5) — St-Pierre les Becquets (Route 3).
50	Coaticook (Route 22) — St-Herménégilde — Frontière (E.U.).	50	Coaticook (Route 22) — St-Herménégilde — U.S. Border).
51	St-André (Route 2) — St-Alexandre — Escourt — St-Marc-du-Lac-Long (Frontière N.B.)	51	St-André (Route 2) — St-Alexandre — Escourt — St-Marc-du-Lac-Long (N.B. Border).
52	Cowansville (Route 40) — St-Pierre de Véronne (Route 7).	52	Cowansville (Route 40) — St-Pierre de Véronne (Route 7).

52	St-Pierre de Véronne (Route 7) — Hemmingford — Huntingdon (Route 4).	52	St-Pierre de Véronne (Route 7) — Hemmingford — Huntingdon (Route 4).
54-A	Lac Jacques-Cartier (Route 54) — Hébertville (Route 55).	54-A	Lac Jacques-Cartier (Route 54) — Hébertville (Route 55).
56	Baie St-Paul (Route 15-A) — St-Urbain — Grande Baie (Route 16).	56	Baie St-Paul (Route 15-A) — St-Urbain — Grande Baie (Route 16).
57	Montebello (Route 8) — De Salaberry & Grandisson (Route 31).	57	Montbello (Route 8) — De Salaberry & Grandisson (Route 31).
61	Amos (Route 45) — Malartic (Route 59)	61	Amos (Route 45) — Malartic (Route 59).
62	Ville Marie (Route 46) — Latulippe — Belleterre.	62	Ville Marie (Route 46) — Latulippe — Belleterre.
63	La Sarre — Paradis.	63	La Sarre — Paradis.
105	Sutton Canton (Frontière E.U.) — Potton Canton (Frontière E.U.).	105	Sutton Township (U.S. Border) — Potton Township (U.S. Border).

AUTRES CHEMINS PUBLICS DE LA CLASSE 2

Entre

St-Louis de France (Route 19) — St-Narcisse — St-Adelphe — Ste-Thècle.
Champlain (Route 2) — St-Luc — Lac-à-la-Tortue — Grand'Mère.
St-Tite (Route 19-A) — Ste-Thècle — St-Ubald — St-Marc-des-Carrières.
Ste-Anne-de-la-Pérade (Route 19-A)—St-Casimir
St-Basile — Pont-Rouge (Via route Terrebonne).
St-Augustin (Route 2) — Ste-Catherine — Lac Sergent — St-Raymond.
Camp Valcartier — Ste-Catherine (Via chemin du 4ième Rang).
Lorretteville (Route du Camp Valcartier) — Charlesbourg — Ste-Thérèse-de-Lisieux.
Loretteville — St-Gabriel (Valcartier Lodge).
Beauport (Route 15) — Beauport Ouest (Via Route Seigneuriale).
Ste-Thérèse-de-Lisieux — Laval.
St-Grégoire — Pont-de-l'Ile-d'Orléans — St-Pierre — St-Laurent.
St-Romuald — St-Jean-Chrysostôme.
Montmagny (Route 2) — Rosaire.
Ste-Apolline — St-Paul — St-Philémon (Route 53).
Granby — Shefford Ouest.
Sutton (Route 52) — Sutton Jonction (Route 13) via "Valley Road".
Sherbrooke Est — Bromptonville (Route 5).
St-Valérien — St-Dominique.
Dorion (Route 2) — Hudson Heights — Ste-Madeleine-de-Rigaud (Route 17);
Ste-Geneviève (Route 37) — Beaconsfield (Route 37) via Montée St-Charles.
Ste-Rose Est (Route 11) — Terrebonne (Route 29) via raccordement pont David.
Rivière-des-Prairies, Ville (Route 37) — Boulevard Pie IX, via Montée-des-Prairies et Chemin St-Léonard.
St-Anicet (Route 3 à Port Lewis) — Huntingdon (Route 4) — via Plank Road.
Ste-Barbe (Route 3) — Huntingdon, via Chemin New Erin.
St-Timothée (Route 3) — St-Louis-de-Gonzague — Très St-Sacrement (Route 4).
Ste-Philomène (Route 4) — St-Isidore (Route 36), via chemin St-Isidore.
St-Patrice-de-Sherrington (Route 36) — Hemmingford (Frontière États-Unis).
Herdman (Route 52) — Hinchinbrook (Frontière États-Unis), via Province Line Road.
Howick Village (Route 4) — St-Chrysostôme — Havelock (Frontière États-Unis).
Cazaville (St-Anicet Route 3) — Godmanchester (Route 4), via Cazaville Side Road.
Huntingdon (Ridge Road) — Ste-Agnès — Dundee (Frontière États-Unis).
Contrecœur, Par., (Route 3) — St-Antoine-sur-Richelieu (Route 47), via chemin Pomme-d'or.

ADDITIONAL PUBLIC HIGHWAYS OF CLASS 2

Between

St-Louis de France (Route 19) — St-Narcisse — St-Adelphe — Ste-Thècle.
Champlain (Route 2) — St-Luc — Lac-à-la-Tortue — Grand'Mère.
St-Tite (Route 19-A) — Ste-Thècle — St-Ubald — St-Marc-des-Carrières.
Ste-Anne-de-la-Pérade (Route 19-A) — St-Casimir
St-Basile — Pont-Rouge (Via route Terrebonne).
St-Augustin (Route 2) — Ste-Catherine — Lac Sergent — St-Raymond.
Camp Valcartier — Ste-Catherine (Via 4th Range Road).
Loretteville (Valcartier Camp Road) — Charlesbourg — Ste-Thérèse-de-Lisieux.
Loretteville — St-Gabriel (Valcartier Lodge).
Beauport (Route 15) — Beauport West (Via Seigniorial Route).
Ste-Thérèse-de-Lisieux — Laval.
St-Grégoire — Island of Orleans Bridge — St-Pierre — St-Laurent.
St-Romuald — St-Jean-Chrysostôme.
Montmagny (Route 2) — Rosaire.
Ste-Apolline — St-Paul — St-Philémon (Route 25).
Granby — Shefford West.
Sutton (Route 52) — Sutton Junction (Route 13) via "Valley Road".
Sherbrooke East — Bromptonville (Route 5).
St-Valérien — St-Dominique.
Dorion (Route 2) — Hudson Heights — Ste-Madeleine-de-Rigaud (Route 17).
Ste-Geneviève (Route 37) — Beaconsfield (Route 37) via Montée St-Charles.
Ste-Rose East (Route 11) — Terrebonne (Route 23) via Junction-line of David Bridge.
Rivière-des-Prairies, Town (Route 37) — Boulevard Pie IX, via Montée-des-Prairies and St-Léonard Road.
St-Anicet (Route 3 à Port Lewis) — Huntingdon (Route 4) — via Plank Road.
Ste-Barbe (Route 3) — Huntindgon, via New Erin Road.
St-Timothée (Route 3) — St-Louis-de-Gonzague — Très St-Sacrement (Route 4).
Ste-Philomène (Route 4) — St-Isidore (Route 36), via St-Isidore Road.
St-Patrice-de-Sherrington (Route 36) — Hemmingford (U.S. Border).
Herdman (Route 52) — Hinchinbrook (U.S. Border), vis Province Line Road.
Howick, village (Route 4) — St-Chrysostôme — Havelock (U.S. Border).
Cazaville (St-Anicet Route 3) — Godmanchester (Route 4), via Cazaville Side Road.
Huntingdon (Ridge Road) — Ste-Agnès — Dundee (U.S. Border).
Contrecœur, Par., (Route 3) — St-Antoine-sur-Richelieu (Route 47), via Pomme-d'Or Road.

St-Victoire (Route 21) — Massueville.
Ste-Madeleine, Village (Route 9) — Marieville, Ville (Route 1).
Ste-Madeleine, Village (Route 9) — St-Jean-Baptiste — Rougemont (Route 1).
Iberville (Route 7) — Notre-Dame-de-Stanbridge (Intersection chemin Bedford-Farnham.

St-Dominique (Route 32) — St-Valérien, via Rang St-Dominique.
Val d'Or — Barraute village.
St-Jacques de Dupuis (Route 45) — Normétal village.
St-Bruno (Route 55) — St-Gédéon — St-Jérôme (Route 55).
St-Cœur-de-Marie (Route 55) — L'Ascension — Ste-Monique (Route 55).
39191-o

St-Victoire (Route 21) — Massueville.
Ste-Madeleine, Village (Route 9) — Marieville, Town (Route 1).
Ste-Madeleine, Village (Route 9) — St-Jean-Baptiste — Rougemont (Route 1).
Iberville (Route 7) — Notre-Dame-de-Stanbridge (Intersection chemin Bedford-Farnham Road).
St-Dominique (Route 32) — St-Valérien, via Range St-Dominique.
Val d'Or — Barraute village.
St-Jacques de Dupuis (Route 45) — Normétal village.
St-Bruno (Route 55) — St-Gédéon — St-Jérôme (Route 55).
St-Cœur-de-Marie (Route 55) — L'Ascension — Ste-Monique (Route 55).
39191-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 100

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 247 du 26 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 361-A du 31 mars 1949, 82-D et 470-C des 18 janvier et 26 avril 1950, 347-B du 3 avril 1952 et 894-B du 2 septembre 1954, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret, avec l'assentiment du Comité paritaire de l'industrie des gants fins;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 novembre 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 247, soit modifié comme suit:

1° La "Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc.", est substituée à la "Fédération Nationale des Gantiers", comme partie contractante de deuxième part.

2° L'article XII est abrogé et remplacé par le suivant:

"XII. *Observance du décret:* L'observance du présent décret sera surveillée et assurée par le Comité paritaire de l'industrie des gants fins qui a donné son consentement à cette fin."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,
39213-o L. DÉSILETS.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 100

Quebec, January 26th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the working glove industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 247 of February 26th, 1948, amended by Orders in Council Nos 361-A of March 31st, 1949, 82-D and 470-C of January 18th and April 26th, 1950, 347-B of April 3rd, 1952 and 894-B of September 2nd, 1954, relating to the working glove industry in the province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree, with the approval of the Parity Committee of the Fine Glove Industry.

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 27th, 1954;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 247, be amended as follows:

1. "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc.", is substituted for "La Fédération Nationale des Gantiers", as contracting party of the second part.

2. Section XII is deleted and replaced by the following:

"XII. *Carrying out of the decree:* The administration of the decree shall be supervised and insured by the Parity Committee of the Fine Glove Industry which assented thereto."

(Document "A" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
39213-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 100

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant fin dans le province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail, par les parties contractantes à la convention collective de travail, rendue obligatoire par le décret numéro 246 du 26 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1039-B et 1720-E des 4 août et 16 décembre 1948, 361-B, 447-D et 976-C des 31 mars, 28 avril et 31 août 1949, 82-B, 470-D, 829-B et 1155-A des 18 janvier, 26 avril, 12 juillet et 19 octobre 1950, 347-C du 3 avril 1952 et 894-A du 2 septembre 1954, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 septembre 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

1° "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc." est substituée à "La Fédération Nationale des Gantiers.", comme partie contractante de deuxième part.

2° Le paragraphe "*g*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*g*) *Congés légaux payés:* Tout employé a droit à cinq (5) jours de congés légaux payés, comme suit: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et le Jour de Noël.

Pour chacun des cinq (5) jours de congés légaux payés, l'employés doit recevoir 4/10 de 1% du salaire gagné pendant l'année précédente.

Les nouveaux employés n'ont droit à ces congés légaux payés que s'ils ont été au service de l'employeur pendant au moins trois (3) mois consécutifs.

Les nouveaux employés doivent recevoir pour chacun de ces congés légaux une rémunération équivalente au salaire moyen d'une journée de travail.

Nonobstant toute disposition à ce contraire, les employés travaillant à domicile, doivent recevoir chaque semaine, un montant égal à 4% de leur salaire, en compensation de leurs vacances et des cinq (5) jours de congés mentionnés dans le présent article."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,
39213-o L. DÉSILETS.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 100

Quebec, January 26th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the fine glove industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 246 of February 26th, 1948, amended by Orders numbers 1039-B and 1720-E of August 4th and December 16th, 1948, 361-B, 447-D and 976-C of March 31st, April 28th and August 31st, 1949, 82-B, 470-D, 829-B and 1155-A of January 18th, April 26th, July 12th and October 19th, 1950, 347-C of April 3rd, 1952 and 894-A of September 2nd, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 11th, 1954;

WHEREAS there has been no objection against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree number 246 be amended as follows:

1. "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc." is substituted for "La Fédération Nationale des Gantiers", as contracting party of the second part.

2. Subsection "*g*" of section V is replaced by the following:

"*g*) *Legal holidays with pay:* All employees are entitled to the following five (5) legal holidays with pay: New Years' Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day.

For each of the five (5) legal holidays with pay, the employee shall receive 4/10 of 1% of the wages earned during the preceding year.

New employees are entitled to such legal holidays with pay only after they have been in the employ of the employer during three (3) consecutive months at least.

New employees shall receive, for each of the five (5) legal holidays with pay, a remuneration equivalent to the average wage for a day's work.

Notwithstading any provision to the contrary, home workers shall receive, every week, an amount equivalent to 4% of their wages as a compensation for their vacation and the five (5) holidays mentioned in the present section."

(Document "B" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
39213-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 100

Québec, le 26 janvier 1955.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Terreobnne et dans l'Ile Jésus.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Terrebonne et dans l'Ile Jésus, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952, amendé par les arrêtés en conseil numéro 805-B du 30 juillet 1952 et 1378-B du 23 décembre 1953, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1954;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 140, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "*a*-1" de l'article IV, les changements suivants sont apportés aux heures de travail dans *les salons de barbiers: a) Dans le comté de Terrebonne:*

Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'alinéa "*i*":

"Toutefois, à Saint-Sauveur des Monts, le travail doit cesser à midi le lundi".

Les alinéas "*ii*" et "*iii*" sont abrogés et remplacés par les suivants:

"*ii.* Dans la municipalité de Sainte-Adèle les heures de travail sont les suivantes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.; les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

"*iii.* Dans la ville de Ste-Thérèse le travail peut se terminer à 9.00 a.m., les jeudi et vendredi."

"*iv.* Dans la municipalité de Shawbridge, le travail peut se terminer à 7.00 p.m., les lundi, mardi et jeudi et à 9.00 p.m., le samedi."

b) Dans le comté de Laval: (Ile Jésus seulement):

Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'avant dernier alinéa:

"De plus, dans la ville de Sainte-Rose, le travail doit cesser à midi le lundi."

Le dernier alinéa est remplacé par le suivant:

"Dans les limites de Saint-Vincent de Paul, le congé hedbomadaire doit se prendre le lundi au lieu du mercredi."

c) Dans le comté de Deux-Montagnes: La phrase suivante est ajoutée à la fin de ce sous-paragraphe:

"Dans la ville de Saint-Eustache et les paroisses de Saint-Eustache et Saint-Eustache-sur-le-Lac, le travail doit se terminer à 7.00 p.m. le samedi."

2° Au paragraphe "*b*" de l'article IV, la phrase suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa "*i*" concernant la ville de Lachute: "Toutefois, les jours

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 100

Quebec, January 26th, 1955.
Present: The Liuetenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes and Terrebonne and in Jesus Island.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties t othe collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes and Terrebonne and in Jesus Island, rendered obligatory by the decree No. 140 of February 27, 1952, and amended by Orders in Council Nos 805-B of July 30, 1952 and 1378-B of December 23, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been plublished in the *Quebec Official Gazette*, issue of November13, 1954;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required under the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 140, be amended as follows:

1. In subsection "*a*-1" of section IV, the following changes are made to the hours of work in *barber shops: a) In the county of Terrebonne:*

The following words are added at the end of paragraph "*i*":

"However, in Saint-Sauveur des Monts, work shall cease at 12.00 (noon) on Monday."

Paragraphs "*ii*" and "*iii*" are deleted and the following substituted therefor:

"*ii.* In the municipality of St. Adele, the hours of work shall be a sfollows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.; Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

"*iii.* In the town of Ste-Therese, work may cease at 9.00 p.m. on Thursday and Friday."

"*iv.* In the municipality of Shawbridge, work may cease at 7.00 p.m. on Monday, Tuesday and Thursday, and at 9.00 p.m. on Saturday."

b) In the county of Laval: (Jesus Island only.)

The following words are added at the end of the second last paragraph:

"Moreover, in the town of Sainte-Rose, work shall cease at 12.00 (noon) on Monday."

The last paragraph is replaced by the following:

"Within the limits of Saint-Vincent de Paul, the weekly holiday must be taken on Monday instead of Wednesday."

c) In the county of Deux-Montagnes: The following words are added at the end of this sub-paragraph.

"In the town of St. Eustache and the parishes of St. Eustache and St-Eustache-sur-le-Lac, work shall cease at 7.00 p.m. on Saturday.

2. In subsection "*b*" of section IV: The following pharse is added at the end of paragraph "*i*", concerning the town of Lachute: "However,

de fêtes chômées mentionnés au paragraphe "*d*" du présent article doivent y être observés."

3° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"*a*) Les compagnons barbiers sou coiffeurs pour hommes doivent recevoir $40.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant $50.00 au cours de la semaine.

b) Les compagnons coiffeurs ou coiffeuses pour dames doivent recevoir $30.00 par semaine."

4° Au paragraphe "*a*" de l'article VII:

Les mots "Ainsi que dans les municipalités de Brownsburg, Saint-Jovite et Sainte-Adèle", sont ajoutés au territoire où s'appliquent les prix minima déterminés au sous-paragraphe 1° pour les services des barbiers.

Les prix minima actuellement en vigueur pour chacun des services ci-après mentionnés sont remplacés par les nouveaux prix indiqués ci-après en regard de chacun, dans le sous-paragraphe numéro 1° seulement:

Coupe de cheveux en brosse ou "Hollywood", pour adultes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi..	$0.90
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.00
Coupe de cheveux en brosse ou "Hollywood" pour enfants de moins de 14 ans	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi..	$0.60
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70

5° Au paragraphe "*b*" de l'article VII:

L'item "Retouche de coupe de cheveux" est remplacé par "Nettoyage du cou", et l'item suivant est ajouté:

"Mise en plis..... $1.00"

6° Le paragraphe "*e*" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"e) *Salaires:* Le salaire minimum des apprentis est le suivant:

	Par semaine
Premier semestre	$ 4.00
Deuxième semestre.....	10.00
Troisième semestre.....	18.00
Quatrième semestre	25.00
Cinquième semestre.....	28.00
Sixième semestre.....	30.00"

(Document "C" annexé à l'arrêté)

Le Greffier du Conseil Exécutif.

39213-o L. DÉSILETS,

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 100

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: le leitenant-gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 44 du 14 janvier 1954, amendé par les arrêtés en conseil numéros 601-E et 773-C des 9 juin et 28 juillet 1954, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec;

the holidays mentioned in subsection "*d*" of the present section must be observed."

3. Subsections "*a*" and "*b*" of section VI are replaced by the following:

"*a*) Men's journeymen barbers or hairdressers shall receive $40.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding $50.00 in the course of the week.

b) The ladies male and female hairdressers shall receive $30.00 per week."

4. In subsection "*a*" of section VII:

The words "as well as in the municipalites of Brownsburg, Saint Jovite and Sainte Adèle" are added to the territory where are applicable the minimum prices fixed in paragraph "1", for barbers services.

The minimum prices now in force for each one of the services hereafter mentioned arereplaced by the following new prices indicated opposite each one of the in paragraph No. 1. only.

Brushcut or Hollywood haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	$0.90
Friday, Saturday and holiday eves..	1.00
Brushcut or Hollywood haircut, children under 14 years:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.60
Friday, Saturday and Holidays eves	0.70

5. In subsection "*b*" of section VII:

The item "Retouching haircut" is replaced by "Neck trimming" and the following item is added:

"Finger wage..... $1.00"

6. Subsection "*e*" of Section VII is replaced by the following:

"*e*) *Wages:* The minimum wages of apprentices shall be as follows:

	per week
First six months	$ 4.00
Second six months	10.00
Third six months	18.00
Fourth six months	25.00
Fifth six months.....	28.00
Sixth six months.....	30.00"

(Document "C" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

39213-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 100

Quebec, January 26, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Document "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Atreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 44 of January 14, 1954, amended by Orders in Council Nos. 601-E and 773-C of June 9 and July 28, 1954, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec;

ATTENDU QUE, ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 décembre 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 44, soit modifié comme suit:

Section "A"

1° Dans la zone IV, les mots "les municipalités de village et de paroisse de Saint-Éleuthère" apparaissant au deuxième alinéa de l'article 35, sont radiés.

2° Dans la zone VI, les mots "Sainte-Hélène" apparaissant à l'article 43, sont radiés.

Section "B"

3° Dans la zone IV, les mots "les municipalités de village et de paroisse de Saint-Éleuthère" apparaissant au deuxième alinéa de l'article 74, sont radiés.

4° Dans la zone VI, les mots "Sainte-Hélène" apparaissant à l'article 82, sont radiés.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

Le Greffier du Conseil Exécutif.

39213-o L. DÉSILETS,

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 24, 1954;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 44, be amended as follows:

Part "A"

1. In zone IV, the words "and St. Éleuthère" mentioned in the second paragraph of section 35 are deleted.

2. In zone VI, the words "Ste. Hélène" mentioned in section 43 are deleted.

Part "B"

3. In zone IV, the words "St. Éleuthère" mentioned in the second paragraph of section 74 are deleted.

4. In zone VI, the words "Ste. Hélène" mentioned in section 82 are deleted.

(Document "D" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

39213-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 101

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la "Montreal Printing Specialties and Paper Products Union, Local 521" a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de devenir partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industreie de la boîte de carton dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G et 1784-A des 4 et 30 mars, 27 mai, 30 juin, 29 septembre, 23 et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950, 120-A du 1er février 1951, 71-A, 412-F et 888-B des 31 janvier, 17 avril et 28 août 1952, 80-B et 101-E des 21 et 29 janvier 1953 et 101-B du 10 février 1954;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 juin 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE cette requête soit acceptée et que le nom de ladite Association soit ajouté dans ledit décret, numéro 1884, comme partie de deuxième part.

(Document "A" annexé à l'arrêté.)

Le Greffier du Conseil Exécutif,

39213-o L. DÉSILETS.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 101

Quebec, January 26th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING the adding of a co-contracting party — decree relating to the paper box industry in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Montreal Printing Specialties and Paper Products Union, Local 521, has submitted to the Minister of Labour a petition to become co-contracting party to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 1884 of November 12th, 1947, amended by Orders in Council Nos. 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G and 1784-A of March 4th and 30th, May 27th, June 30th, September 29th, December 23th and 29th, 1948, 883-C of August 11th, 1949, 108-B of January 25th, 1950, 120-A of February 1st, 1951, 71-A, 412-F and 888-B of January 31th, April 17th and August 28th, 1952, 80-B and 101-E of January 21st and 29th, 1953, and 101-B of Feburary 10th, 1954;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 5th, 1954;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said petition be accepted and that the name of the said union be added, in the decree No. 1884, as party of the second part.

(Document "A" annexed to the Order.)

L. DÉSILETS,

39213-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 101

Québec, le 26 janvier 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 44 du 14 janvier 1954, amendé par les arrêtés en conseil numéros 601-E et 773-C des 9 juin et 28 juillet 1954, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 novembre 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 44, soit modifié comme suit:

Dans la Zone IV (Rivière-du-Loup)

1° A l'article 36:

i. Les heures de travail le lundi, dans la zone IV en général, sont de 8.00 a.m. à midi.

ii. Dans la cité de Rivière-du-Loup, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

2° L'échelle des prix minima des services apparaissant à l'article 38 est remplacée par la suivante:

	Cité de R.-du-Loup	*Autres localités*
"Coupe de cheveux pour adultes:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	$0.60	$0.55
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.70	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	0.45

Dans toutes les municipalités

Coupe de cheveux "en brosse" pour adultes:	
Lundi au vendredi	$0.75
Samedi et veilles de fêtes chômées	1.00
Coupe de cheveux "en brosse" pour enfants:	
Lundi au vendredi	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.75
Coupe de cheveux pour adultes à domicile	1.00
Coupe de la barbe	0.35
Coupe de la barbe à domicile	1.00
Massage	0.60
Massage-lotion	0.35
Shampooing	0.60
Shampooing à sec	0.35
Flambage des cheveux	0.25

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 101

Quebec, January 26th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Document "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 44 of January 14th, 1954, amended by Orders in Council Nos 601-E and 773-C of June 9th, and July 28th, 1954, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 27th, 1954;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 44, be amended as follows:

In Zone IV (Rivière-du-Loup)

1. In section 36:

i. The hours of work on Monday, for zone IV in general are from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

ii. In the city of Rivière-du-Loup, the hours of work are from 8.00 a.m. to 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.

2. The scale of minimum prices of services contained in section 38 is replaced by the following:

	City of R.-du-Loup	*Other localities*
"Haircut for adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	$0.60	$0.55
Saturday and holiday eves	0.70	0.65
Haircut for children under 14 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35	0.35
Saturday and holiday eves	0.50	0.45

In all municipalities

Brushcut for adults:	
Monday to Friday	$0.75
Saturday and holiday eves	1.00
Brushcut for children:	
Monday to Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.75
Haircut for adults at home	1.00
Shaving	0.35
Shaving at home	1.00
Massage	0.60
Lotion-massage	0.35
Shampoo	0.60
Dry shampoo	0.35
Singeing of the hair	0.25

Lotion..... 0.35
Tonique..... 0.35
Aiguisage de rasoir..... 0.35
Aiguisage de ciseaux..... 0.15"

3° Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de l'article 75 (*Salon de coiffure pour dames de Rivière-du-Loup*):

"Toutefois, les heures de travail peuvent se terminer à 9.00 p.m. les trois jours précédant la fête de Noël."

4° A l'article 77:

i. Le prix de $4.00 indiqué, dans la cité de Rivière-du-Loup, pour l'item "Indéfrisable avec ou sans fils" est remplacé par $5.00".

ii. Dans les autres localités de la zone IV, le prix de $3.50 indiqué pour l'item "Indéfrisable avec ou sans fils" est remplacé par "$4.00" — le prix de $3.00 indiqué pour l'item "Indéfrisable chimique pour enfants au-dessous de 12 ans" est remplacé par "$4.00" — l'item "Indéfrisable avec ou sans fils pour enfants au-dessous de 12 ans sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shamppoing et l'ondulation à l'eau $2.50" est radié — et les deux item suivants sont ajoutés:

"Teinture des Cheveux sans ondulations. $3.50
Retouches..... 2.00"

(Document "B" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,
39213-o L. DÉSILETS.

Lotion..... 0.35
Tonic..... 0.35
Razor setting..... 0.35
Scissors setting..... 0.15"

3. The following provisions are added at the end of section 75 (*Ladies Hairdressing Parlors of Rivière-du-Loup*).

"However, the hours of work may end at 9.00 p.m. for the 3 days preceeding Christmas Day".

4. In section 77:

i. The price of $4.00 indicated for the city of Rivière-du-Loup, for item "permanent wave, with or without machine is replaced by "$5.00".

ii. In all other localities of Zone IV, the price of $3.50 indicated for "permanent wave, with or without machine" is replaced by "$4.00" — the price of $3.00 indicated for "Permanent wave, chemical process, for children under 12 years of age" is replaced by "$4.00" — The item "Permanent wave, with or without machine, for children under 12 years of age, including haircut, shampoo and water wave $2.50" is deleted and the two (2) following items will be added:

"Dyeing of the hair without wave..... $3.50
Retouching..... 2.00"

(Document "B" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
39213-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 101

Québec, le 26 janvier 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm a présenté, au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3164, 4839 et 5063 des 16 août, 7 et 21 décembre 1944, 5086 du 7 décembre 1945, 130, 1656 et 4467 des 10 janvier, 10 mai et 31 octobre 1946, 545-A du 27 mars 1947, 69-C et 1720-B des 22 janvier et 16 décembre 1948, 225-D et 470-E des 22 février et 26 avril 1950, 51-F et 829-A des 11 janvier et 1er août 1951, 68-E du 31 janvier 1952, 512-B et 1202-B des 30 avril et 28 octobre 1953, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 novembre 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 101

Quebec, January 26th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and Assomption.

WHEREAS, in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Masters and Employees — Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 3751 of December 17th, 1943, and amended by Orders-in-Council 3164, 4839 and 5063 of August 16th, December 7th and 21st, 1944, 5086 of December 7th, 1945, 130, 1656 and 4467 of January 10th, May 10th and October 31st, 1946, 545-A of March 27th, 1947, 69-C and 1720-B of January 22nd and December 16th, 1948, 225-D and 470-E of February 22nd, and April 26th, 1950, 51-F and 829-A of January 11th and August 1st, 1951, 68-E of January 31st, 1952, 512-B and 1202-B of April 30th and October 28th, 1953, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, Assomption and Berthier;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 27th, 1954;

WHEREAS there has been no objection against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

1° Le dernier alinéa du sous-paragraphe "*b*-1" de l'article IV, est remplacé par le suivant:

"Cependant, dans la cité de Joliette, la ville de l'Assomption et la municipalité de Crabtree, les heures de travail dans les salons de barbier doivent se terminer à 6.30 p.m., les mardi, mercredi et jeudi et à 6.00 p.m., les samedi et veilles de fêtes chômées, excepté les veilles de Noël et du Premier de l'An où les heures sont de 7.00 a.m. à 9.00 p.m."

2° Le paragraphe "*c*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*c*) *Jours chômés:* La Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail sont chômées ainsi que les fêtes civiques décrétées par les autorités municipales d'une localité."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,

39213-o L. DÉSILETS.

THAT the said decree, No. 3751, be amended as follows:

1. The last paragraph of subsection "*b*-1" of section IV is replaced by the following:

"However, in the city of Joliette, the town of l'Assomption and the municipality of Crabtree, the hours of work in barber shops shall end at 6.30 p.m. on Tuesday, Wednesday and Thursday and at 6.00 p.m. on Saturday and holiday eves, excepting Christmas and New Year's eves where the hours of work shall be between 7.00 a.m. and 9.00 p.m."

2. Subsection "*c*" of section IV is replaced by the following:

"*c*) *Holidays:* St. Jean Baptiste Day and Labour Day shall not be worked as also the civic holidays proclaimed by the municipal authorities of a locality."

(Document "C" annexed to the order),

L. DÉSILETS,

39213 Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, province de Quebec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 24,148. Gisèle Roy, ménagère de Ville St-Georges-Est, épouse commune en biens de Ronaldo D'Ostie, demanderesse, vs Ronaldo D'Ostie, de Ville St-Georges-Est, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 janvier 1955.

Saint-Joseph de Beauce, le 29 janvier 1955.

Vraie copie.

Le Procureur de la demanderesse,

39181-o ROBERT VÉZINA.

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 24,148. Gisèle Roy, housekeeper of town of St. George-East, wife common as to property of Ronaldo D'Ostie, plaintiff, vs Ronaldo D'Ostie of the town of St. George-East, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on January 25th, 1955.

St-Joseph de Beauce, January 29th, 1955.

True copy.

ROBERT VÉZINA,

39181 Attorney for the plaintiff.

Assemblée

Avis vous est donné par les présentes que, en vertu de l'article 81 de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, une assemblée des personnes nommées comme directeurs dans les lettres patentes du "Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.", incorporé par lettres patentes en date du 8 mars 1951, est conquée et sera tenue au N° 5796 avenue Deom, en la cité de Montréal, le 27 février 1955, à 8h. du soir, afin de passer des règlements, élire les directeurs et, de façon générale, procéder à l'organisation de la corporation.

Fait à Montréal, en la province de Québec, ce trente et unième jour de janvier 1955.

Les Directeurs Provisoires,

L. AZEF,

39194-o M. BERCOVITZ.

Meeting

Notice is hereby given that under section 81 of Part I of the Quebec Companies' Act, a meeting of the persons named as directors in the letters patent of "Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 8th of March, 1951, is called and is to be held at number 5796, Deom Avenue, in the city of Montreal, on the 27th day of February, 1955, at eight o'clock in the afternoon, for the purpose of passing By-laws, electing Directors, and generally proceeding with the organization of the corporation.

Dated at Montreal, in the province of Quebec, this 31st day of January, 1955.

L. AZEF,

M. BERCOVITZ,

39194-o Provisional Directors.

Avis divers

(Sec. P. 2949-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le vingt-deux janvier 1955, les règlements tels qu'amendés de "La Ligue des Propriétaires de Ville LaSalle", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Miscellaneous Notices

(P. Sec. 2949-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on January twenty-second, 1955, by-laws as amended of "La Ligue des Propriétaires de Ville LaSalle", and such, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le vingt-deux janvier 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39174-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13069-54)

OUELLET & ARCAND INC.

Règlement N° 1

Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre:

"4° Directeurs

a) Nombre. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre directeurs."

Copie certifiée.

Québec, le 13 janvier 1955.

(Ceau) Le Secrétaire,
39175-o CHARLES E. DESLAURIERS.

(P.G. 16663-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le douze janvier 1955, le règlement "A" amendant les règlements généraux de "The Saguenay Yacht Club — Le Club de Yachting du Saguenay", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le treize janvier 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39176-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-neuf janvier 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Drummondville, dans le district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39185-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Sorel Incorporée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-neuf janvier 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, dans le district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39186-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12785-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le quatorze décembre 1954, les règlements de "Beauharnois Curling Club", et ce, conformément aux disposi-

Given at the office of the Provincial Secretary on January twenty-second, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39174 Under Secretary of the Province.

(A.G. 13069-54)

OUELLET & ARCAND INC.

By-law No. 1

Increasing the number of directors from three to four:

"4. Directors

a) Number. The affairs of the company shall be managed by a borad of four directors."

Certified copy.

Quebec, January 13th, 1955.

(Seal) CHARLES E. DESLAURIERS,
39175 Secretary.

(A.G. 16663-53)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on January twelfth 1955, by-law "A" amending the general by-laws of "The Saguenay Yacht Club — Le Club de Yachting du Saguenay", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Cat.

Given at the office of the Provincial Secretary, this January thirteenth 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39176 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January twenty-ninth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, in the judicial district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
39185 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Sorel Incorporée" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January twenty-ninth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, in the judicial district of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
39186 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12785-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney-General, the honourable the Provincial Secretary has approved, on December fourteenth, 1954, the by-laws of the "Beauharnois Curling Club", and such

tions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt décembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39187-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 5620-53)

MARKETTE INC.

Règlement N° 22

"Que le nombre des directeurs de "Markette Inc." soit diminué de quatre à trois; et

Que le Procureur de la compagnie, Mtre S. Greenblatt, soit autorisé à prendre les procédures nécessaires pour valider ledit règlement."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
39188 NORMAN N. MARKS.

(P.G. 3632-52)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 31 janvier 1955, approuvé le règlement N° 5A de "Snowdon Major Fastball League Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 1er jour de février 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39192 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné que la "Chambre de Commerce des Jeunes de St-Lambert Inc.", a changé son nom à la "Chambre de Commerce des Jeunes de St-Lambert et du District Inc.", le tout en vertu du chapitre 304, article 4, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

St-Lambert, le 24 janvier, 1955.

Le Secrétaire,
39193-o JACQUES LONGTIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de 'L'Association de Bien-Être des Employés de Jarry Automobile Limitée (Division de l'Hydraulique)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le premier février 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39211-o JEAN BRUCHÉSI.

pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December twentieth, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
39187 Under Secretary of the Province.

(A.G. 5620-53)

MARKETTE INC.

By-law No. 22

"That the number of Directors of "Markette Inc." be decreased from four to three; and

That the Company's Attorney, Mtre S. Greenblatt, be authorized to make the necessary proceedings to validate the said By-law.".

Certified to be true copy.

NORMAN N. MARKS,
39188-o Secretary.

(A.G. 3632-52)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law No. 5A of "Snowdon Major Fastball League Inc.",was on January 31st, 1955, approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39192-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the "St. Lambert Junior Chamber of Commerce Inc.", has changed its name to the "St. Lambert and District Junior Chamber of Commerce Inc.", the whole in accordance with chapter 304, section 4 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

St. Lambert, January 24th, 1955.

JACQUES LONGTIN,
39193-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association de Bien-Être des Employés de Jarre Automobile Limitée (Division de l'Hydraulique)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February first 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
39211 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Wilshire Management Company", donne, par les présentes, avis qu'elle

Charters — Surrender of

NOTICE

Under the Provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, "Wilshire Management Company", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the

s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

WISHIRE MANAGEMENT COMPANY,
Par: Le Secrétaire,
39210 L. M. PARKER.

Avis est donné que "Charles Shrybman Limited", incorporé sous le Loi des Compagnies de Québec, première partie, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la dite Loi.

Montréal, le 14 janvier, 1955.

CHARLES SHRYBMAN LIMITED,
Par le Secrétaire-trésorier,
39195-o IRVING CHEYFETZ.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Mary-Clare Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 2 février 1955.

Les Procureurs de la requérante,
39209 (Signé) MEYEROVITCH & LEVY.

Province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

WISHIRE MANAGEMENT COMPANY,
Per: L. M. PARKER,
39210-o Secretary.

Notice is hereby given that "Charles Shrybman Limited," incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, January 14th, 1955.

CHARLES SHRYBMAN LIMITED,
Per: IRVING CHEYFETZ,
39195-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Mary-Clare Inc.", will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, February 2nd 1955.

(Signed) MEYEROVITCH & LEVY.
39209-o Attorneys for the Petitioner.

Compagnies dissoutes

(P. G. 12496-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Direct Sales Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12349-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Food Lockers Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du deux février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 11938-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

Companies Dissolved

(A. G. 12496-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Direct Sales Limited", incorporated by letters patent dated October 5th, 1937.

Notice is also given that from and after February first 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 12349-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been plaesed to accept the surrender of the charter of the company "Food Lockers Ltd." incorporated by letters patent dated November 28th, 1945.

Notice is also given that from and after February 2nd, 1955, the said compagny was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 11938-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "General

compagnie "General Investments Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 11240-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hotel Lakeside Inn Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juillet 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10914-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jack Liss & Sons (Canada) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 septembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12275-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie Limitée S. Mongeau — S. Mongeau Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12750-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Melcon Textiles Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 janvier 1953.

Investments Corporation", incorporated by letters patent dated October 8th, 1929.

Notice is also given that from and after February first 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 11240-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hotel Lakeside Inn Inc.", incorporated by letters patent dated July 5th, 1950.

Notice is also given that from and after January thirty-first 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 10914-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jack Liss & Sons (Canada) Ltd.", incorporated by letters patent dated September 4th, 1947.

Notice is also given that from and after February first, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 12275-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Limitée S. Mongeau — S. Mongeau Company Limited", incorporated by letters patent dated 15th, 1938.

Notice is also given that from and after February first, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 12750-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Melcon Textiles Corp.", incorporated by letters patent dated January 31st, 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le premier février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12915-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "P. T. R. Auto Service Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12848-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrété par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rickert & Roberts Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le premier février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

(P. G. 11717-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Thistle Land Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1916.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le premier février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39172-o C. E. CANTIN.

Notice is also given that from and after January thirty-first, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this February first, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 12915-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "P. T. R. Auto Service Limited", incorporated by letters patent dated May 5th, 1937.

Notice is also given that from and after February first, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 12848-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rickert & Roberts Limited", incorporated by letters patent dated November 26th, 1929.

Notice is also given that from and after January thirty-first 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

(A. G. 11717-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company" "Thistle Land Company, Limited", incorporated by letters patent dated July 3rd, 1916.

Notice is also given that from and after January thirty-first, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39172 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated), s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal, aux fins de ratifier un projet d'acte de vente à intervenir entre la cité de Montréal et Le Palais du Commerce Incorporé, tel qu'autorisé par

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law amending the proposed law to be presented by the city of Montreal, to ratify an agreement of sale to intervene between the city of Montreal and Le Palais du Commerce Incorporé, as duly authorized by a re-

une résolution du Comité Exécutif de la cité de Montréal en date du 28 mai 1954 et confirmé par le Conseil Municipal de ladite cité, en date du 2 juin 1954; le tout, pertinent à un terrain situé entre les rues Ontario et Démontigny, la ruelle Savoie et la rue Berri.

Montréal, le 17 janvier 1955.

Les Procureurs de Le Palais du Commerce Incorporé,

39090-3-4-o LACROIX, VIAUX & POUPART.

solution of the Executive Committee of the city of Montreal dated the 28th day of May 1954 and ratified by the Municipal Council of said city on the 2nd day of June 1954, in relation to a lot situated between Ontario and Démontigny Streets, Savoie Lane and Berri Street.

Montreal, January 17th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART, Attorneys for Le Palais,

39090-3-4-o du Commerce Incorporé.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de l'École polytechnique, corps politique légalement constitué ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de refondre sa charte, la loi 57 Victoria, chapitre 23 et amendements, et particulièrement de modifier sa composition et ses pouvoirs.

Montréal, le 11 janvier 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

39057-2-4-o GASTON POULIOT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Corporation de l'École polytechnique", a body politic duly incorporated and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an act to revise its charter, 57 Victoria, chapter 23 and amendments, and in particular to modify its composition and powers.

Montreal, January 11th 1955.

GASTON POULIOT,

39057-2-4-o Attorney for the petitioner.

Département de l'Instruction Publique

N° 29-55.

Québec, le 21 janvier 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Beauvoir, comté de Vaudreuil-Soulanges, les lots 73 à 111 inclusivement et 174 à 210 inclusivement du cadastre officiel de Ste-Marthe, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marthe, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

39143-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 468-54.

Québec, le 24 janvier 1955.

Avis est, par la présente, donné que je me propose d'annexer à la municipalité scolaire d'Authier, dans le comté d'Abitibi-ouest, les lots 6 à 62 du rang I; 6 à 30 du rang II et III et 8 à 26 des rangs IV et V, tous du canton Languedoc, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Languedoc, dans le même comté.

2° d'annexer à la municipalité scolaire de Privat, même comté, les lots 27 à 31 inclusivement des rangs IX et X et 21 à 31 inclusivement du rang VIII, tous du canton Privat, qui seront détachés également, de la municipalité scolaire de Languedoc.

En procédant à cette annexion, la municipalité de Languedoc, comté d'Abitibi-ouest, cessera d'exister.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

39155-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 54-54.

Québec, le 24 janvier 1955.

Damande est faite:

1° D'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke", le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lennoxville, administré par une corporation de syndics d'écoles, et qui comprend les lots 9 à 15 inclusivement du rang V et 10 à 15 inclusivement du rang VI du canton d'Ascot; de plus cette future municipalité scolaire com-

Department of Education

No. 29-55.

Quebec, January 21, 1955.

Application is made to detach from the School municipality of Beauvoir, county of Vaudreuil-Soulanges, lots 73 to 111 inclusive and 174 to 210 inclusive of the official cadastre of Ste. Marthe, in order that they be annexed to the School municipality of St. Marthe, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

39143-4-2 Superintendent of Education.

No. 468-54.

Quebec, January 24th, 1955.

Notice is hereby given that I intend annexing to the School municipality of Authier, in the county of Abitibi-west, lots 6 to 62, range I: 6 to 30, ranges II and III, and 8 to 26, ranges IV and V, all of the township of Languedoc, which lots shall be detached from the School municipality of Languedoc, same county;

2. annex to the School municipality of Privat, same county, lots 27 to 31 inclusive of ranges IX and X and 21 to 31 inclusive of range VIII, all of the township of Privat, which lots shall be equally detached from the School municipality of Languedoc.

After said annexation, the municipality of Languedoc, county of Abitibi-west, shall cease to exist.

O. J. DÉSAULNIERS,

39155-4-2 Superintendent of Education.

No. 54-54.

Quebec, January 24th, 1955.

Application is made:

1. To erect into a separate school municipality for Catholic ratepayers only under the name of "The Catholic School municipality of Lennoxville, in the county of Sherbrooke", the present territory of the school municipality of Lennoxville, administered by a corporation of school trustees and which is comprised of lots 9 to 15 inclusively of range V and 10 to 15 inclusively of range VI of the township of Ascot; moreover, this future school municipality will

prendra les lots 11 à 18 inclusivement du rang II; 3-d, 3-e, 4-b, 4-c et 5 à 18 inclusivement du rang III; 1 à 17 inclusivement du rang IV; 1 à 8 et 16 et 17 du rang V; 1 à 9 inclusivement du rang VI; tous du cadastre officiel d'Ascot, qui sont détachés de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le même comté.

2° De détacher de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots 8 à 15 inclusivement du rang I; 1 à 10 inclusivement du rang II et I à la rivière dans le rang III, tous du cadastre officiel du canton d'Ascot, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Paix, dans le comté de Compton.

3° De détacher de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots 16 à 21 inclusivement du rang I; 18 à 21 inclusivement du rang II et le lot 18 dans le rang III, tous du cadastre officiel du canton d'Ascot, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire d'Ascot-Corner, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39156-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 548-53.

Québec, le 31 janvier 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Vincent-d'Adamsville, dans le comté de Brôme, le lot N° 77 du cadastre officiel de la partie est du canton de Farnham, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Missisquoi.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39206-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 678-54.

Québec, le 31 janvier 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, dans le comté de Papineau, les lots 16 à 22 inclusivement du rang II du canton de Templeton, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jean-Vianney, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39207-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1225-54.

Québec, le 1er février 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 janvier 1955, d'annexer au territoire actuel de la municipalité scolaire de Rapide-Danseur, comté d'Abitibi-Ouest, tous les lots du rang VI du canton Hébécourt, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39208-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 695-54.

Québec, le 1er février 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel N° 71, en date du 19 janvier 1955, de modifier l'item 2 de l'ordre en conseil N° 1031, en date du 6 octobre 1954, concernant la municipalité scolaire catholique de St-Michel-de-Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, de manière à ajouter au territoire de cette future municipalité scolaire, tous les lots du rang VI du

be comprised of lots 11 to 18 inclusively of range II; 3-d, 3-e, 4-b, 4-c and 5 to 18 inclusively of range III; 1 to 17 inclusively of range IV; 1 to 8 and 16 and 17 of range V; 1 to 9 inclusively of range VI, all of the official cadastre of the township of Ascot, which are detached from the school municipality of Ascot, in the same county.

2. To detach from the school municipality of Ascot in the county of Sherbrooke, lots 8 to 15 inclusively of range I; 1 to 10 inclusively of range II and I to the river in range III, all of the official cadastre of the township of Ascot, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Notre-Dame-de-la-Paix, in the county of Compton.

3. To detach from the school municipality of Ascot in the county of Sherbrooke, lots 16 to 21 inclusively of range I; 18 to 21 inclusively of range II and lot 18 in range III, all of the official cadastre of the township of Ascot, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Ascot-Corner, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
39156-4-2 Superintendent of Education.

No. 548-53.

Quebec, January 31st, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of St-Vincent d'Adamsville, in the county of Brôme, lot No. 77 of the official cadastre of the eastern part of the township of Farnham, to annex it to the school municipality of Ste-Marie-Médiatrice, in the county of Missisquoi.

O. J. DÉSAULNIERS,
39206-5-2 Superintendent of Education.

No. 678-54.

Quebec, January 31st, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Templeton-West, in the county of Papineau, lots 16 to 22 inclusively of range II of the township of Templeton, to annex them to the school municipality of St-Jean-Vianney, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
39207-5-2 Superintendent of Education.

No. 1225-54.

Quebec, February 1st., 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated January 19th, 1955, to annex to the actual territory of the School Municipality of Rapide-Danseur, county of Abitibi-West, all lots in range VI of the township of Hébécourt, a territory not as yet organized for school purposes.

O. J. DÉSAULNIERS,
39208 Superintendent of Education.

No. 695-54.

Quebec, February 1st., 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council No. 71, dated January 19th, 1955, to modify item 2 of Order in Council No. 1031, dated October 6th, 1954, concerning the Catholic School Municipality of St. Michel-de-Wentworth, in the county of Argenteuil, in order to add to the territory of this proposed school municipality, all

canton Wentworth afin qu'il comprenne les 6 premiers rangs, au complet, dudit canton.

Il est à remarquer que par suite de l'érection de cette municipalité scolaire, pour les contribuables catholiques seulement, la corporation dissidente de Wentworth disparaît au 1er juillet prochain.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39208-o O. J. DÉSAULNIERS.

lots in range VI of the township of Wentworth so that said territory will be comprised of the entire 6 first ranges of said township.

It may be noted that following the erection of the said school municipality, for Catholic ratepayers only, the dissenting Corporation of Wentworth shall cease to exist on the first day of July next.

O. J. DÉSAULNIERS,
39208 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (ville de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 381-204 à 381-214 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39173-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse (maintenant ville) de Ste-Foy division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 133-14, 133-15; le lot 134-27; une partie du lot 134-20 et les lots 134-23, 134-24, 134-25; les lots 134-29, 134-30, une partie du lot 134-31; le lot 134-20-2; une partie des lots 133 et 134 sont annulés et le lot 398 est ajouté, en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 7 janvier 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39173-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foye (town of Ste. Foy) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 381-204 to 381-214 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January 17th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
39173-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish (now town) of Ste. Foy registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 133-14, 133-15; lot 134-27; part of lot 134-20, lots 134-23, 134-24, 134-25; lots 134-29, 134-30, part of lot 134-31; lot 134-20-2, part of lots 133 and 134 are cancelled and lot 398 is added in virtue of article 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 7th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
39173-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 101 du 26 janvier 1955 (section "D") le réglement spécial dont le texte suit, adopté par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, a été approuvé et déclaré obligatoire:

"*Tenue du registre:* Conformément aux dispositions du paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective, le Comité conjoint rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels régis par le décret No. 1236 du 15 décembre 1954, la tenue d'un registre mentionnant les noms, prénoms et adresses de tous les salariés à leur emploi, leur qualification, l'heure exacte à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés, avec mention

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 101 of January 26th, 1955 (Part "D") the following special by-law, adopted by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, has been approved and rendered obligatory:

"*Keeping of register:* In accordance with paragraph "*g*" of article 20 of the Collective Agreement Act, the Joint Committee renders obligatory for all professional employers regulated by decree No. 1236 of December 15th. 1954, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in their employ, his competency, the exact hour at which the work began, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wages paid, with mention of the method and time of payment, and

du mode et de la période de la paye, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à la mise à exécution du décret."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 février 1955. 39213-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'alimentation en détail de Sherbrooke et région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 137 du 2 février 1955 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 février 1955. 39213-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 329, du 20 février 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 100 du 26 janvier 1955, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention, collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 janvier 1955 au 31 janvier 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par les décrets numéros 329 et 862 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les artisans régis par les décrets numéros 329 et 862 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par les décrets numéros 329 et 862 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et boni.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

all information deemed useful in the application of the decree."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 5th, 1955. 39213-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, formed under decree No. 20 of January 5, 1955, and whose corporate seat is in the city of Sherbrooke, have been approved by Order in Council No. 137 of February 2nd, 1955 (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
February 5th, 1955. 39213-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of St. John, formed under decree No. 329 of February 20th, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 100 of January 26th, 1955, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 31st, 1955 to January 31st, 1956; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decrees Nos. 329 and 862 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The artisans subject to decrees Nos. 329 and 862 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages set for the journeymen of their trade.

c) The employees governed by decrees Nos. 329 and 862 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and bonus.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of the assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, from the wages of every one of his employees, the sums payable to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

Le rapport doit être signé par l'employeur professionnel ou par une personne par lui autorisé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction de St-Jean pour la période comprise entre le 31 janvier 1955 et le 31 janvier 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE ST-JEAN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 janvier 1955 et le 31 janvier 1956.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 8,200.00
Salariés	8,200.00
Artisans	150.00
Cotisations re: Fer structural:	
Employeurs professionnels	200.00
Salariés	200.00
Certificats de qualification	100.00
Dommages et intérêts liquidés	150.00
	$17,200.00
Déboursés:	
Salaire de l'inspecteur	4,160.00
Salaire du secrétariat	3,280.00
Téléphone	160.00
Loyer	720.00
Papeterie	600.00
Frais légaux et judiciaires	800.00
Vérification	80.00
Frais de déplacement	3,000.00
Examinateurs	500.00
Jetons de présence	700.00
Déplacement des membres	700.00
Divers	500.00
Comité de l'Apprentissage	2,000.00
	$17,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 février 1955. 39213-o

The report shall be signed by the professional employer or a person authorized by him before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

This report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of St. John for the period comprised between January 31st, 1955, and January 31st, 1956.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF ST. JOHN

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 31st, 1955 and January 31st, 1956.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	$ 8,200.00
Employees	8,200.00
Artisans	150.00
Assessments re: structural iron:	
Professional employers	200.00
Employees	200.00
Certificates of competency	100.00
Liquidated damages	150.00
	$17,200.00
Disbursements:	
Salary of inspector	$ 4,160.00
Secretary's office	3,280.00
Telephone	160.00
Rent	720.00
Stationery	600.00
Legal and judicial fees	800.00
Auditor	80.00
Travelling expenses	3,000.00
Examiners	500.00
Meeting expenses	700.00
Members' transportation expenses	700.00
Miscellaneous	500.00
Apprenticeship Committee	2,000.00
	$17,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, February 5th, 1955. 39213-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162 du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'Arrêté en Conseil numéro 101 du 26 janvier 1955, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August, 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 101 of January 26, 1955, part "E" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said

audit décret, suivant la méthode et le taux d'après mentionnés;

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1955 au 31 janvier 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retourné au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal pour la période comprise entre le 1er février 1955 et le 31 janvier 1956.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE MONTRÉAL

Estimé budgétaire pour la période comprise entre le 1er février 1955 et le 31 janvier 1956.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 8,100.00
Salariés	8,100.00
Artisans	5,250.00
Examens	450.00

decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1, 1955 to January 31, 1956; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162 and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the average wage of $25.00 per week.

c) The employees governed by decree No. 2162 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the reports completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together wih the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between February 1, 1955, and January 31, 1956.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimated budget for the period between February 1, 1955 and January 31, 1956.

Receipts:

Assessments: (½ of 1%):	
Professionale mployers	$ 8,100.00
Employees	8,100.00
Artisans	5,250.00
Examinations	450.00

Pénalités	100.00	Penalties	100.00
	$22,000.00		$22,000.00
Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaires	$ 8,250.00	Salaries	$8,250.00
Frais d'autos et de déplacements pour exécution du décret	4,750.00	Car and travelling expenses re: Committee's work	4,750.00
Frais de déplacements pour assemblées régulières et spéciales	2,250.00	Members' transportation expenses to attend Committee's meetings	2,250.00
Loyer et éclairage	1,210.00	Rent and lighting	1,210.00
Taxes et assurances	185.00	Taxes and insurance	185.00
Frais de poste et de banque	400.00	Postage and bank charges	400.00
Vérification et rapports trimestriels	240.00	Audition and quarterly reports	240.00
Papeterie et impression	625.00	Stationery and printing	625.00
Entretien du bureau et mobilier	702.00	Office upkeep	702.00
Frais d'examens	1,200.00	Examination expenses	1,200.00
Frais d'enquêtes	950.00	Investigations	950.00
Frais judiciaires et extra judiciaires	500.00	Judicial and extra-judicial fees	500.00
Commission d'apprentissage	500.00	Apprenticeship Commission	500.00
Publicité et imprévus	238.00	Publicity, unforeseen expenses	238.00
	$22,000.00		$22,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 février 1955. 39213-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 5, 1955. 39213-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité paritaire de l'Alimentation en Détail de Sherbrooke et Région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 137-B du 2 février 1955, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1955 au 30 juin 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le comité à $30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, herety gives notive, pursuant to the provisions of the Colective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendment), as amended, that the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity, formed under decree number 20 of January 5, 1955, has been authorized by a by-laws approved by Order in Council number 137-B of February 2nd, 1955, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1st, 1955 to June 30th, 1955; such levy shall be applied as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage rate fixed at $30.00 per week by the Committee.

c) All employees governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be mentioned.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et Région, pour la période comprise entre le 1er février 1955 et le 30 juin 1955.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30 and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, for the period comprised between February 1st, 1955 and June 30th, 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er février 1955 et le 30 juin 1955.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 1,100.00
Artisans	400.00
Salariés	1,100.00
Recettes diverses	200.00
	$ 2,800.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	800.00
Frais de déplacement:	
Inspection	400.00
Administration	200.00
Loyer du bureau	300.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	100.00
Ameublement et accessoires de bureau	200.00
Vérification des livres	30.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais de déplacement du président et des membres	50.00
Jetons de présence aux membres du comité	100.00
Taxes d'affaires et autres	25.00
Publicité	190.00
Dépenses diverses et imprévues	300.00
	$ 2,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 5 février 1955. 39213-o

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL FOOD TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between February 1st, 1955 and June 30th, 1955.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 1,100.00
Artisans	400.00
Employees	1,100.00
Miscellaneous	200.00
	$ 2,800.00
Disbursements:	
Wages:	
Secretary	800.00
Travelling Expenses:	
Inspection	400.00
Administration	200.00
Office Rent	300.00
Legal Fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and télégrams	100.00
Furniture and Fixtures	200.00
Auditing	30.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Travelling expenses of president and members	50.00
Committee members attendance fees	100.00
Business and other taxes	25.00
Publicity	190.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	300.00
	$ 2,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 5, 1955. 39213-o

Lettres patentes

Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14, George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1955, constituant en corporation "Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Sherbrooke.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le premier février 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39196-o JEAN BRUCHÉSI.

Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1955, constituant en corporation "Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Sherbrooke.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le premier février 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39197-o JEAN BRUCHÉSI.

Les Religieuses Servites de Marie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1955, constituant en corporation "Les Religieuses Servites de Marie".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village d'Ayer's Cliff.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le premier février 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39198-o JEAN BRUCHÉSI.

Letters Patent

Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur

Notice is hereby given that under provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14, George VI, chapter 76), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent dated January twenty-second, 1955, incorporating: "Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the city of Sherbrooke.

Given at the office of the Provincial Secretary of the Province, on February first, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39196 Under Secretary of the Province.

Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens

Notice is hereby given that under provisions of Section 20, of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent dated January twenty-second, 1955, incorporating: "Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the City of Sherbrooke.

Given at the office of the Provincial Secretary on February first, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39197 Under Secretary of the Province.

Les Religieuses Servites de Marie

Notice is hereby given that under provisions of section 20, of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent dated January twenty-second, 1955, incorporating: "Les Religieuses Servites de Marie".

The head office of the corporation above mentioned is situate in the village of Ayer's Cliff.

Given at the office of the Provincial Secretary on February first, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39198 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
Assurances

LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC

AVIS

Les soussignés, par les présentes, donnent avis qu'ils ont l'intention de s'adresser au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour demander de les constituer en corporation de compagnie d'assurance aux fins de transiger, sujet et conformément aux dispositions de la Loi des Assurances, de Québec, les groupes suivants d'assurance ou de réassurance: contre les accidents, d'automobiles, d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre le feu, contre le faux, de garantie, contre

Department of Finance
Insurance

QUEBEC INSURANCE ACT

NOTICE

The undersigned hereby give notice that they intend to apply to the Lieutenant-Governor in Council to constitute them as an insurance company for the purpose of transacting the following classes of insurance and reinsurance, subject to and in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act: accident, automobile, aviation, larceny, housebreaking or burglary, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial inland marine, inland transportation, livestock, ocean marine, plate

la grêle, industrielle, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail, maritime océanique, contre bris de glace (plate glass), contre la maladie, contre les défectuosités dans les arrosoirs automatiques (sprinkler leakage), sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, contre l'intempérie, ou tout autre groupe d'assurance ou de réassurance excepté l'assurance sur la vie, avec principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, au capital-actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions de cent dollars ($100.00) chacune, le tout en conformité de la Loi des Assurances de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 299). Le nom de la compagnie sera: Belair Insurance Company.

Québec, le 15 janvier 1955.

PAUL MERIOT,
ÉMILE EDGAR LANTHIER,
ABE ANDERSON,
JEAN-MARIE GOULET,
SAMUEL KANTOR,
ARSENE AMBROISE PIGEON.
WILLIAM HOWARD WERT.

39145-4-4-o

glass, sickness, sprinkler leakage, steam boiler, tornado, weather, and all other classes of insurance and reinsurance excepting life insurance, with head office in the city of Montreal, and a capital stock of five hundred thousand dollars, ($500,000.00 divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each, the whole in conformity with the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, chapter 299). The name of the company will be: Belair Insurance company.

Quebec January 15th, 1955.

PAUL MERIOT,
ÉMILE EDGAR LANTHIER,
ABE ANDERSON,
JEAN-MARIE GOULET,
SAMUEL KANTOR,
ARSENE AMBROISE PIGEON.
WILLIAM HOWARD WERT.

39145-4-4-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 3 novembre 1954.

Dr G.-E. Guérette, médecin à Amqui: coroner conjoint pour le district de Rimouski, avec juridiction seulement sur le district électoral de Matapédia, à compter du 15 novembre 1954.

39172-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, November 3rd, 1954.

Dr. G.-E. Guérette, physician at Amqui: Joint Coroner for the district of Rimouski, with jurisdiction over the electoral distrcit of Matapedia only, as from November 15th, 1954.

39172

Sièges sociaux

(P. G. 8504-42)

BÉCHARD FRÈRES, LTÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de Béchard Frères, Ltée, tenue le 4 novembre 1954, concernant le transfèrement du siège social de la compagnie de Montmagny à Montréal:

"Sur motion dûment proposée et secondée, il a été unanimement résolu que le bureau-chef de la compagnie soit transporté immédiatement à Montréal, au numéro 1950 est de la rue Ontario".

Extrait certifié conforme,
Montmagny, le 18 novembre 1954.
(Sceau) Le Secrétaire,
39178-o ANDRÉ BÉCHARD.

L. THIBAULT & FILS LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "L. Thibault & Fils Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et un décembre mil neuf cent cinquante-quatre, a établi son siège social au No 94 de la rue St-Pierre, dans la ville de Matane.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Head Offices

(A. G. 8504-42)

BÉCHARD FRÈRES, LTÉE

Extract of the minutes of a meeting of the directors of Béchard Frères, Ltée, held on November 4th, 1954, concerning the transferring of the head office of the company from Montmagny to Montreal:

"Upon motion duly proposed and seconded, it was unanimously resolved that the head office of the company be transferred immediately to Montreal, at number 1950 Ontario Street, East."

Certified true Extract,
Montmagny, November 18th, 1954.
(Seal) ANDRÉ BÉCHARD,
39178 Secretary.

L. THIBAULT & FILS LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "L. Thibault & Fils Limitée", constituted as a corporation by letters patent dated the twenty-first day of December, one thousand nine hundred and fifty-four, has established its head office at No. 94 St. Peter Street, in the Town of Matane.

As from the date of this notice, the said office will be considered by the Company as being its principal place of business.

Donné à Matane, ce dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinquante-cinq.

(Sceau)

L. THIBAULT & FILS LIMITÉE
Par le Secrétaire,
39179-o JEAN THIBAULT.

Given at Matane, this nineteenth day of January, one thousand nine hundred and fifty-five.

(Seal)

L. THIBAULT & FILS LIMITÉE
Per: JEAN THIBAULT,
39179 Secretary.

QUINCAILLERIE PILON HARDWARE LTD

Avis de la situation du bureau principal de la Compagnie

Avis est donné que la compagnie "Quincaillerie Pilon Hardware Ltd", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 31 mai 1954, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au no 9481 rue Lajeunesse, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19ième jour de janvier 1955.

(Sceau) Le Président,
39180-o GUSTAVE CHARLAND.

QUINCAILLERIE PILON HARDWARE LTD

Notice of the situation of the head office of the Company

Notice is hereby given that the "Quincaillerie Pilon Hardware Ltd", company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the thirty-first day of May 1954, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 9481 Lajeunesse St., Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this nineteenth day of January 1955.

(Seal) GUSTAVE CHARLAND,
39180-o President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE SAINT-HYACINTHE
(Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jacques Lafontaine, N.P., secrétaire-trésorier, 1677 rue Girouard, St-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 février 1955, pour l'achat de $120,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er février 1955 et remboursables par séries du 1er février 1956 au 1er février 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 décembre 1954 — construction d'une école élementaire de six classes et d'une autre école de deux classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $120,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1956	x $16,500.00
1er février 1957	x 17,000.00
1er février 1958	x 18,000.00
1er février 1959	x 19,000.00
1er février 1960	2,000.00
1er février 1961	2,500.00
1er février 1962	2,500.00
1er février 1963	2,500.00
1er février 1964	2,500.00
1er février 1965	2,500.00
1er février 1966	3,000.00

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST-HYACINTHE
(County of St-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Lafontaine, N.P., Secretary-Treasurer, 1677 Girouard St., St-Hyacinthe, until 8 o'clock p.m. Tuesday, February 22, 1955, for the purchase of an issue of $120,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality the city of St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, dated Feb. 1st, 1955 and redeemable serially from Feb. 1st, 1956 to Feb. 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 13th, 1954 — erection of an alementary school of six classrooms and of another school of two classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $120,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
February 1st, 1956	x $16,500.00
February 1st, 1957	x 17,000.00
February 1st, 1958	x 18,000.00
February 1st, 1959	x 19,000.00
February 1st, 1960	2,000.00
February 1st, 1961	2,500.00
February 1st, 1962	2,500.00
February 1st, 1963	2,500.00
February 1st, 1964	2,500.00
February 1st, 1965	2,500.00
February 1st, 1966	3,000.00

1er février 1967	3,000.00
1er février 1968	3,000.00
1er février 1969	3,500.00
1er février 1970	3,500.00
1er février 1971	3,500.00
1er février 1972	3,500.00
1er février 1973	4,000.00
1er février 1974	4,000.00
1er février 1975	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $69,595.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont le premier de $17,398.89, et les trois autres de $17,398.87, chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto ou à St-Hyacinthe.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 février 1955, à 8 heures p.m., en la salle de comités de l'Hôtel de Ville, rue Girouard, St-Hyacinthe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, ce 29 janvier 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES LAFONTAINE, N.P.,
1677 rue Girouard,
St-Hyacinthe, P. Q. 39183-o

February 1st, 1967	3,000.00
February 1st, 1968	3,000.00
February 1st, 1969	3,500.00
February 1st, 1970	3,500.00
February 1st, 1971	3,500.00
February 1st, 1972	3,500.00
February 1st, 1973	4,000.00
February 1st, 1974	4,000.00
February 1st, 1975	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $69,595.50 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments, the first being of $17,398.89 and the three others being of $17,398.87 each from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Toronto or at St-Hyacinthe.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order or maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, Feb. 22, 1955, at 8 o'clock p.m., in the Committee Hall of the Town Hall, Girouard St., St-Hyacinthe.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hyacinthe, January 29th, 1955.

JACQUES LAFONTAINE, N.P.,
Secretary-Treasurer.
1677 Girouard St.,
St-Hyacinthe, P.Q. 39183

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-SUD
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Yvon Saurette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1195 rue Victoria, Montréal-Sud, comté de Chambly, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 21 février 1955, pour l'achat de $52,500.00 d'obligations de la ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, datées du 1er mars 1955 et remboursables par séries du 1er mars 1956 au 1er mars 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 149, 150, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173 et 174 — construction de trottoirs, etc.

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-SOUTH
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Yvon Saurette, Secretary-Treasurer, Town Hall, 1195 Victoria St., Montreal-South, county of Chambly, until 8.30 o'clock p.m., Monday, February 21st, 1955, for the purchase of an issue of $52,500.00 of bonds of the town of Montreal-South, county of Chambly, dated March 1st, 1955 and redeemable serially from March 1st, 1956 to March 1st, 1965 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos. 149, 150, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173 and 174 — erection of sidewalks, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $52,500.00 — 10 ans.

Année	*Capital*
1er mars 1956	$4,000.00
1er mars 1957	4,500.00
1er mars 1958	4,500.00
1er mars 1959	5,000.00
1er mars 1960	5,000.00
1er mars 1961	5,500.00
1er mars 1962	5,500.00
1er mars 1963	6,000.00
1er mars 1964	6,000.00
1er mars 1965	6,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Sud, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Montréal-Sud, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 février 1955, à 8.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 1195 rue Victoria, Montréal-Sud, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Sud, (Comté de Chambly), ce 31 janvier 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON SAURETTE.

1195, rue Victoria, Montréal-Sud,
(Comté de Chambly), P.Q. 39189-o

For purposes of adjudication only, interest shall be caculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $52,500.00 — 10 years.

Year	*Capital*
March 1st, 1956	$4,000.00
March 1st, 1957	4,500.00
March 1st, 1958	4,500.00
March 1st, 1959	5,000.00
March 1st, 1960	5,000.00
March 1st, 1961	5,500.00
March 1st, 1962	5,500.00
March 1st, 1963	6,000.00
March 1st, 1964	6,000.00
March 1st, 1965	6,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal-South, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Montreal-South, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 21st, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 1195, Victoria St., Montreal-South, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-South, (County of Chambly), January 31st, 1955.

YVON SAURETTE,
Secretary-Treasurer.

1195 Victoria, St., Montreal-South,
(County of Chambly), P.Q. 39189

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE POINTE-AUX-TREMBLES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Lamarche, secrétaire-trésorier, 12,450 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, Montréal 5, jusqu'à 11 heures a.m., lundi, le 21 février 1955, pour l'achat de $740,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, datées du 1er février 1955 et remboursables par séries du 1er février 1956 au 1er février 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni superieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 décembre 1954 — construction d'une école de vingt-quatre classes dans la paroisse St-Enfant-Jésus.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF POINTE-AUX-TREMBLES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Lamarche, Secretary-Treasurer, 12,450 Notre-Dame St., East, Pointe-aux-Trembles, Montreal, 5, until 11 o'clock a.m., Monday, February 21st, 1955, for the purchase of an issue of $740,000.00 of bonds of the Scholl commissioners for the municipality of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, dated February 1st, 1955 and redeemable serially from February 1st, 1956 to February 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated December 13th, 1954— erection of a school of twenty-four classrooms in the parish of St-Enfant-Jésus.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $740,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1956	x$29,500.00
1er février 1957	x 31,000.00
1er février 1958	x 32,000.00
1er février 1959	x 33,500.00
1er février 1960	x 35,000.00
1er février 1961	x 36,500.00
1er février 1962	x 38,500.00
1er février 1963	x 40,000.00
1er février 1964	x 42,000.00
1er février 1965	x 43,500.00
1er février 1966	x 45,500.00
1er février 1967	x 47,500.00
1er février 1968	x 50,000.00
1er février 1969	x 52,000.00
1er février 1970	x 54,500.00
1er février 1971	23,500.00
1er février 1972	24,500.00
1er février 1973	26,000.00
1er février 1974	27,000.00
1er février 1975	28,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $498,386.98, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quinze versements dont le premier de $33,225.92 et les quatorze autres de $33,225.79 chacun, de 1956 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 février 1955, à 11 heures a.m., en l'Hôtel de Ville de Pointe-aux-Trembles.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Laval), ce 29 janvier 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAMARCHE.

12,450 est, rue Notre-Dame,
Pointe-aux-Trembles,
Montréal 5, P.Q. 39190-o

For the purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $740,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
February 1st, 1956	x$29,500.00
February 1st, 1957	x 31,000.00
February 1st, 1958	x 32,000.00
February 1st, 1959	x 33,500.00
February 1st, 1960	x 35,000.00
February 1st, 1961	x 36,500.00
February 1st, 1962	x 38,500.00
February 1st, 1963	x 40,000.00
February 1st, 1964	x 42,000.00
February 1st, 1965	x 43,500.00
February 1st, 1966	x 45,500.00
February 1st, 1967	x 47,500.00
February 1st, 1968	x 50,000.00
February 1st, 1969	x 52,000.00
February 1st, 1970	x 54,500.00
February 1st, 1971	23,500.00
February 1st, 1972	24,500.00
February 1st, 1973	26,000.00
February 1st, 1974	27,000.00
February 1st, 1975	28,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payment of a total amount of $498,386.98, granted by the Provincial Secretary and payable in fifteen instalments, the first of which is $33,225.92, and the fourteen others of $33,225.79 each, from 1956 to 1970 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, February 21st, 1955, et 11 o'clock a.m., at the Town Hall of Pointe-aux-Trembles.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (county of Laval), January 29th, 1955.

LUCIEN LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

12,450 Notre-Dame-East,
Pointe-aux-Trembles,
Montreal, 5, P.Q. 39190

Province de Québec

PAROISSE DE ST-LOUIS DU HA! HA!
(Comté de Témiscouata)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Province of Quebec

PARISH OF ST-LOUIS DU HA! HA!
(County of Temiscouata)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be re-

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alex. Paradis, secrétaire-trésorier, St-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 21 février 1955, pour l'achat de $39,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata, datées du 1er mars 1955 et remboursables par séries du 1er mars 1956 au 1er mars 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 52 — organisation d'un service de protection contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $39,000.00 — 15 ans

Année		*Capital*
1er mars 1956	x	$4,500.00
1er mars 1957	x	5,000.00
1er mars 1958	x	5,000.00
1er mars 1959	x	5,500.00
1er mars 1960		1,500.00
1er mars 1961		1,500.00
1er mars 1962		1,500.00
1er mars 1963		1,500.00
1er mars 1964		1,500.00
1er mars 1965		1,500.00
1er mars 1966		2,000.00
1er mars 1967		2,000.00
1er mars 1968		2,000.00
1er mars 1969		2,000.00
1er mars 1970		2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $16,000.00, accordé par le Département des Travaux Publics et payable en quatre versements de $4,000.00 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cabano, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Cabano, comté de Témiscouata.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 février 1955, à 7.30 heures p.m., en la salle St-Joseph, St-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Louis du Ha! Ha!, (Comté de Témiscouata), ce 1er février 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ALEX. PARADIS.

St-Louis du Ha! Ha!,
(Comté de Témiscouata), P. Q. 39199-o

ceived by the undersigned Alex. Paradis, Secretary-Treasurer, St-Louis du Ha! Ha! county of Temiscouata until 7.30 o'clock p.m., Monday, February 21st, 1955, for the purchase of an issue of $39,000.00 of bonds of the parish of St-Louis du Ha! Ha! county of Temiscouata, dated March 1st, 1955 and redeemable serially from March 1st, 1956 to March 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 52 — organization of fire protection service.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $39,000.00 — 15 years

Year		*Capital*
March 1st, 1956	x	$4,500.00
March 1st, 1957	x	5,000.00
March 1st, 1958	x	5,000.00
March 1st, 1959	x	5,500.00
March 1st, 1960		1,500.00
March 1st, 1961		1,500.00
March 1st, 1962		1,500.00
March 1st, 1963		1,500.00
March 1st, 1964		1,500.00
March 1st, 1965		1,500.00
March 1st, 1966		2,000.00
March 1st, 1967		2,000.00
March 1st, 1968		2,000.00
March 1st, 1969		2,000.00
March 1st, 1970		2,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $16,000.00 granted by the Department of Public Works and payable in four instalments of $4,000.00 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cabano, county of Temiscouata.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Cabano, county of Temiscouata.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting the Council to be held on Monday, February 21st, 1955, at 7.30 o'clock p.m., at the St-Joseph Hall, St-Louis du Ha! Ha!, county of Temiscouata.

The Council does not bind itsel to accept the highest or any of the tenders.

St. Louis du Ha! Ha!, (County of Temiscouata), February 1st, 1955.

ALEX. PARADIS,
Secretary-Treasurer.

St-Louis du Ha! Ha!,
(County of Temiscouata), P. Q. 39199

Province de Québec

VILLE LASALLE
(Ile-de-Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Gravel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, Ville LaSalle (Ile-de-Montréal), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 février 1955, pour l'achat de $1,148,500.00 d'obligations de Ville LaSalle, (Ile-de-Montréal), datées du 1er janvier 1955, et remboursables par séries du 1er janvier 1956 au 1er janvier 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 429 — $48,000.00 — travaux d'égouts; 431 — $590,000.00 — travaux d'aqueduc; 438 — $85,000.00 — travaux à l'hôtel de ville; 439 — $48,000.00 — système d'éclairage; 445 — $61,000.00 — travaux de voirie; 446 — $48,000.00 — pose de compteurs d'eau; — 447 — $82,000.00 — travaux de voirie; 449 — $20,500.00 — acquisition de terrain; 450 — $97,000.00 — travaux d'aqueduc; et 451 — $69,000.00 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,148,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1956	$40,500.00
1er janvier 1957	41,500.00
1er janvier 1958	41,500.00
1er janvier 1959	45,000.00
1er janvier 1960	46,000.00
1er janvier 1961	51,000.00
1er janvier 1962	52,000.00
1er janvier 1963	52,000.00
1er janvier 1964	54,000.00
1er janvier 1965	55,000.00
1er janvier 1966	58,000.00
1er janvier 1967	60,000.00
1er janvier 1968	60,000.00
1er janvier 1969	63,000.00
1er janvier 1970	63,000.00
1er janvier 1971	70,500.00
1er janvier 1972	71,000.00
1er janvier 1973	73,500.00
1er janvier 1974	74,500.00
1er janvier 1975	76,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville LaSalle.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto ou à Ville LaSalle.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

TOWN OF LASALLE
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Gravel, Secretary-Treasurer, City Hall, 13 Strathyre Avenue, Town of LaSalle (Island of Montreal), until 8 o'clock p.m., Monday, February 21st, 1955, for the purchase of an issue of $1,148,500.00 of bonds of the Town of LaSalle, Island of Montreal, dated January 1st, 1955 and redeemable serially from January 1st, 1956 to January 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st, and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos. 429 — $48,000.00 — sewers; 431 — 590,000.00 — waterworks; 438 — $85,000.00 — work at City Hall; 439 — $48,000.00 — lighting installation; 445 — $61,000.00 — road labour; 446 — $48,000.00 — installing water meters; 447 — $82,000.00 — road labour; 449 — $20,500.00 — acquiring land; 450 — $97,000.00 — sewers; 451 — $69,000.00 — road labour.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,148,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
January 1st, 1956	$40,500.00
January 1st, 1957	41,500.00
January 1st, 1958	41,500.00
January 1st, 1959	45,000.00
January 1st, 1960	46,000.00
January 1st, 1961	51,000.00
January 1st, 1962	52,000.00
January 1st, 1963	52,000.00
January 1st, 1964	54,000.00
January 1st, 1965	55,000.00
January 1st, 1966	58,000.00
January 1st, 1967	60,000.00
January 1st, 1968	60,000.00
January 1st, 1969	63,000.00
January 1st, 1970	63,000.00
January 1st, 1971	70,500.00
January 1st, 1972	71,000.00
January 1st, 1973	73,500.00
January 1st, 1974	74,500.00
January 1st, 1975	76,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Town of LaSalle.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Toronto or the Town of LaSalle.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 21 février 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, Ville LaSalle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville-LaSalle, (Ile-de-Montréal), ce 1er février 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL.

Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, Ville LaSalle (Ile-de-Montréal), P.Q. 39200-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 21st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 13 Strathyre Avenue, Town of LaSalle.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Town of LaSalle, (Island of Montreal), this February 1st, 1955.

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 13 Strathyre Avenue, Town of LaSalle, (Island of Montreal), P.Q. 39200

Province de Québec

VILLE DE CHÂTEAUGUAY
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Lussier, secrétaire-trésorier, B.P. 57, Châteauguay-Station, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 24 février 1955, pour l'achat de $84,500.00 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er mars 1955 et remboursables par séries du 1er mars 1956 au 1er mars 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 109 — Travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $84,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1956	$2,000.00
1er mars 1957	2,500.00
1er mars 1958	3,000.00
1er mars 1959	3,000.00
1er mars 1960	3,500.00
1er mars 1961	3,500.00
1er mars 1962	3,500.00
1er mars 1963	4,000.00
1er mars 1964	4,000.00
1er mars 1965	4,000.00
1er mars 1966	4,500.00
1er mars 1967	4,500.00
1er mars 1968	4,500.00
1er mars 1969	4,500.00
1er mars 1970	5,000.00
1er mars 1971	5,000.00
1er mars 1972	5,500.00
1er mars 1973	5,500.00
1er mars 1974	6,000.00
1er mars 1975	6,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

Province of Quebec

TOWN OF CHÂTEAUGUAY
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Lussier, Secretary-Treasurer, P.O.B. 57, Châteauguay, Station, county of Châteauguay, until 8 o'clock p.m., Thursday, February 24th, 1955, for the purchase of an issue of $84,500.00 of bonds of the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated March 1st, 1955 and redeemable serially from March 1st, 1956 to March 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 109 — Work on Roads.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $84,500.00 — 20 years.

Year	*Capital*
March 1st, 1956	$2,000.00
March 1st, 1957	2,500.00
March 1st, 1958	3,000.00
March 1st, 1959	3,000.00
March 1st, 1960	3,500.00
March 1st, 1961	3,500.00
March 1st, 1962	3,500.00
March 1st, 1963	4,000.00
March 1st, 1964	4,000.00
March 1st, 1965	4,000.00
March 1st, 1966	4,500.00
March 1st, 1967	4,500.00
March 1st, 1968	4,500.00
March 1st, 1969	4,500.00
March 1st, 1970	5,000.00
March 1st, 1971	5,000.00
March 1st, 1972	5,500.00
March 1st, 1973	5,500.00
March 1st, 1974	6,000.00
March 1st, 1975	6,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at Châteauguay, county of Châteauguay.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 24 février 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Châteauguay-Station, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Station, (Comté de Châteauguay), ce 3 février 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ LUSSIER.

P.B. 57, Châteauguay-Station,
(Comté de Châteauguay), P.Q. 39214-o

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, February 24th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Châteauguay-Station, county of Châteauguay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Station, (County of Châteauguay), February 3rd 1955.

RENÉ LUSSIER,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 57, Châteauguay-Station,
(County of Châteauguay), P.Q. 39214

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-ANNE-DE-BEAUPRÉ
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos.-Clément Caron, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, jusqu'à 8.15 heures p.m., lundi, le 21 février 1955, pour l'achat de $80,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, datées du 1er mars 1955 et remboursables par séries du 1er mars 1956 au 1er mars 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 octobre 1954 — Construction d'une école dans l'arrondissement No 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $80,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mars 1956	x $ 9,500.00
1er mars 1957	x 10,000.00
1er mars 1958	x 10,500.00
1er mars 1959	x 11,000.00
1er mars 1960	x 11,500.00
1er mars 1961	2,000.00
1er mars 1962	2,500.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,500.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	3,000.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	3,000.00
1er mars 1969	3,000.00
1er mars 1970	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $48,982.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $9,796.50 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-ANNE-DE-BEAUPRÉ
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jos.-Clément Caron, Secretary-Treasurer, Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency, until 8.15 o'clock p.m., Monday, February 21th, 1955, for the purchase of an issue of $80,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency, dated March 1st, 1955, and redeemable serially from March 1st, 1956 to March 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution date October 22th, 1954 — Erection of a school in district No. 2.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $80,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
March 1st, 1956	x $ 9,500.00
March 1st, 1957	x 10,000.00
March 1st, 1958	x 10,500.00
March 1st, 1959	x 11,000.00
March 1st, 1960	x 11,500.00
March 1st, 1961	2,000.00
March 1st, 1962	2,500.00
March 1st, 1963	2,500.00
March 1st, 1964	2,500.00
March 1st, 1965	2,500.00
March 1st, 1966	3,000.00
March 1st, 1967	3,000.00
March 1st, 1968	3,000.00
March 1st, 1969	3,000.00
March 1st, 1970	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $48,982.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $9,796.50 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 février 1955, à 8.15 heures p.m., en la salle de l'Adadémie St-Joseph, Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Beaupré, (Comté de Montmorency), ce 2 février 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS.-CLÉMENT CARON.

Ste-Anne-de-Beaupré,
(Comté de Montmorency), P. Q. 39215-o

certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, February 21, 1955, at 8.15 o'clock p.m., in the hall of the St-Joseph Academy, Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Beaupré, (County of Montmorency), February 2th, 1955.

JOS.-CLÉMENT CARON,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-de-Beaupré,
(County of Montmorency), P. Q. 39215

Province de Québec

VILLE DE ST-JOSEPH-DE-SOREL
(Comté de Richelieu)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Noël Paquette, greffier, Hôtel de Ville, 700 rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 février 1955, pour l'achat de $400,000.00 d'obligations de la ville de St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er mars 1955 et remboursables par séries du 1er mars 1956 au 1er mars 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 38 — Construction d'un système d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $400,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mars 1956	$ 9,000.00
1er mars 1957	10,000.00
1er mars 1958	10,000.00
1er mars 1959	10,000.00
1er mars 1960	11,000.00
1er mars 1961	11,000.00
1er mars 1962	12,000.00
1er mars 1963	12,000.00
1er mars 1964	13,000.00
1er mars 1965	13,000.00
1er mars 1966	14,000.00
1er mars 1967	15,000.00
1er mars 1968	15,000.00
1er mars 1969	16,000.00
1er mars 1970	229,000.00

Province of Quebec

TOWN OF ST. JOSEPH-DE-SOREL
(County of Richelieu)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Noël Paquette, City Clerk, City Hall, 700 Montcalm Street, St. Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, until 8 o'clock p.m., Tuesday, February 22nd, 1955, for the purchase of an issue of $400,000.00 of bonds of the Town of St. Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, dated March 1st, 1955 and redeemable serially from March 1st, 1956 to March 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 38 — Construction of system of waterworks.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $400,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
March 1st, 1956	$ 9,000.00
March 1st, 1957	10,000.00
March 1st, 1958	10,000.00
March 1st, 1959	10,000.00
March 1st, 1960	11,000.00
March 1st, 1961	11,000.00
March 1st, 1962	12,000.00
March 1st, 1963	12,000.00
March 1st, 1964	13,000.00
March 1st, 1965	13,000.00
March 1st, 1966	14,000.00
March 1st, 1967	15,000.00
March 1st, 1968	15,000.00
March 1st, 1969	16,000.00
March 1st, 1970	229,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 février 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 700 rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph de-Sorel, (Comté de Richelieu), ce 2 février 1955.

Le Greffier,
NOËL PAQUETTE.

Hôtel de Ville, 700 rue Montcalm,
St-Joseph-de-Sorel,
(Comté de Richelieu), P. Q. 39216-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St. Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 22nd, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 700 Montcalm Street, St. Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Joseph-de-Sorel, (County of Richelieu), this February 2nd, 1955.

NOËL PAQUETTE,
City clerk.

City Hall, 700 Montcalm Street,
St. Joseph-de-Sorel,
(County of Richelieu), P. Q. 39216

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure N° F-25. "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Edgar Coté, Price, P.Q., débiteur et J. Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Désignation: le numéro vingt-deux de la subdivision du numéro lettre D (D-22) du rang A, canton Cabot, au cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, village de Price, avec la maison et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Rimouski (en faillite) rendu le 29 décembre 1954 à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Price, LUNDI le VINGT et UN MARS 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 24ème jour de janvier 1955.

J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau de:
J. Alexandre Dansereau, syndic,
31 rue St-Jacques, ouest,
Montréal, P.Q. 39151-4-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. F-25. "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Edgar Coté, Price, P.Q., debtor and J. Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: number twenty-two of subdivision number letter D (D-22), range A, township of Cabot, on the official cadastre of the parish of St. Octave de Métis, village of Price, with the house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Rimouski (Sitting in bankruptcy) rendered December 29th, 1954, by public auction according to law, and the said sale shall have the effect of a sale by sheriff, in accordance with the Code of Civil procedure, at the parochial church door of the parish of Price, MONDAY the TWENTY-FIRST day of MARCH 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay the government rights of 2½% in conformity with the law.

Further information and the list of charges may be had by applying to the undersigned.

Dated at Montreal, this 24th day of January, 1955.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office:
J. Alexander Dansereau, trustee,
31 St. James Street, west,
Montreal, P.Q. 39151-4-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 70 (1954). "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Raymond Pellus, Longueuil, P.Q. débiteur et J. Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un immeuble ayant front sur la rue Gardenville en la cité de Longueuil connu et désigné comme étant le N° deux du lot originaire cent cinquante-cinq (155-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Antoine de Longueuil, avec bâtisses dessus construites.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 11 janvier 1955 à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, JEUDI le DIX MARS 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 21ème jour de janvier 1955.

Le Syndic,
J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau de:
J. Alexandre Dansereau, syndic,
31 rue St-Jacques ouest,
Montréal, P.Q. 39137-4-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 70 (1954). "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Raymond Pellus, Longueuil, P.Q., debtor and J. Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: An immoveable having frontage on Gardenville Street in the city of Longueuil known and designated as being No. two of the original lot one hundred and fifty-five (155-2) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine of Longueuil, with buildings thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (in bankruptcy) rendered January 11th, 1955 at the public outcry according to law, for the said sale to have the effect of a compulsory decree on the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of St-Antoine of Longueuil, THURSDAY, MARCH TENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 21st day of January, 1955.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office of:
J. Alexandre Dansereau, trustee,
31 St-James Street, West,
Montreal, P.Q. 39137-4-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE GASPÉ-EST

Avis public est par le présent donné par le soussigné J.-E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après désignés, y compris les bâtisses dessus construites, seront vendus à l'enchère publique au lieu ou le Conseil de comté tient ses sessions, au palais de justice à Percé, JEUDI, le DIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires, à moins que ces taxes et les frais encourus ne soient payés avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GASPÉ-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned J.-E. LeBoutillier, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter described including the buildings thereon erected, shall be sold by auction at the place where the County Council holds its sittings, in the Court House at Percé, on THURSDAY, the TENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes, unless these taxes and the costs incurred be paid before the sale, namely:

Municipalité de Pabos Mills — Municipality of Pabos Mills

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Arthur Leblanc.....	89.....	1.....	Pabos	$ 22.05	.....	$ 22.05

Municipalité Village de Chandler — Municipality Village of Chandler

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Norbert Bujold	76-A-18, 76-A-19	1	Pabos	199.70	211.25	410.95
Armand Leblanc	Pt. 77-A	1	"	106.07	61.90	167.97
Lewis Roy	Pt. 83	1	"	7.94	9.77	17.71
Samuel Sergerie	Pt. 77-A	1	"	117.86	53.07	170.93
Arthur Leblanc	89	1	"	.....	93.10	93.10

Municipalité de Pabos — Municipality of Pabos

Thomas Soucy	29-A	1	Pabos	27.75	.....	27.75
Joseph Nicolas Jr.	3-B	1	"	24.00	.....	24.00
Victor Bujold	13-B	1	"	9.25	.....	9.25

Municipalité scolaire de Grande Rivière — School Municipality of Grand River

Léopold Duguay & P. Beaudin	Pt. 5	1	Gr. Riv.	1.50	12.00	13.50
Arthur Cauvier	Pt. 52	1	"	62.12	217.92	280.04
G. H. Imbeau & P. Bertrand	Pt. 91	1	"	18.70	52.45	71.15
Frank Lafontaine	Pt. 117	1	"	6.25	19.13	25.38
Succ-Est. Jos. Beaudin	Pt. 270	2	"	.....	59.59	59.59
Armand Bernatchez	Pt. 439	2	"	.....	35.97	35.97
Charles Godin	Pt. 270	2	"	.....	41.98	41.98
Jean & B. Methot	Pt. 212	1	"	22.05	80.61	102.66
Roland Moreau	Pt. 417	2	"	15.65	28.72	44.37
Calixte & Jean Moreau	Pt. 438	2	"	7.90	27.88	35.78
Frank Thibodeau	Pt. 182	1	"	14.30	36.89	51.19
	Pt. 283	2				
Antonio Couture	50	1	"	.....	16.89	16.89
Léo Lapointe	6-C, Pt. 6-D	2	Pabos	32.52	118.56	151.08
Gérard & Paul Smith	Pt. 6	2	"	9.00	25.42	34.42

Municipalité de Sainte-Thérèse — Municipality of Sainte Thérèse

Gédéon Couture	Pt. 966	C	Percé	18.02	40.75	58.77
Georges Couture	Pt. 982	C	"	7.46	16.00	23.46
Baptiste Vallée	989	C	"	28.91	71.25	100.16
Émile Hautcœur	Pt. 879	2	"	11.68	32.50	44.18

Municipalité de Cap d'Espoir — Municipality of Cap d'Espoir

Joseph Aubin	789-790	2	Percé	134.85	141.61	276.46

Municipalité scolaire de Percé — School municipality of Percé

Succ.-Est. Lawrence Lamb	321	1	Percé	37.50	9.90	47.40

Municipalité de Bridgeville — Municipality of Bridgeville

Oscar Deraiche	576	1-Sud	Percé	10.32	48.24	58.56
John Alfred Deraiche	494	1-Sud	"	6.42	18.35	24.77
Charles-Langlois	598	1-Sud	"	10.34	47.90	58.24
Alfred Simard	592	1-Sud	"	4.95	21.38	26.33
Oscar Thibault	10	1-Sud	Malbaie	4.49	39.51	44.00

Municipalité scolaire Saint George Malbaie — School Municipality Saint George of Malbay

Succ.-Est. Philip Tremblay	Pt. 5	1 N.E.	Malbaie	7.64	55.30	62.94
Moise Dea	Pt. 7	1 N.E.	"	14.20	40.81	55.01
Héritiers-Heirs Edward Sweeney	Pt. 10	Pt. St. P.	"	.....	.....	.....
"	Pt. 10	Pt. St. P.	"	.....	.....	.....
"	Pt. 21	1-Nord-North	"	.....	.....	.....
"	Pt. 5	2 B.A.	"	.....	.....	.....
"	Pt. 2	3 B.A.	"	9.46	31.58	41.04

Municipalité Canton Douglas — Municipality township of Douglas

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Municip. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
James Briand	6-B	1 B.B.	Douglas			
	14-A	1 B.B.	"	21.21	57.67	78.88
Norman Fortin	16-A	1 B.B.	"			
	21	5 B.B.	"	20.09	42.47	62.56
Harris Fortin	16-A	1 B.B.	"	11.49	12.00	23.49
William Smith	12-B	1 B.B.	"	30.18	.....	30.18
Elias Maher	G-2	1 B.B.	"			
	A-2	1 B.B.	"			
	33	2 B.B.	"	16.61	22.20	38.81
Succ.-Est. Eugène Rooney	4 & 20	4 Town.	"	0.90	2.40	3.30
John Allan Rooney	2-A	2 Doug.	"			
	7	3 "	"	10.83	14.44	25.27
P. Horatio White	4	1 B.B.	"	27.13	58.13	85.26

Municipalité de Haldimand — Municipality of Haldimand

Succ.-Est. Herbert Adams	A-3 & A-4	1 S.B.	Douglas	14.14	.....	14.14
Mme-Mrs Yvonne Fournier		1 S.B.	"	2.80	.....	2.80
John Gallichan	Pt. 9-E	1 S.B.	"	7.68	41.75	49.43

Municipalité de Sydenham-Sud — Municipality of Sydenham-South

King Stanley	Pt. 5	1-S.	Syd.	25.27	.....	25.27

Municipalité scolaire de Grande Grève — School Municipality of Grande Grève

Veuve-Widow Joseph LeDuc	Pt. 34-A	1	Cap. R.	7.47	22.20	29.67

Municipality scolaire de Cap des Rosiers — School Municipality of Cap des Rosiers

Austin O'Connor	36	1	Cap. R.	.....	124.54	124.54

Donné à Percé ce septième jour de janvier 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. LEBOUTILLIER.

39144-4-2-o

Given at Percé this seventh day of January 1955.

J.-E. LEBOUTILLIER,
Secretary-Treasurer.

39144-4-2-o

Province de Québec — District de Montréal
VILLE DE MACKAYVILLE

Avis public est donné que les immeubles suivants seront vendus aux enchères, en la salle paroissiale de Mackayville, 3015, Grande-Allée, le VINGT-SIX FÉVRIER prochain (1955) à 9.30 heures de l'avant-midi, à moins que les sommes dues pour taxes municipales et scolaires ainsi que les frais ne soient acquittés avant la vente. (Tous les immeubles ci-après mentionnés sont des lots faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil).

Province of Quebec — District of Montreal
TOWN OF MACKAYVILLE

Public notice is given that the immoveables hereafter described shall be sold by auction, at the Parish Hall, 3015, Grande-Allée, Mackayville, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY next (1955), at 9.30 a.m. unless the amounts due for municipal and school taxes and costs be paid before the sale. (All immoveables hereafter mentioned form part of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil).

Cadastre — Cadastral	Subdivision — Subdivision	Noms — Names	Taxes munic. — Municip. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
200	68-69	Georges A. Martin	$163.84	$162.30	$326.14
204	34-35	Joseph Léo Saint-Pierre	202.68	89.52	292.20
204	65-66	William Emery Desormeaux	59.08	52.00	111.08
204	145-146	Hormidas Beaudoin	158.78	155.56	314.34
204	177	A.L. Caron (Géraldin Lamoureux)	43.54	21.90	65.44
204	232-233	Jean Guy Roux	125.47	29.20	154.64
204	326-327	A.L. Caron (Dame B. Cyr)	35.27	29.20	64.47
204	541	Félix Bergeron (Abraham Piché)	67.62	38.20	105.82
204	548-549	Roger Bazinet	190.28	102.34	292.62
204	611-612	A. L. Caron (L. Seize)	35.27	25.00	60.27
204	622	Raoul Vézina	160.74	.....	.....

Cadastre — Cadastral	Subdivision — Subdivision	Noms — Names	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
204	658	A. L. Caron (Frédéric Renaud)	76.76	77.88	154.64
204	725	Yvon Dubé	73.06	34.55	107.61
205	49	Mme — Mrs. Georges Arpin (Amilcar Lojacomo)	9.19	7.44	16.63
205	136-137-138	Julian William Ols	206.45	181.25	387.70
205	229-230-231	Erigène Godin (Albert Long)	77.42	106.15	183.57
205	274	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	7.93	9.95	17.88
205	338-339-340-341	Service L'Habitation Ouvrière Inc.	.....	.....	.....
205	342-343-344-345-346	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	277.92	57.24	335.16
205	359-360-361-362-363-364	Service L'Habitation Ouvrière Inc. (Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville).	180.91	38.59	219.50
205	372-373-374-375	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	120.58	25.50	146.08
205	404-405	Nick Constantini	281.93	266.05	547.98
205	406-407	Mme — Mrs. Nick Constantini (Isabelle Laurent).			
205	411-412-413	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	91.18	32.00	123.18
205	417-428-429-430-431-432	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	159.64	38.52	198.16
205	454-455	Erigène Godin (Arthur Lespérance)	114.91	61.35	176.26
205	458-459	Roméo Filiatrault	60.56	17.85	78.41
205	531-532-533	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	90.41	20.16	110.57
205	536	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville.	27.11	.....	.....
206	83-2	Mme — Mrs. Hubert Geo. Parker & vir (H. George Parker).	98.60	92.95	191.55
206	146-1	M. Haines	81.59	15.06	96.65
206	163-164	George Laurie	89.27	.....	.....
206	178-179	Étienne Leblanc	154.23	60.95	215.18
206	271	George Fallon	52.96	14.12	67.08
206	274-275-276-277	Joseph Novacaska	182.25	42.55	224.80
206	278-279	George Laurie	95.01	26.10	121.11
206	417-418-419	Clyde Long	119.91	37.11	157.02
207	95	Anatole Hamel	135 31	105.88	241.19
207	113	Jean-Paul Cousineau	204.41	236.35	440.76
207	216	William Dolen (Dame T. Brunette)	89.05	47.15	136.20
207	331	Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville (Marcel Bordeleau) — Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville, (moins la partie vendue à Marcel Brouillette, par acte enregistré sous le N° 115705) (less part sold to Marcel Brouillette, by registered deed under No. 115705).	72.56	.....	.....
207	P. 332				
208	477-478	Gaston Dumesnil	5.78	5.55	11.33
212	25-26-27-28	Percy Hurst	61.87	47.00	108.87
212	46	Henry Chicoine (Georges Moreau)	18.21	13.53	31.75
212	222	Ida Cloutier, vve de — wid. of Henri Mercier (A. Lacasse).	22.42	19.50	40.92
212	261 — ½ s.o. 262	David William Aikens	68.74	20.74	89.48
(Cette motié de lot mesure 12'6" de largeur par 104' de profondeur et est bornée au nord-ouest par l'avenue Robillard, au sud-ouest par le lot N° 212-261, au nord-est par le résidu du lot N° 212-262).		(Half of lot measures 12'6" in width by 104' in depth and is bounded on the northwest by Robillard Avenue, on the southwest by lot No. 212-261, on the northeast by the residue of lot No. 212-262).			
212	278	Mme — Mrs. P. Alfred Leggett	67.46	11.83	79.29
212	387-388-389-390	Paul Igaz (Bernadette Black)	110.74	33.88	144.62
212	708-709	Raoul Malouin	76.72	14.76	91.48
212	829-830	Paul Igaz (Alfred Dobbs)	9.93	20.93	30.86
212	1237-1238-1239	Paul Igaz (René Legros)	63.99	50.32	114.31
233	117-118	Georges M. Provencher, C. A. Geoffrion & *al*, ès-qual. et-and A. L. Caron)	164.83	38.62	203.45
318	2				
233	225	A. L. Caron (A. Painchaud)	122.89	88.05	210.94
233	331	Alice Cabana (Lucien Malouin)	211.59	152.00	363.59
233	332	Adrien Malouin	284.15	.....	284.15
233	432	A. L. Caron (Arthur Ryan)	71.92	10.44	82.36
233	480-481	A. L. Caron (Robert Bouthillier)	122.57	44.00	166.57
234	610-611-612	Josef Stein (John O'Connor)	111.25	111.73	222.98
234	656-657	C. A. Geoffrion & *al*, ès-qual. (Antonio Larose)	101.33	111.10	212.43
235	526-527	Antonio Larose.			
235	627-628	Francis Joseph M. Dietrick	95.84	.....	.....
203	206-207	N. Dorval	225.07	.....	.....

Pour copie conforme.
Le Secrétaire-trésorier,
39184-5-2-o H. BRABANT.

True copy.
H. BRABANT,
39184-5-2-o Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE

Pages 152 et 367 de la *Gazette officielle de Québec*, des 15 et 29 janvier 1955, à la corporation

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TÉMISCAMINGUE

On pages 152 and 367 of the *Quebec Official Gazette*, January 15 and 29, 1955, Municipal

municipale d'Evain: J. S. Drouin, devrait lire Lot No 50, subidivision 43 rang 7, Beauchatel et corporation municipale de Nedelec: Heliodore Bouffard, devrait lire pt. 564, 565 et 567.

CONSEIL DE COMTÉ TÉMISCAMINGUE
Le Secrétaire,
39182-o JULES GRENIER.

Corporation of Evain: J. S. Drouin, it should read lot No. 50, subidivision 43, range 7, Beauchatel and Municipal Corporation of Nedelec: Heliodore Bouffard, it should read P. 564, 565 and 567.

COUNTY COUNCIL OF TÉMISCAMINGUE
JULES GRENIER,
39182 Secretary.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour de Magistrat, N° 12,926 — HERMAN GLANZ, faisant affaire à Montréal, sous le nom de GLANTEX, demandeur, vs Mme WILFRID COURSOL, femme commune en biens de WILFRID COURSOL, ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, marchande publique, demeurant à Malartic, district d'Abitibi, défenderesse.

AVIS DE VENTE

Un emplacement situé à Malartic portant les numéros 19-76 et 20-7 du cadastre officiel de la ville de Malartic avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Malartic le SAMEDI DIX-NEUF (19) FÉVRIER à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS
Amos, 10 janvier 1955. 39029-2-2-o

Province de Québec — District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 1027 — ANSELME COTÉ & FILS LIMITÉE, corps politique dûment incorporé suivant la loi, ayant sa principale place d'affaire en la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse; vs ADÉLARD LÉVESQUE, autrefois menuisier de la ville de Rimouski, district de Rimouski, actuellement décédé, défendeur.

AVIS DE VENTE

Le lot connu et désigné comme étant le numéro quatre cent quarante-six (446) du bloc six (6) du cadastre officiel pour la ville de Duparquet avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Duparquet le JEUDI VINGT-QUATRE FÉVRIER 1955, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS
Amos, 11 janvier 1955. 39048-2-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 24,066. — HERVÉ SYLVAIN, négociant de St-Jean, contre ÉMILE BINET de St-Sévérin, Beauce, à

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Magistrate's Court No. 12,926 — HERMAN GLANZ, carrying on business in Montreal, under the name of GLANTEX, plaintiff, vs Mrs WILFRID COURSOL, wife common as to property of WILFRID COURSOL, the latter to authorize his wife for these presents, public merchant, domiciled in Malartic, district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

An emplacement situate in Malartic, bearing numbers 19-76 and 20-7 of the official cadastre of the town of Malartic, with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Malartic, SATURDAY the NINETEENTH (19) day of FEVRUARY et THREE o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, January 10th, 1955. 39029-2-2

Province of Quebec — District of Rimouski

Superior Court, No. 1027 — ANSELME COTÉ & FILS LIMITÉE, a body politic having its principal place of business in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff: vs ADÉLARD LÉVESQUE, formerly a carpenter of the town of Rimouski, district of Rimouski, now deceased, defendant.

NOTICE OF SALE

A lot known and designated as being number four hundred and forty-six (446), Block six (6) of the official cadastre for the town of Duparquet, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the town of Duparquet, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY 1955, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, January 11th, 1955. 39048-2-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Beauce

St. Joseph de Beauce, to wit: No. 24,066. — HERVÉ SYLVAIN, dealer of St. Jean, vs ÉMILE BINET, St. Sévérin, Beauce, to wit:

savoir: Toutes les bâtisses ainsi que tous les droits qu'il possède sur un terrain situé à St-Sévérin, Beauce, de forme irrégulière, mesurant cent pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur du côté sud-est et cent pieds de profondeur du côté nord-ouest, borné en front au chemin public du rang St-Charles, en profondeur au terrain de la Fabrique de St-Sévérin, Beauce, du côté sud-est au terrain de la Commission Scolaire de la paroisse de St-Sévérin, Beauce, et du côté nord-ouest à celui de Josaphat Lehoux, étant partie du lot numéro deux cent soixante et un (ptie 261) du cadastre officiel de St-Sévérin, Beauce, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives, et tel que le tout est actuellement, ce que l'acquéreur dit connaître.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Sévérin, Beauce, le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 31 janvier 1955.
39201-5-2-o

[Première insertion: 5 février 1955]
[Seconde insertion: 19 février 1955]

All buildings including the rights he may have to a piece of land situated at St. Sévérin, Beauce, of irregular shape, measuring one hundred feet in front by one hundred and fifty feet in depth on the southeast side and one hundred feet in depth on the northwest side, bounded in front by the public road of Range St. Charles, in depth by the land of the Fabrique of St. Sévérin, Beauce, on the southeast side by the land of the School Commission of the Parish of St. Sévérin, Beauce, and on the northwest side by that of Josaphat Lehoux, being part or lot number two hundred and sixty-one (P. 261) of the official cadastre of St. Sévérin, Beauce, circumstances and dependencies, with servitudes both active and passive, the whole as it actually stands, which the purchaser states he is aware of.

To be sold at the parochial church door, in the Parish of St. Sévérin, Beauce, the EIGHTEENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph of Beauce, January 31st, 1955.
39201-5-2

[First insertion: February 5th, 1955]
[Second insertion: February 19th, 1955]

BEDFORD

Canada, Province de Québec
district de Bedford

Cour de Magistrat, N° 7750. { LUCIEN SANSOUCY, demandeur vs PAUL ÉMILE CABANA, defendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Un terrain et bâtisses dessus érigées connu comme étant le lot numéro 3b du sixième rang de Roxton, paroisse de Ste-Prudentienne, en vertu d'un acte de vente survenu le 3 mai 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement de Waterloo sous le numéro 117938."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Prudentienne de Roxton, le 16 FÉVRIER 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST. MARTIN.
Palais de Justice, Sweetsburg, Qué. 39044-2-2-o

BEDFORD

Canada, Province of Québec
District of Bedford

Magistrate's Court, No. 7750. { LUCIEN SANSOUCY, plaintiff, vs PAUL ÉMILE CABANA, defendant.

As belonging to the defendant.

"A lot of land and buildings thereon erected known as being lot number 3b, range six of Roxton, parish of Ste. Prudentienne, according to a deed of sale passed on May 3,1947 and registered at the Registry Office of Waterloo under number 117938."

To be sold at the Catholic Parochial church door of Ste. Prudentienne de Roxton FEBRUARY SIXTEENTH, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Sweetsburg, Que. 39044-2-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 18,369. { PAUL TURCOTTE, cuisinier, des cité et district de Chicoutimi, demandeur; vs MERIDE TREMBLAY, cultivateur, de St-Fulgence, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Les trois quarts nord (¾) du lot numéro vingt-et un (21), dans le rang huit (8), au cadastre officiel du Canton Tremblay;

Les trois quarts nord (¾) du lot numéro vingt-deux (22), dans le rang huit (8), au cadastre officiel du Canton Tremblay;

Avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Fulgence, JEUDI, le DIXIÈME jour du mois de MARS 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 1er février 1955. 39202-5-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 18,369. { PAUL TURCOTTE, cook, of the city and district of Chicoutimi, plaintiff; vs MERIDE TREMBLAY, farmer, of St-Fulgence, district of Chicoutimi, defendant.

Against the Defendant:

The northern three-quarters (¾) of lot number twenty-one (21), in range eight (8), of the official cadastre of Tremblay Township.

The northern three-quarters (¾) of lot number twenty-two (22), in range eight (8), of the official cadastre of Tremblay Township;

With all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "in block" at the door of the parochial church door of St-Fulgence, THURSDAY, the TENTH day of the Month of MARCH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, February 1st, 1955. 39202-5-2

GASPÉ

Montréal, P.Q.

Cour Supérieure, N° 336,699 } CASH REGISTER IMPORTERS LTD de Montréal, demandeur, contre GERMAIN COLLIN de Mont Albert, comté de Gaspé, P.Q., défendeur:

Un terrain faisant partie du lot 26 & 27 pour le premier rang du bloc A, canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, borné au Nord du fleuve St-Laurent, à l'est a François Paquet, au sud au chemin Royal et a l'ouest a Georges Pelletier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, P.Q. JEUDI le DIX-SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH F. MEAGHER.
Percé, P.Q. le 10 janvier 1955. 39045-2-2-o

GASPÉ

Montreal, P.Q.

Superior Court, No 336,699 } CASH REGISTER IMPORTERS LTD of Montreal, plaintiff, vs GERMAIN COLLIN, of Mont Albert, county of Gaspé, P.Q., defendant:

A piece of land forming part of lot 26 and 27, range one of block A, township of Tourelle, with buildings erected thereon, bounded to the north by the River St.Lawrence, easterly by François Paquet, southerly by the King's highway and westerly by Georges Pelletier.

To be sold at the church door of the parish of St. Anne des Monts, county of Gaspé, P.Q., THURSDAY the SEVENTEENTH day of FEBRUARY 1955 at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q. January 10th, 1955. 39045-2-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 3438. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant; vs ODILON LAFRENIÈRE, de Messines, comté de Gatineau, intimé.

"Un immeuble sis et situé au canton de Bouchette, comté Gatineau, province de Québec, connu et désigné comme étant formé de: le lot N° 1 de la subdivision officielle du lot N° 27-1, du troisième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bouchette, contenant en superficie 46 acres et huit dixième d'acre sujet ledit lot à un chemin de 10 pieds de largeur dans la ligne entre ledit rang 3 et le rang 2 dudit canton de Bouchette pour communiquer au ruisseau qui coule sur ledit lot N° 27-1, tel que réservé par Rosaltie Talbot, veuve de Paul Richard sous vente enregistrée sous le numéro 3563 Liber B. Vol. 5. Le lot N° 2 de la subdivision du lot N° 27-2 du 3ième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bouchette, contenant en superficie 46.8 acres. Le lot N° 28 du 3ième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bouchette contenant en superficie 93.6 acres. Le lot N° 29 du 3ième rang aux plan et livre de renvoi du canton de Bouchette en superficie 93.6 acres. La maison et les autres bâtisses construites sur lesdits lots. Subordonné à une servitude de droit de passage telle que désignée dans un acte de vente en date du 28 septembre 1937 reçu devant Me T. Lacourcière, N.P., et dont copie, dûment enregistrée au Bureau de la Division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, le 30 septembre 1937, N° 3563 L. B. Vol. 5 et à une servitude en faveur de Bell Telephone Co., consentie aux termes d'un acte de servitude en date du 8 septembre 1948 reçu devant Me G. Lessard, N.P., et dont copie dûment enregistrée audit bureau de la Division d'enregistrement de Gatineau à Maniwaki, le 25 octobre 1948, sous le numéro 21281".

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Raphaël de Messines, le VENDREDI, ONZE MARS 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 1er février 1955. 39203-5-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 3438. } QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body corporate and politic, having its head office in Quebec, petitioner; vs ODILON LAFRENIÈRE, of Messines, county of Gatineau, respondent.

"An immoveable situated in the township of Bouchette, county of Gatineau, Province of Quebec, known and designated as being formed of: lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 27-1, range three, of the official plan and book of reference for the township of Bouchette, containing an area of 46 acres and eight tenths of an acre, the said lot subject to a road of 10 feet wide along the line between said range 3 and range 2 of said township of Bouchette connecting with a brook flowing on said lot No. 27-1 such as reserved by Rosalie Talbot, widow of Paul Richard, under deed of sale bearing number 3563 Liber B. Vol. 5. Lot No. 2 of the subdivision of lot No. 27-2 of range 3, of the official plan and book of reference for the township of Bouchette, containing an area of 46.8 acres. Lot No. 28, range 3 of the official plan and book of reference of the township of Bouchette with an area of 93.6 acres. Lot No. 29, range 3, of the official plan and book of reference of the township of Bouchette with an area of 93.6 acres. The house and other buildings erected on said lots. Subordinated to a right-of-way servitude such as indicated in a deed of sale dated September 28th, 1937, received before Me T. Lacoursière, N.P., copy of which is duly registered at the office of the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, September 30th, 1937, No. 3563 L.B. Vol. 5, and to a servitude in favour of the Bell Telephone Co., in accordance with a deed of servitude dated September 8th, 1948, received before Me G. Lessard, N.P., copy of which was duly registered at said office of the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, on October 25th, 1948, under number 21281".

To be sold "en bloc" at the parochial Church door of St. Raphaël de Messines, FRIDAY, the ELEVENTH day of MARCH 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this February 1st, 1955. 39203-5-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 328979. { DAME VVE. R. LIZOTTE, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle de feu Raymond Épiphane Lizotte, demanderesse, vs LES HÉRITIERS DE FEU DAMASE BOURGET, défendeurs.

"Un immeuble situé à Ville Jacques-Cartier, rue Dorion, désigné sous les numéros six cent vingt et six cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire cent quarante-trois (143-620 & 621) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec toutes les bâtisses dessus érigées, notamment une maison portant le numéro civique 1085 de la rue Dorion, Ville Jacques-Cartier.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apprentes ou occultes attachées audit immeuble".

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUIT FÉVRIER 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif.
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 12 janvier 1955. 39058-2-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 350907. { LUCIEN PELLETIER, demandeur; vs ALFRED DOLBEC, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Quintal, en la ville de Laval des Rapides, connu et désigné comme étant composé:

a) du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro soixante-douze de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-huit (N° 288-72-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant quarante-sept pieds de largeur en front sur la rue Quintal par cent vingt-huit pieds et six dixièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-est et cent vingt-huit pieds et deux dixièmes dans la ligne nord-ouest et contenant en superficie 6034.8 pieds carrés;

b) du lot numéro trois de la resubdivision du lot numéro soixante et onze de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-huit (N° 288-71-3) aux susdits plan et livre de renvoi, mesurant un pied de largeur en front sur la rue Quintal par cent vingt-huit pieds et six dixièmes de pied de profondeur et contenant en superficie 128.6 pieds carrés;

Avec une maison en voie de construction, circonstances et dépendances, N° 287 Quintal, Laval des Rapides.

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Laval, à Ste-Rose le DIX MARS 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 2 février 1955. 39212-5-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat N° 29,870 { J. M. TURCOTTE, manufacturier, de la ville de Trois-Pistoles, district de

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 328979. { DAME WIDOW R. LIZOTTE, as much personally as in her quality of universal legatee of the late Raymond Épiphane Lizotte, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE DAMASE BOURGET, defendants.

"An immoveable situate in the Town of Jacques-Cartier, Dorion Street, designated under the numbers six hundred and twenty and six hundred and twenty-one of the official subdivision of the original lot one hundred and forty-three (143-620 & 621) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine of Longueuil, with all the buildings thereon erected, notably a house bearing civic number 1085 of Dorion Street, Town of Jacques-Cartier.

As the whole stands presently with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold, at the Registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on FEBRUARY EIGHTEENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 12th, 1955. 39058-2-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 350907. { LUCIEN PELLETIER, plaintiff vs ALFRED DOLBEC, defendant.

An emplacement fronting on Quintal Street, in the Town of Laval des Rapides, known and designated as including:

a) lot number one of the resubdivision of lot number seventy-two of the subdivision of original lot number two hundred and eighty-eight (No. 288-72-1) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin, measuring forty-seven feet in width fronting Quintal Street by one hundred and twenty-eight and six tenths feet in depth on the southeasterly line and one hundred and twenty-eight and two tenths feet on the northwesterly line and containing an area of 6034.8 square feet;

b) lot number three of the resubdivision of lot number seventy-one of the subdivision of original lot number two hundred and eighty-eight (No. 288-71-3) on the aforesaid plan and book of reference, measuring one foot in width fronting Quintal Street by one hundred and twenty-eight and six tenths feet in depth, and containing an area of 128.6 square feet;

With a house under construction, circumstances and dependencies, No. 287 Quintal Street, Laval des Rapides.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, at St. Rose, the TENTH day of MARCH 1955, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 2nd, 1955. 39212-5-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court No. 29,870 { J. M. TURCOTTE, manufacturer, of the town of Trois-Pistoles, district of

Kamouraska, demandeur, vs MICHEL GENDRON, de Nazareth et Rimouski-est, et y faisant affaires sous le nom de GENDRON & FILS, district de Rimouski, défendeur.

Un certain terrain, étant les lots trois (3) de la subdivision officielle du lot N° onze (11), le lot N° dix-neuf (19) de la subdivision officielle du lot N° treise (13) et partie du lot N° deux (2) de la subdivision officielle du lot N° onze (11), onze-trois (11-3), treize dix-neuf (13-19) et pt. onze-deux(11-2) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, borné vers le nord-ouest par la route nationale, vers le nord-est par le lot N° onze-un (11-1), vers le sud-est par partie du lot onze-deux (11-2), les lots onze-cinq (11-5) et treize-dix-huit (13-18), vers le sud-ouest par les lots treize-dix-huit (13-18), treize-vingt (13-20) et onze-quatre (11-4), mesurant cent pieds (100) au nord-ouest cent pieds (100) au nord-est, cinquante pieds (50) puis quarante-six pieds et six dixièmes (46-6/10) au sud-est, et cent vingt-deux pieds quatre dixièmes (122-6/10), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Nazareth, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER, 1955, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 10 janvier 1955. 39025-2-2-o

SAGUENAY

Canada, Province de Québec
District de Saguenay

N° 3995. J. CHARLES ÉMOND, garagiste, Ste-Anne de Portneuf, comté de Saguenay, P.Q., demandeur, vs AIMÉ BRISSON, de la Tour, comté de Saguenay, P.Q., défendeur,

Un lot de terre portant le numéro 11 rang 1 Nord canton Latour, avec bâtisses construites dessus et circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Colombier, MARDI, le le QUINZE FÉVRIER, 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie le 8 janvier, 1955.

Le Shérif,
39028-2-2-o PIERRE NÉRON.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 338656 RÉVÉREND PÈRE C. BOLDUC, de la Communauté des Clercs de St-Viateur agissant aux présentes en sa qualité de procureur de l'institution connue et désignée sous le nom de Collège St-Joseph opérée par les Clercs de St-Viateur à Berthierville district de Joliette, demandeur, vs HENRI DUFOUR, de Ruisseau Vert district de Saguenay, défendeur.

Un morceau de terrain faisant partie du lot N° 30 dans le rang 1 du cadastre officiel du canton de Ragueneau, comté de Saguenay, P.Q. mesurant environ 20 (vingt) acres carrés. Ledit lot N° 30 dans son entier étant borné comme suit: au sud par la Rivière aux Outardes; à l'est par le lot N° 29 au nord par le lot N° 25 du rang 11 et à l'ouest par un chemin public conduisant au rang II & III du même canton Ragueneau. La partie du lot N° 30 vendu en vertu du présent contrat est le résidu du lot

Kamouraska, plaintiff, vs MICHEL GENDRON of Nazareth and Rimouski-east, and carrying on business there under the name of GENDRON & FILS, district of Rimouski, defendant.

A certain parcel of land, being lots three (3) of the official subdivision of lot No. eleven (11), lot No. nineteenth (19) of the official subdivision of lot No. thirteen (13) and part of lot No. two (2) of the official subdivision of lot No. eleven (11), eleven-three (11-3), thirteen-nineteen (13-19) and pt. eleven-two (11-2) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, bounded on the northwest by the National Highway, on the northeast by lot No. eleven-one (11-1), on the southeast by par of lot eleven-two (11-2), lots eleven-five (11-5) and thirteen-eighteen (13-18), on the southwest by lots thirteen-eighteen (13-18), thirteen-twenty (13-20) and eleven four (11-4), measuring one hundred feet (100) on the northwest one hundred feet (100) on the northeast, fifty-feet (50) then forty-six feet and six-tenths (46-6/10) on the southeast, and one hundred and twenty-two feet four-tenths (122-4/10) on the southeast, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Nazareth, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Shriff.
Rimouski, January 10th, 1955. 39025-2-2

SAGUENAY

Canada, Provincé of Quebec
District of Saguenay

No. 3995. J. CHARLES ÉMOND, garage-keeper, Ste-Anne de Portneuf, county of Saguenay, P.Q., plaintiff, vs AIMÉ BRISSON, of la Tour, county of Sagneynan P.Q., defendant.

A lot of land bearing number 11, range 1 North, Latour township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de Colombier, TUESDAY FEBRUARY FIFTEENTH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, January 8, 1955.

PIERRE NÉRON,
39028-2-2 Sheriff.

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 338656 REVEREND FATHER C. BOLDUC of the "Clercs de St-Viateur" acting in these presents in his quality of Procurator of the Institution known and designated under the name of St-Joseph College operated by the "Clercs de St-Viateur", at Berthierville, district of Joliette, plaintiff, vs HENRI DUFOUR, of Ruisseau Vert, district of Saguenay, defendant.

A piece of land forming part of lot No. 30, range 1 of the Official Cadastre of Ragueneau township, county of Saguenay P.Q., measuring about 20 (twenty) square acres. Said lot No. 30 in its entirety being bounded as follows: Southerly by Rivière aux Outardes; easterly by lot No. 29, northerly by lot No. 25 of range 11 and westerly by a public road leading to range II & III of same Ragueneau township. Part lot No. 30 sold under present contract is the residue of the above described original lot

originaire décrit ci-haut qui n'a pas encore été concédé comme emplacement et comprend: bâtisses, dépendances et appartenances, ci-dessus tels qu'ils apparaissent aujourd'hui sur ledit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ruisseau Vert, JEUDI le DIX-SEPT FÉVRIER 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 5 janvier 1955.

Le Shérif,
39027-2-2-o PIERRE NÉRON.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No. 358,722. DAME CATHERINE GREER PATTERSON, demanderesse, vs DAME KATHLEEN ELIZABETH DUNLOP, ET VIR, défenderesses.

a) "Ce certain emplacement formant partie du lot numéro vingt-deux (22) du sixième rang du canton de Doncaster aux plan et livre de renvoi officiels de la partie dudit canton, lequel n'est pas dans la paroisse de Ste-Agathe des Monts; avec toutes bâtisses dessus érigées.

b) Ce certain emplacement formant partie du lot numéro vingt (20) du cinquième rang du canton de Doncaster aux plan et livre de renvoi officiels de la partie dudit canton, lequel n'est pas dans la paroisse de Ste-Agathe des Monts; avec toutes bâtisses dessus érigées.

c) Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement rendu par l'Honorable juge Marier le 22 décembre 1954."

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de Ste-Lucie de Doncaster, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, 12 janvier 1955. 39059-2-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 21,782. ALBERT DESJARDINS, journalier, de St-Faustin, district de Terrebonne, demandeur; vs JEAN RABELLINO, de Mont-Tremblant, district de Terrebonne, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot de terre numéro trente-deux (pt. 32) du rang trois du canton Grandison, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Grandison, mesurant, cedit lopin de terre, environ deux cents pieds de profondeur dans sa ligne sud, trois cents pieds de largeur dans sa ligne ouest, quatre cents pieds de profondeur dans sa ligne nord-est, et environ cent soixante-quinze pieds de largeur dans sa ligne sud-est, et borné au sud par la ligne actuelle du rang deux, à l'ouest par la ligne du lot 33, et des côtés nord-est et sud-est par le résidu dudit lot 32 appartenant au vendeur, et la ligne sud-est devant être à 125 pieds de distance du chemin public, avec une maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du Lac Mercier, le NEUVIÈME jour de MARS 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 31 janvier 1955. 39204-5-2-o

which has not been already as an emplacement and comprises: The above buildings, dependencies and appurtenances as they appear actually on said land.

To be sold at the parochial church door of Ruisseau Vert, THURSDAY, FEBRUARY SEVENTEENTH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, January 5th, 1955.

PIERRE NÉRON,
39027-2-2 Sheriff.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 358,722. DAME CATHERINE GREER PATTERSON, plaintiff, vs DAME KATHLEEN ELIZABETH DUNLOP, ET VIR, defendants.

a) "That certain emplacement forming part of lot number twenty-two (22) in the sixth range of the township of Doncaster on the official plan and book of Reference of the part of said township which is not in the parish of Ste-Agathe des Monts; with all buildings thereon erected.

b) That certain emplacement forming part of lot number twenty (20) in the fifth range of the township of Doncaster on the official plan and book of Reference of the part of said township which is not in the parish of Ste-Agathe des Monts; with all buildings thereon erected.

c) Deposit of the sum of $850.00 will be require from every bidder persuant to a judgement rendered by Honorable Judge Marier on December the 22nd 1954."

To be sold at the Catholic church door of Ste-Lucie de Doncaster, on FEBRUARY the SIXTEENTH 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's office, Sheriff.
St-Jérôme, on January 12th, 1955. 39059-2-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 21,782. ALBERT DESJARDINS, journeyman, of St. Faustin, district of Terrebonne, plaintiff; vs JEAN RABELLINO, of Mont-Tremblant, district of Terrebonne, defendant.

A plot of land forming part of lot of land number thirty-two (P. 32) of range three of the township of Grandison, of the official plan and book of reference of the said township of Grandison, the said plot of land measuring some two hundred feet in depth along its south line, three hundred feet in width along its west line, four hundred feet in depth on its northeast line, and about one hundred and seventy-five feet in width along its southeast line, and bounded southerly by the actual line of range two, westerly by the line of lot 33, and on the northeasterly and southeasterly sides by the residue of said lot 32 belonging to the vendor, and the southeast line that should be at a distance of 125 feet from the public highway, with a house and dependencies erected thereon.

To be sold at the Catholic Church door of Lake Mercier, the NINTH day of MARCH 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, January 31st, 1955. 39204-5-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 5

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Roy vs D'Ostie 556

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1063 — Concernant la Loi de l'impôt sur le revenu 509
1134 — Concernant la Loi de l'impôt sur le revenu (Règlement) 539
113 — Concernant la règlementation de la circulation lourde sur certaines routes de la Province 542
100-A — Industrie du gant de travail dans la Province 549
100-B — Industrie du gant fin dans la Province 550
100-C — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, etc. 551
100-D — Métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec 552
101-A — Industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal 553
101-B — Métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec 554
101-C — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, etc. 555

ASSEMBLÉE:

Jewish Convalescent Home of Montreal Inc. 556

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 483

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée (Formation) 557
Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Sorel Incorporée ((Formation) 557
Beauharnois Curling Club (Règlements) 557
Chambre de Commerce des Jeunes de St-Lambert et du District Inc. (Changement de nom) 558
La Ligue des Propriétaires de ville La-Salle (Règlements) 556
L'Association de Bien-Être des Employés de Jarry Automobile Limitée (Division de l'Hydraulique) (Formation) 558
Markette Inc. (Directeurs) 558
Ouellet & Arcand Inc. (Directeurs) 557
Snowdon Major Fastball League Inc. (Règlement) 558
The Saguenay Yacht Club — Le Club yachting du Saguenay (Règlement) 557

CHARTES — ABANDON DE:

Charles Shrybman Limited 559
Mary-Clare Inc. 559
Wilshire Management Company 558

COMPAGNIES DISSOUTES:

Direct Sales Limited 559

Index of the Quebec Official Gazette, No. 5

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Roy vs D'Ostie 556

ORDERS IN COUNCIL:

1063 — Concerning Income Tax Act... 509
1134 — Concerning Income Tax Act (Regulation) 539
113 — Concerning regulations governing the movement of heavy vehicles on Provincial highways 542
100-A — Working glove industry in the Province 549
100-B — Fine glove industry in the Province 550
100-C — Barber and hairdressing trades in the counties or Argenteuil, etc.... 551
100-D — Men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec..... 552
101-A — Paper box industry in the region of Montreal 553
101-B — Men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec..... 554
101-C — Barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, etc..... 555

MEETING:

Jewish Convalescent Home of Montreal Inc. 556

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 483

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée (Formation) 557
Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Sorel Incorporée (Formation) 557
Beauharnois Curling Club (By-Laws). 557
St. Lambert and District junior Chamber of Commerce Inc. (Change of name) 558
La Ligue des Propriétaires de ville La-Salle (By-Laws) 556
L'Association de Bien-Être des Employés de Jarry Automobile Limitée (Division de l'Hydraulique) (Formation) 558
Markette Inc. (Directors) 558
Ouellet & Arcand Inc. (Directors)..... 557
Snowdon Major Fastball League Inc. (By-Law) 558
The Saguenay Yacht Club — Le Club yachting du Saguenay (By-Law).... 557

CHARTERS — SURRENDER OF:

Charles Shrybman Limited 559
Mary-Clare Inc. 559
Wilshire Management Company 558

COMPAGNIES DISSOLVED:

Direct Sales Limited 559

Food Lockers Ltd. 559
General Investments Corporation 559
Hotel Lakeside Inn Inc. 560
Jack Liss & Sons (Canada) Ltd. 560
La Compagnie Limitée S. Mongeau — S. Mongeau Company Limited 560
Melcon Textiles Corp. 560
P. T. R. Auto Service Limited 561
Rickert & Roberts Limited 561
Thistle Land Company, Limited 561

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Drummondville, cité de 509
Duhamel, Joseph *et al* 538
La Corporation de l'École Polytechnique 562
Le Palais du Commerce Incorporé — (Show-Mart Incorporated) 561
Prud'homme, Luc, sr. *et al* 508
Québec, cité de 538
Québec-Ouest, ville de 539

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Authier 562
Lennoxville 562
Rapide-Danseur 563
Ste-Marie-Médiatrice 563
Ste-Marthe 562
St-Jean-Vianney 563
St-Michel-de-Wentworth 563

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ste-Foy, paroisse de 564
Ste-Foy, paroisse de 564

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Alimentation en détail de Sherbrooke (Prélèvement) 568
Alimentation en détail de Sherbrooke (Règlements) 565
Barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement) 566
Construction de St-Jean (Prélèvement) 565
Fabrication du métail en feuille (avis) 564

LETTRES PATENTES:

Amos Lithium Corporation 484
Au Foyer des Laveuse Inc. 485
Bar-O-Lay Inc. 485
Blainville Acceptance Corporation Ltd. 485
Breuvages Radnor Ltée 486
B & L Stampings Company Limited . . . 486
Carter & Coull Limited 486
Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée 487
Champre Inc. 487
Charles Dusablon Ltée 487
Chevalier Gaz Propane Inc. 488
Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon 488
David & Bélanger Ltée 488
Do-It-Yourself Centre Inc. 489
Espege Ltd. 489
Essex Investment Corporation 489
Fortcrest Inc. 490
Fourrures Ostiguy Inc — Ostiguy Furs Inc. 490
Garage Almas Tremblay Ltée 490

Food Lockers Ltd. 559
General Investments Corporation 559
Hotel Lakeside Inn Inc. 560
Jack Liss & Sons (Canada) Ltd. 560
La Compagnie Limitée S. Mongeau — S. Mongeau Company Limited 560
Melcon Textiles Corp. 560
P. T. R. Auto Service Limited 561
Rickert & Roberts Limited 561
Thistle Land Company, Limited 561

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Drummondville, city of 509
Duhamel, Joseph *et al* 538
La Corporation de l'École Polytechnique 562
Le Palais du Commerce Incorporé (Show Mart Incorporated) 561
Prud'homme, Luc, sr *et al*. 508
Quebec, city of 538
Québec-Ouest, town of 539

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Authier 562
Lennoxville 562
Rapide-Danseur 563
Ste-Marie-Médiatrice 563
Ste-Marthe 562
St-Jean-Vianney 563
St-Michel-de-Wentworth 563

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ste-Foy, parish of 564
Ste-Foy, parish of 564

LABOUR:
Industry of Trades of:

Retail food trade of Sherbrooke (Levy) 568
Retail food trade of Sherbrooke (By-Laws) 565
Barbers and men's hairdressers of Montreal (Levy) 566
Construction of St. John (Levy) 565
Sheet metal fabricating (Notice) 564

LETTERS PATENT:

Amos Lithium Corporation 484
Au Foyer des Laveuse Inc. 485
Bar-O-Lay Inc. 485
Blainville Acceptance Corporation Ltd. 485
Breuvages Radnor Ltée 486
B & L Stampings Company Limited . . . 486
Carter & Coull Limited 486
Centre de Couture Pfaff du Lac St-Jean Ltée 487
Champre Inc. 487
Charles Dusablon Ltée 487
Chevalier Gaz Propane Inc. 488
Club Juvénile de la Police de St-Gabriel de Brandon 488
David & Bélanger Ltée 488
Do-It-Yourself Centre Inc. 489
Espege Ltd. 489
Essex Investment Corporation 489
Fortcrest Inc. 490
Fourrures Ostiguy Inc — Ostiguy Furs Inc. 490
Garage Almas Tremblay Ltée 490

Garage Marieville Inc. 491
Gaudreau Limitée 491
Grand Boulevard Realties Co. Ltd. 491
Henri Bellefeuille Inc. 492
H. Trudel & Fils Inc. 492
Imperial Fur Inc. 492
Imprimerie Pilon, Limitée 493
J. N. Donais Limitée 493
John Eltes Incorporated 493
Lachance Inc. 494
La Cie Foncière Cadrumont Inc — Cadrumont Real Estate Inc. 494
La Compagnie "Aristocrate Merceries" Limitée — The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited 494
Laduboro Oil Ltd 495
L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la Ville des Sept-Ilęs Inc. 495
Laster Inc. 496
Laurentian Seeds Inc.— Les Semences Laurentiennes Inc. 496
Laurier Fashions Limited 496
Le Comité des Loisirs de Val St-Pierre 497
Le Dimanche Matin Ltée 497
Le Fonds de Recherches Forestières de l'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation 497
Lemrac Placements Ltée 498
Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur 570
Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens 570
Les Immeubles Linfort Limitée — Linfort Real Estate Limited 498
Les Religieuses Servites de Marie 570
Lew Kozlov & Co. Inc. 499
Linwood Realties Ltd. 499
L. Thibault & Fils Limitée 499
Manning Hardware Ltd. 500
M. Genziuk & Sons Inc. 500
Niagara Realties Ltd. 500
Parksite Development Corporation 501
Photographie Moderne Limitée 501
Pierre E. Laberge Inc. 501
Plast Ukrainian Youth Association of Canada 502
Pouliot Automobile Limitée — Pouliot Automobile Limited 502
Preville Construction Limited 503
Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd. 503
Quebec Home Knitting Co. 503
Quincaillerie Eugène Roy, Limitée 504
Roy Assurances Limitée 504
Samuel Grossman Furs Inc. 504
Spencer Electric Alarms Inc. 505
Sud Ltée — South Ltd 505
The Fair Ltd. 505
The Pampered Pup Company 506
Towercrest Inc. 506
Trois-Rivières Isolation Limitée 506
Underwear Mills Limited 507
Val Royal Shopping Centre Ltd 507
Vendôme Placements Ltée 507
William Durocher & Cie Ltée 508

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Belair Insurance Company 570

NOMINATION:

Guérette, Dr G.-E. 571

SIÈGES SOCIAUX:

Béchard Frères, Ltée 571
L. Thibault & Fils Limitée 571

Garage Marieville Inc. 491
Gaudreau Limitée 491
Grand Boulevard Realties Co. Ltd. 491
Henri Bellefeuille Inc. 492
H. Trudel & Fils Inc. 492
Imperial Fur Inc. 492
Imprimerie Pilon, Limitée 493
J. N. Donais Limitée 493
John Eltes Incorporated 493
Lachance Inc. 494
La Cie Foncière Cadrumont Inc — Cadrumont Real Estate Inc. 494
La Compagnie "Aristocrate Merceries" Limitée — The "Aristocrat Men's Wear" Company Limited 494
Laduboro Oil Ltd 495
L'Association des Camionneurs-Propriétaires de la Ville des Sept-Iles Inc. 495
Laster Inc. 496
Laurentian Seeds Inc.— Les Semences Laurentiennes Inc. 496
Laurier Fashions Limited 496
Le Comité des Loisirs de Val-St-Pierre 497
Le Dimanche Matin Ltée 497
Le Fonds de Recherches Forestières de l'Université Laval — Laval University Forest Research Foundation 497
Lemrac Placements Ltée 498
Les Chanoinesses Régulières des Cinq Plaies du Sauveur 570
Les Dominicaines des Saints Anges Gardiens 570
Les Immeubles Linfort Limitée — Linfort Real Estate Limited 498
Les Religieuses Servites de Marie 570
Lew Kozlov & Co. Inc. 499
Linwood Realties Ltd. 499
L. Thibault & Fils Limitée 499
Manning Hardware Ltd. 500
M. Genziuk & Sons Inc. 500
Niagara Realties Ltd. 500
Parksite Development Corporation 501
Photographie Moderne Limitée 501
Pierre E. Laberge Inc. 501
Plast Ukrainian Youth Association of Canada 502
Pouliot Automobile Limitée — Pouliot Automobile Limited 502
Preville Construction Limited 503
Prince Hat & Cap Mfg. Co. Ltd. 503
Quebec Home Knitting Co. 503
Quincaillerie Eugène Roy, Limitée 504
Roy Assurances Limitée 504
Samuel Grossman Furs Inc. 504
Spencer Electric Alarms Inc. 505
Sud Ltée — South Ltd 505
The Fair Ltd. 505
The Pampered Pup Company 506
Towercrest Inc. 506
Trois-Rivières Isolation Limitée 506
Underwear Mills Limited 507
Val Royal Shopping Centre Ltd 507
Vendôme Placements Ltée 507
William Durocher & Cie Ltée 508

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Belair Insurance Company 570

APPOINTMENT:

Guérette, Dr G.-E. 571

HEAD OFFICES:

Béchard Frères, Ltée 571
L. Thibault & Fils Limitée 571

Quincaillerie Pilon Hardware Ltd..... 572

SOUMISSIONS:

Châteauguay, ville de..... 578
LaSalle, ville de..... 577
Montréal-Sud, ville de..... 573
Pointe-aux-Trembles, commissaires d'écoles de..... 574
Ste-Anne-de-Beaupré, commissaires d'écoles de..... 579
St-Hyacinthe, commissaires d'écoles de la cité de..... 572
St-Joseph-de-Sorel, ville de..... 580
St-Louis du Ha! Ha!, paroisse de..... 575

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Côté, Edgar..... 581
Pellus, Raymond..... 582

VENTES POUR TAXES:

Gaspé-Est, comté de..... 582
Mackayville, ville de..... 584
Témiscamingue, comté de (Erratum).. 585

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Anselme Côté & Fils Limitée vs Lévesque..... 586
Glanz vs Coursol *et vir*..... 586

BEAUCE:

Sylvain vs Binet..... 586

BEDFORD:

Sansoucy vs Cabana..... 587

CHICOUTIMI:

Turcotte vs Tremblay..... 587

GASPÉ:

Cash Register Importers Ltd. vs Collin. 588

HULL:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lafrenière..... 588

MONTRÉAL:

Lizotte vs Héritiers Damase Bourget.. 589
Pelletier vs Dolbec..... 589

RIMOUSKI:

Turcotte vs Gendron..... 589

SAGUENAY:

Bolduc vs Dufour..... 590
Emond vs Brisson 590

TERREBONNE:

Desjardins vs Rabellino..... 591
Patterson vs Dunlop 591

Quincaillerie Pilon Hardware Ltd..... 572

TENDERS:

Châteauguay, town of..... 578
LaSalle, town of..... 577
Montreal-South, town of..... 573
Pointe-aux-Trembles, School Commissioners of..... 574
Ste-Anne-de-Beaupré, School Commissioners of..... 579
St-Hyacinthe, School Commissioners of the city of..... 572
St-Joseph-de-Sorel, town of..... 580
St-Louis du Ha! Ha!, parish of 575

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Côté, Edgar..... 581
Pellus, Raymond..... 582

SALES FOR TAXES:

Gaspé-East, county of..... 582
Mackayville, town of..... 584
Témiscamingue, county of (Erratum).. 585

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Anselme Côté & Fils Limitée vs Lévesque..... 586
Glanz vs Coursol *et vir*..... 586

BEAUCE:

Sylvain vs Binet..... 586

BEDFORD:

Sansoucy vs Cabana..... 587

CHICOUTIMI:

Turcotte vs Tremblay..... 587

GASPÉ:

Cash Register Importers Ltd. vs Collin. 588

HULL:

Quebec Farm Credit Bureau vs Lafrenière..... 588

MONTREAL:

Lizotte vs Heirs of Damase Bourget... 589
Pelletier vs Dolbec..... 589

RIMOUSKI:

Turcotte vs Gendron..... 589

SAGUENAY:

Bolduc vs Dufour..... 590
Emond vs Brisson 590

TERREBONNE:

Desjardins vs Rabellino..... 591
Patterson vs Dunlop 591

39172-o

39172-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS. Queen's Printer.